

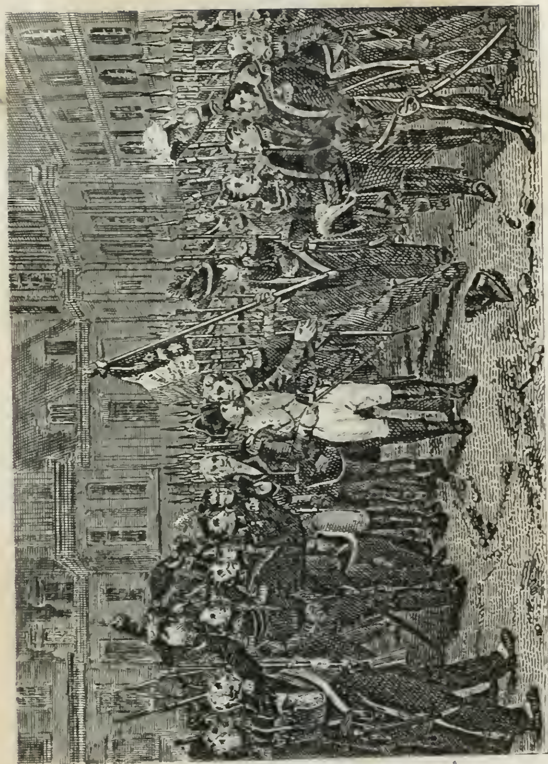


HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

TOME VII.

PARIS, IMPRIMERIE DE CH. DEZAUCHE,
RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, N. 11.



HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,
JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

PAR M. HORACE RAISSON.

TROISIÈME ÉDITION.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien long-temps;
L'humble toit dans cinquante ans
Ne connaîtra pas d'autre histoire.

BÉRANGER.

TOME SEPTIÈME.

PARIS,
JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

1830.

HISTOIRE POPULAIRE

DE NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

Sommaire : Marche d'Eugène et de Ney. — Affaire de Krasnoé.

Novembre 1812.

L'armée française était sortie de Moscou, forte de cent mille combattans; elle se trouvait, à Smolensk, réduite à trente-six mille hommes; vingt-cinq jours de retraite avaient suffi pour tant de trépas, et Kutusoff, poursuivant à son tour, s'ap-

prêtait à décimer ces faibles restes des vainqueurs de l'Europe.

L'Empereur, après avoir pris quelque repos à Smolensk, résolut de quitter cette ville et de se diriger sur Wilna. Il divisa ses forces en quatre corps, qui devaient partir de Smolensk à un jour d'intervalle l'un de l'autre. Il se mit lui-même à la tête du premier, et sortit de Smolensk le 14 novembre, vers cinq heures du matin.

La division du vice-roi, forte de douze mille hommes environ, se mit en marche dans la soirée du 15; le 16, Davoust, après avoir eu une discussion des plus vives avec Ney, qui aurait voulu accélérer son départ, partit avec un autre quart de la grande armée; quant au maréchal Ney, il resta jusqu'au 17 novembre. Comme il était encore une fois chargé de la tâche périlleuse de couvrir la retraite, mission qu'il avait si admirablement remplie entre Wiasma et Smolensk, sa division avait été fortifiée d'environ quatre mille hommes de la garde impériale. Avant de sortir de la ville les Français obéirent à l'or-

dre qu'ils avaient reçu de l'Empereur, de faire sauter les fortifications.

La colonne impériale s'avançait en silence sur la route de Krasnoé. La première journée fut de cinq lieues; on s'attendat à voir paraître l'avant-garde de Kutusoff; le vieux général russe, en effet, avait mis ses troupes en marche vers Krasnoé, en suivant une ligne parallèle à celle que décrivait Napoléon, et s'avançait sur le flanc gauche des Français. En même temps il détachait plusieurs corps considérables pour opérer sur la marche de la colonne française.

Miloradowitch, avec une avant-garde nombreuse, poussa en avant sur la grande route de Smolensk à Krasnoé. Napoléon y était déjà arrivé à la tête de sa division; mais Eugène, qui conduisait l'arrière-garde de la colonne, se trouva coupé : on le somma de mettre bas les armes; le vice-roi répondit en commandant un feu bien nourri. A l'instant même, toutes les hauteurs des environs se couronnent d'hommes, et, comme autant de volcans,

font pleuvoir des torrens de feu sur les Français et les Italiens; ils maintinrent pourtant leur terrain avec une bravoure imperturbable.

Le vice-roi éprouva une perte immense : il continua cependant de se défendre jusqu'à ce que la nuit vînt le protéger. Alors, à la tête de sa division diminuée de moitié, il quitta la grande route, laissant ses feux allumés pour tromper l'ennemi, et gagnant la rase campagne, pour rejoindre Napoléon par des routes de traverse. Le *Qui vive ?* d'une sentinelle, pendant cette manœuvre délicate, aurait pu consommer la perte de toute la division : ce cri se fit entendre. On fut tiré de ce mauvais pas par la présence d'esprit d'un Polonais, qui répondit à la sentinelle en russe, et lui imposa silence lui faisant croire que c'était le corps d'Owaroff, employé à une expédition secrète.

Enfin, le lendemain matin, 17 novembre, Eugène arriva au quartier-général de l'Empereur, qui était en proie aux plus vives inquiétudes. Lorsque la

division d'Eugène, après la perte qu'elle avait éprouvée, fut réunie à celle de l'Empereur, le total de leurs troupes n'excédait pas quinze mille hommes. Mais le génie actif de Napoléon, au milieu de circonstances si défavorables, déployait son ascendant.

Dans la nuit du 15 au 16, il avait chargé le général Roguet, avec un détachement de la jeune garde, de déloger un détachement russe qui s'était approché trop près; et, ayant ainsi appris aux ennemis à respecter l'antre du lion, il prit la résolution audacieuse de rester à Krasnoé, en dépit de l'armée russe, jusqu'à ce que les détachemens de Davoust et de Ney l'eussent rejoint. Quelles qu'eussent été ses raisons pour se séparer de ces divisions, il sentait alors la nécessité de réunir ses forces.

Kutusoff cependant, malgré sa mollesse et sa circonspection, ne pouvait manquer d'attaquer ce faible corps de quinze mille hommes, qui s'arrêtait intrépidement devant son armée forte de

soixante mille. Il fit donc ses dispositions pour écraser Napoléon. Le 17, Eugène, dont la bataille de la veille avait mis la division hors de service, eut ordre de s'avancer vers Liady, la première des étapes sur laquelle dut marcher l'armée française.

Au point du jour, Napoléon qui sait le projet de l'ennemi, s'arme, sort, et se plaçant à la tête des restes de la vieille garde, il la met lui-même en mouvement. Ce n'est plus sur la Pologne qu'il marche : il a tiré son épée en disant : « Il y a assez long-temps que je fais l'empereur, il est temps que je fasse le général. » C'est au milieu des quatre-vingt mille hommes de Kutusoff qu'il veut se placer ; il faut attirer sur lui seul tout le péril, sauver Davoust et Ney ; les premières clartés du jour montrent à nos braves la ligne russe, et ses batteries enveloppant sur trois faces, devant, à droite et derrière, les six mille gardes que l'empereur commande, tandis que Mortier développe cinq mille hommes quelques pas en avant de l'Empereur,

et les oppose fièrement à toute l'armée russe.

La bataille s'engage alors : quelle bataille !

Le nom de Napoléon protégeait seul son armée. Cent pièces d'artillerie auxquelles il ne pouvait répondre, jetaient la mort dans ses rangs sans les ébranler ; les charges de cavalerie venaient se briser sur les baïonnettes immobiles ; Kutusoff avait cru anéantir notre petite armée ; il n'osa presque l'aborder. L'aspect du grand homme en imposa à ces barbares : les Pyramides, Marengo, Austerlitz, Friedland, une armée de victoires combattit à défaut de soldats. Le canon de Kutusoff faisait de larges brèches dans les rangs ; le Russe pouvait tuer, il ne pouvait vaincre.

La bataille, ou plutôt la canonnade de Krasnoé, car l'ennemi se tint constamment hors de la portée de nos armes, se termina par l'arrivée de Davoust, et de sa colonne entourée et suivie par un corps nombreux de cosaques, dont il cherchait à se dégager par une marche accélérée.

Napoléon apprit alors que Ney et l'arrière-garde étaient probablement encore à Smolensk, ou que, si le maréchal s'était mis en route, il devait être entouré de difficultés dont il était impossible qu'il triomphât.

Les Russes cependant se disposaient à déployer plus de vigueur : le prince Galitzin était sur le point d'occuper Krasnoé, et ne marchait pas en toute diligence sur Liady; il était probable qu'il trouverait l'ennemi en possession de cette place. Malgré son désir de conserver sa position pour protéger l'approche de Ney, Napoléon vit alors qu'en persistant dans ce dessein, il ne ferait que s'exposer au plus grand danger, lui et son armée, sans pouvoir être d'aucune utilité au maréchal. Il se mit donc à la tête de sa vieille garde pour marcher le plus promptement possible sur Liady, afin de s'en rendre maître, et de s'assurer en même temps le passage du Dniéper, qui autrement aurait pu lui être fermé. Davoust et Mortier eurent ordre de défendre Krasnoé jusqu'à

la nuit, s'il était possible, et de profiter ensuite de l'obscurité pour le suivre.

La retraite de Napoléon sembla rompre le charme qui avait engourdi les Russes et ranimé les Français; Mortier et Davoust furent assaillis avec fureur; dans un combat terrible, ils perdirent la moitié des leurs, et ne parvinrent qu'après des peines incroyables et des prodiges de valeur à gagner Liady. Les Français laissèrent sur ce fatal champ de bataille quarante-cinq pièces de canon, plus de six mille prisonniers, un grand nombre de morts, et plus encore de blessés. Pour compléter le désastre, la division de Ney, par suite de la marche des autres colonnes sur Liady, eut toute l'armée russe entre elle et Napoléon.

Le 17 novembre, ce maréchal, à la tête du dernier corps d'armée d'invasion, était parti de Smolensk, ayant sous ses ordres six mille hommes en état de combattre, laissant derrière lui cinq mille malades et blessés, et suivis des traîneurs que le canon de Platoff, entré dans la ville à l'ins-

tant où Ney en était sorti, avait forcés à se remettre en marche. Ils avancèrent sans beaucoup de difficulté jusqu'à ce qu'ils arrivassent sur le champ de bataille de Krasnoé, où ils marchèrent entourés des débris d'une action sanglante et de monceaux de cadavres. Ils n'étaient pas encore bien loin de ce lieu fatal, quand ils approchèrent des bords de la Losima, où l'ennemi avait fait à loisir ses préparatifs pour les recevoir. Miloradowitch s'y trouvait à la tête d'une force considérable; et un brouillard épais fit que la colonne de Ney parvint jusque sous les batteries des Russes, avant de savoir qu'elle eût aucun danger à courir.

Un officier russe s'avance alors; il vient au nom de Kutusoff : « Le feld-maréchal n'oserait sommer de se rendre un si grand général, un guerrier si renommé, s'il lui restait une seule chance de salut; mais quatre-vingt-mille Russes l'entourent; s'il en doute, Kutusoff lui offre d'envoyer parcourir les rangs et compter ses forces. »

L'envoyé n'avait pas achevé, que qua-

rante décharges de mitraille, partant de son armée, viennent déchirer les rangs français. Ney s'écrie : « Un maréchal de France ne se rend jamais ; on ne parlemente pas sous le feu. » Les batteries russes continuèrent un feu de mitraille, à la distance seulement d'environ cent vingt-cinq toises. L'ébranlement de l'atmosphère dissipa le brouillard, et fit voir la malheureuse colonne française ayant en face un ravin couronné par les ennemis, et exposée de toutes parts au feu des artilleurs, tandis que les hauteurs étaient couvertes de soldats russes postés pour soutenir les batteries. Bien loin de perdre courage dans cette horrible crise, Ney s'exalte, et ses intrépides soldats se fraient un chemin à travers le ravin de la Losima, et se jettent avec fureur sur les batteries russes ; mais ils sont à leur tour chargés à la baïonnette, et ceux qui ont passé par la rivière souffrent cruellement. Cependant Ney, sans s'étonner, se place à la tête des grenadiers, et s'élance pour s'ouvrir un passage : en un instant, la première ligne ennemie

est renvesée ; ils courent à la seconde, mais une pluie de balles et de mitraille les arrête : tous sont blessés.

Ney, alors encore, prouve son grand courage : avec deux mille hommes il se défend contre quatre-vingt mille ; avec six pièces de canon il répond au feu de deux cents pièces, et persiste à vouloir s'ouvrir un passage de vive force à travers ce corps ennemi qui lui est opposé en front. Les Français se précipitent de nouveau sur les batteries, perdant des rangs entiers.

Mais enfin la nuit fait trève à ce carnage. Ney l'attendait ; il profite de son ombre pour faire un mouvement en arrière, comme s'il avait eu dessein de retourner à Smolensk. C'était, dans le fait, la seule route qui lui fût ouverte, mais il ne la suivit pas long-temps ; bientôt il se trouva sur le bord d'un ravin dont la profondeur lui fit supposer qu'un ruisseau y tenait son lit. Il fait écarter la neige, brise la glace, observe la direction du courant : « C'est un affluent du Dniéper, s'écrie-t-il ; voilà notre guide. » Il en

suit dès lors la direction ; il arrive enfin, après d'incroyables efforts, sur les bords de ce fleuve, près du village de Syrokovenia. Là il trouva un seul endroit où la surface de l'eau étais complétement gelée, mais la glace était si mince qu'on l'entendait craquer sous les pieds des soldats.

Trois heures furent accordées pour donner aux traîneurs qui s'étaient écartés, pendant cette marche nocturne, le temps de se rallier en cet endroit, s'ils étaient assez heureux pour le trouver. Ney passa ces trois heures dans un profond sommeil, couché sur le bord du fleuve et enveloppé de son manteau. Lorsque les trois heures furent écoulées, le passage commença et se continua sans interruption ; le mouvement de la glace et le son effrayant qu'elle faisait entendre en se fendant, faisaient cependant hésiter plus d'un soldat. Les chariots, dont quelques-uns étaient chargés de malades et de blessés, tentèrent aussi le passage, mais la glace se rompit sous eux ; le bruit qu'ils firent en s'engloutissant et les gémissemens étouffés des malheureux

qui se noyaient, arrachèrent un cri douloureux à leurs camarades. Les cosaques parurent alors à l'arrière-garde, glanèrent quelques centaines de prisonniers, et s'emparèrent de l'artillerie et des bagages.

Depuis la veille quatre mille traîneurs et trois mille soldats étaient morts ou égarés ; il restait à peine à Ney trois mille soldats, mais il avait placé le Dniéper entre lui et les corps réguliers de l'armée russe, par une retraite à laquelle il n'en est guère qu'on puisse comparer dans les fastes de la guerre. Il n'était pas toutefois délivré des cosaques, qui s'assemblèrent bientôt autour des restes de sa colonne : avec leurs longues lances et leur artillerie légère, ces ennemis le mirent plus d'une fois dans un cruel embarras. Cependant le maréchal, à la tête d'une troupe réduite à quinze cents hommes, s'ouvrit un chemin les armes à la main jusqu'à Orcza, ville où Napoléon s'était rendu de Liady, après avoir passé le Dniéper.

Ney y arriva le 20 novembre, et y trou-Eugène, Mortier et Davoust.

L'Empereur était alors de deux lieues en avance; il apprit avec une joie inexprimable l'heureux retour du *brave des braves*.

Toute la grande armée était alors réunie; mais cette armée, qui à Smolensk montait encore à quarante mille hommes, se composait à peine alors de douze mille méritant le nom de soldats et en conservant la discipline, tant la misère et le glaive avaient éclairci les rangs de ces invincibles légions; il y avait peut-être en outre trente mille traîneurs de toute espèce, mais ils n'ajoutaient rien ou presque rien à la force de l'armée.

Dans cette redoutable crise, Napoléon reçut encore une nouvelle affligeante, l'ennemi s'était emparé de Minsk, Schwartzenberg avait battu en retraite pour couvrir Varsovie, ce qui naturellement le privait de tout espoir d'être secouru par les Autrichiens. Il apprit aussi que Victor et Oudinot s'étaient querellés sur la manière dont il convenait d'attaquer Witt-

genstein, et qu'il en était résulté qu'on ne l'avait attaqué sur aucun point. Ce général était donc libre de menacer la gauche de la grande armée, si elle restait longtemps sur Dniéper; tandis que Kutusoff pouvait reprendre son ancienne position sur la gauche de Napoléon, et que Tchitchakoff pouvait occuper la Bérésina sur son front. Dans l'amertume de son cœur, l'Empereur s'écria : « Voilà ce qui arrive quand on entasse fautes sur fautes ! »

Comme il ne pouvait plus être question de Minsk, Borizoff fut le point vers lequel se dirigèrent les pensées de Napoléon. Il y avait dans cette ville un pont sur la Bérésina, de trois cents toises de longueur, et dont il lui paraissait essentiel de se rendre maître pour pouvoir définitivement sortir de la Russie. Mais tandis qu'il réfléchissait sur le mouvement qu'il aurait à faire après avoir passé la Bérésina à Borizoff, une autre mauvaise nouvelle vint encore le surprendre. Cette ville, et le pont qui lui était si nécessaire,

étaient entre les mains de l'ennemi. Borizoff était pris, et Dombrowski avait été défait sous ses murailles.

« Il est donc écrit là haut, dit-il en levant les yeux vers le ciel, et en frappant la terre du bâton dont il aidait sa marche, que nous ne ferons plus que des fautes ! »

Napoléon, à cette époque, laissa pour la première fois paraître l'inquiétude poignante que lui inspirait sa position désespérée. En cherchant sur la carte l'endroit le plus convenable pour passer la Bérésina, il approcha le doigt du pays des Cosaques, et on l'entendit murmurer : « Ah ! Charles XII ! Pultawa ! » Mais ces exclamations, que lui arrachait la connaissance de sa position, étaient une impression du moment, toutes ses résolutions étaient prises avec calme, avec fermeté, avec le sentiment intime de ce qu'il se devait à lui-même et de ce qu'il devait à ceux qui l'accompagnaient.

Il fut enfin décidé qu'en dépit de Tchitchakoff et de son armée, qui occupait la rive gauche; on tenterait le passage de la

Bérésina au-dessus de Borizoff, à un endroit nommé *Studzianka*, où cette rivière n'a que cinquante-cinq toises de largeur et six pieds de profondeur. Il est vrai qu'il y a sur l'autre rive des hauteurs qui environnent un terrain marécageux, et qu'on devait s'attendre à les trouver fortement occupées : ceux qui hasarderaient le passage pouvaient donc compter qu'en arrivant sur l'autre bord, ils seraieut salués par un feu bien nourri. Cette tentative dangereuse devait, suivant toutes les probabilités, se faire en face même de l'armée de Modalvie. C'était une entreprise d'une hardiesse presque téméraire, que de tenter un tel passage avec les dix à douze mille hommes en état de combattre qu'avait Napoléon, et deux ou trois fois pareil nombre de traîneurs en désordre.

Napoléon n'hésita pas : il se fiait encore à son heureuse étoile, ou peut-être aussi voulait-il en finir, du moins avec la fortune, par un coup d'éclat.

Enfin, le destin des batailles sembla

devenir moins contraire à nos armes. Victor et Oudinot s'avançaient dans l'espoir de sauver Borizoff, quand ils apprirent que Dombrowski avait été défait par Wittgenstein, et que les restes de son armée étaient dans les environs, poursuivis par les Russes victorieux. Oudinot rassembla sur-le-champ sous sa protection les Polonais épars, et marchant contre l'avant-garde des Russes, il les repoussa en leur faisant éprouver une perte considérable. Par suite de cet échec, Wittgenstein se trouva forcé d'abandonner Borizoff, et de mettre encore une fois la Bérésina entre lui et les Français. Mais en repassant cette rivière, il eut soin de détruire le pont de Borizoff, de sorte que cette ville, quoique entre les mains des Français, ne pouvait plus servir pour le passage. L'Empereur apprit cette nouvelle, et se trouva obligé de s'en tenir au plan de passer la Bérésina à Studzianka. Il avait d'ailleurs l'espérance de voir son armée, éparse et affaiblie, renforcée par les troupes de Victor et d'Oudinot, qui

étaient sur la même rive de cette fatale rivière, et qui pouvaient sur-le-champ faire leur jonction avec lui.

Avant de donner aucun ordre pour le passage, l'Empereur réduisit tous les officiers, même du plus haut grade, à une seule voiture, et ordonna qu'on détruisît la moitié des chariots, afin de pouvoir employer tous les chevaux et les bœufs de trait au transport des caissons et des pièces d'artillerie. Il y a lieu de croire que ces ordres ne furent exécutés qu'imparfaitement. Un autre, qui indique tous les besoins impérieux du moment, était relatif aux officiers qui conservaient concore des chevaux. La cavalerie, commandée par Latour-Maubourg, avait été réduite, depuis le départ de Smolensk, de dix-huit cents hommes à cent cinquante. Pour remplir ce vide, environ cinq cents officiers, les seuls qui restassent montés formèrent un corps qu'on nomma *l'escadron sacré,* et qui fut de service près de la personne de l'Empereur. Grouchy et Sébastiani eurent le comman-

dement de ce corps dans lequel les officiers servaient comme soldats, et des généraux de division comme capitaines. Mais il ne se passa pas long-temps avant que la fatigue et le manque de fourrages, qui ne respectent ni grade ni courage, eussent mis à pied la plus grande partie du bataillon sacré.

L'armée se trouvant ainsi un peu réorganisée, et ayant repris quelques forces, grâce à une meilleure nourriture et à la cessation des bivouacs depuis la bataille de Krasnoé, entra dans les immenses forêts de pins qui couvraient le cours de la Bérésina, comme pour mieux cacher à l'ennemi sa marche aventureuse.

Elle se dirigeait vers Borizoff, quand de grands cris firent retentir les bois, et répandirent d'abord la confusion dans les rangs, en inspirant l'idée qu'ils étaient occasionés par une attaque imprévue. Mais cette crainte se changea bientôt en joie, quand on vit qu'on était sur le point de se réunir à l'armée de Victor et d'Oudinot, forte de cinquante mille hom-

mes, dans le meilleur état et ne manquant de rien. Cependant quelle que fût la joie de la grande armée, elle fut à peine égale à la surprise de ces troupes qui arrivaient, quand elles reconnurent les restes de ces soldats innombrables qu'elles avaient laissés magnifiquement équipés, et qu'alors leur costume, leur air et leur marche auraient pu faire prendre pour des spectres sortis du tombeau.

Ils défilèrent devant leurs camarades plus heureux, avec des visages effrayans; leurs uniformes étaient remplacés par des pelisses et par tous les haillons que chacun avait pu se procurer; leurs pieds étaient nus et ensanglantés, ou entourés de peaux. Toute discipline semblait avoir disparu; l'officier ne donnait plus d'ordres, le soldat n'obéissait plus. Le sentiment d'un danger commun les retenait ensemble, et les portait seul à faire des efforts pour avancer; une même fatigue faisait qu'ils se reposaient autour des mêmes feux.

L'armée des deux maréchaux joignit

les rangs de la grande armée : ces braves prodiguèrent tous des secours à leurs frères de gloire, et tous se remirent en marche sous les ordres de Napoléon.

Kutusof, toujours timide, s'avançait à petites journées à Kopyn sur le Dniéper. Là il s'arrêta, sans même traverser cette rivière, et sans chercher à seconder la défense de la Bérésina, en attaquant l'arrière-garde de l'ennemi.

CHAPITRE X.

Sommaire : Passage de la Bérésina.

Le danger n'étant pas pressant du côté de la grande armée de Russie, Napoléon n'avait à craindre que l'opposition de Tchitchakoff, dont l'armée, s'élevant à trente-cinq mille hommes, était postée sur les bords de la Bérésina pour empêcher le passage de Napoléon partout où il voudrait le tenter. Malheureusement l'amiral était un de ces hommes vulgaires qui, s'étant une fois persuadé qu'un adversaire a conçu tel ou tel dessein, agissent d'après cette croyance, comme si c'était une certitude absolue, et écoutent rarement les raisonnemens tendant à prouver la possibilité d'un autre plan.

Ainsi, regardant comme certain que la tentative de Napoléon pour passer la Bérésina aurait lieu *au-dessous* de Borizoff, Tthitchakoff ne put se laisser convaincre que le passage pouvait tout aussi bien être tenté *au-dessus* de cette ville. Napoléon, par le moyen de renseignemens et de rapports transmis par les juifs, peuple abject qui servait d'espions aux deux partis, réussit à confirmer Tchitchakoff dans la croyance qu'il ne faisait qu'une feinte sur Studzianka, afin d'empêcher que l'attention des Russes ne se portât plus haut sur la Bérésina. Jamais stratagème ne réussit mieux.

Le jour même où Napoléon se préparait à passer la rivière à Studzianka, Tchitchakoff, au lieu de s'inquiéter de ce qui se passait sous Borizoff, non seulement remonta la Bérésina avec toutes les forces qui étaient sous ses ordres immédiats, mais il ordonna même à la division de Tschaplitz, forte de six mille hommes, et qui surveillait précisément l'endroit où Napoléon avait dessein d'établir ses ponts,

d'abandonner cette position, et de marcher à sa suite dans la même direction. C'était exactement l'ordre que Napoléon eût dicté au général russe, s'ils eussent pu être d'accord.

Quand les Français arrivèrent à Studzianka, leur premier soin fut de préparer deux ponts, travail qui fut accompagné de beaucoup de dangers et de difficultés. Ils s'en occupèrent toute la nuit, s'attendant à être salué le matin par les batteries du détachement de Tschaplitz, qui garnissaient les hauteurs sur la rive opposée. Les généraux français, et principalement Murat, regardaient le péril comme si imminent, qu'ils pressèrent Napoléon de se confier à la fidélité de quelques Polonais qui connaissaient le pays, et de les abandonner à leur destin, proposition que Napoléon rejeta comme indigne de lui.

Les Français travaillèrent aux ponts pendant toute la nuit; ils étaient encore peu avancés, et ils auraient pu facilement être détruits par l'artillerie des Russes.

Mais quelle fut leur joie et leur surprise en voyant, aux premiers rayons du jour, que les Russes étaient en pleine marche pour quitter leur position ! Profitant de leur départ, Napoléon fit passer la rivière à la nage par un corps de cavaliers dont chacun avait en croupe un voltigeur, et posa ainsi un pied de l'autre côté de cette barrière dangereuse. Une grande partie de l'armée de Victor avait descendu la rivière du côté de Studzianka, tandis que la dernière division accupait encore Borizoff, dont ce maréchal était en possession. C'était une arrière-garde pour protéger l'armée de Napoléon dans le moment critique du passage, contre l'attaque à laquelle on pouvait s'attendre de la part du corps de Wittgenstein.

Pendant les journées des 26 et 27, Napoléon fit passer la Bérésina par une partie de ses troupes, celles d'Oudinot formant l'avant-garde. Ce maréchal y fut bientôt si bien établi que Tschaplitz, reconnaissant son erreur, et ayant fait un mouvement rétrograde pour reprendre sa posi-

tion importante à Studzianka, y vit les Français trop fortement postés sur la rive droite pour oser les attaquer. Il s'arrêta donc à Stakhowa, et y attendit des renforts et des ordres. Pendant ce temps le passage de la Bérésina se continuait, lentement à la vérité, car le nombre des traîneurs et la quantité des bagages étaient immenses; toutefois, à midi, Napoléon et la garde avaient traversé la rivière. Victor, dont la division formait l'arrière-garde de la grande armée, avait pris la place de la garde impériale sur la rive gauche, et Partouneaux, qui formait l'arrière-garde de toute l'armée, partit de Borizoff, où il avait été laissé pour fixer l'attention de l'ennemi.

Mais Wittgenstein était en mouvement du côté de la rive gauche, avançant sur Victor, à mesure que celui-ci marchait vers Napoléon; s'étant jeté entre Studzianka et Borizoff, dans une plaine nommée *Staroi-Borizoff*, il coupa la division de Partouneaux du reste de l'armée française. Ce général se défendit vaillamment

et chercha à se frayer un chemin les armes à la main à travers les ennemis qui lui étaient opposés. Mais l'hettmann Platoff et le partisan russe Seslawin étant survenus, les Français se trouvèrent accablés par des forces supérieures, et mirent bas les armes après une longue et glorieuse résistance. Trois de leurs généraux, leur artillerie; et, suivant les rapports des Russes, environ sept mille hommes, tombèrent entre leurs mains.

Pour profiter de cet avantage, les Russes jetèrent un pont sur la Bérésina à Borizoff; Tchitchakoff et Wittgenstein s'étant mis en communication, résolurent de faire une attaque simultanée sur les deux rives. Dans ce dessein, l'amiral Tchitchakoff s'avança, le 28 novembre, vers Stabhowa, sur la rive droite, pour renforcer Tschaplitz, et attaquer la partie de l'armée française qui avait passé la Bérésina, tandis que Wittgenstein et Platoff marchaient sur Studzianka pour écraser l'arrière-garde de l'Empereur, qui, malgré tous les efforts de Napoléon et de

ses généraux, n'avaient pas encore pu effectuer le passage.

Favorisé qu'il avait été par la fortune au point d'avoir trouvé un endroit pour traverser la rivière, et par une chance heureuse, y jeter des ponts sans opposition, Napoléon ne se crut pas en sûreté; il voyait les dangers se multiplier autour de lui. Du côté de la Bérésina, qu'il occupait alors, c'est-à-dire sur la rive droite, sa présence, son génie, la bravoure de ses soldats, lui donnèrent une supériorité décidée; la lenteur, pour ne rien dire de plus, des mouvemens de Tchitchakoff assura le salut de la petite armée française.

Tschaplitz commença l'attaque en avançant de Stakhowa; mais il fut repoussé par les Français, qui, dès lors, s'ouvrirent un chemin vers le village de Brelowau, à travers de profonds marécages, en passant sur de longues chaussées, espèces de ponts construits de troncs de pins, où une attaque sérieuse aurait rendu leur marche impossible. Le moindre effort de la part Tchitchakoff lui aurait suffi pour

mettre le feu à ces ponts; et, comme des combustibles étaient à portée, il n'aurait fallu, suivant l'expression de M. de Ségur, que le feu de la pipe d'un cosaque pour les incendier. La destruction de ces ponts, enfermant les Français entre la rivière et les marécages, aurait rendu inutile le passage de la Bérésina; mais le destin ne l'avait pas ainsi résolu, et les Français, commandés par Oudinot, conservèrent la liberté de faire un mouvement essentiel à leur sûreté. Pendant ce temps, la scène qui se passait sur la rive gauche était devenue la plus affreuse et la plus terrible que la guerre puisse présenter.

Sur les hauteurs de Studzianka, Victor, qui commandait l'arrière-garde des Français, formant peut-être huit ou dix mille hommes, était préparé à couvrir la retraite sur les ponts. La droite de ce corps d'armée était appuyée sur la rivière; un ravin rempli de buissons en couvrait le front; mais l'aile gauche n'avait point d'appui; elle était *en l'air,* et couverte

par deux régimens de cavalerie. Derrière cette ligne défensive, des milliers de traîneurs étaient mêlés à ces gens qui marchent ordinairement à la suite des camps, et à ces malheureux qui, pour diverses raisons, ayant accompagné les Français depuis Moscou, avaient survécu aux horreurs de la marche. On voyait des femmes, des enfans, des vieillards, des domestiques dans cette multitude assemblée comme au hasard sur les bords de cette fatale rivière. Le défaut d'ordre, et il était impossible de le maintenir, la rupture des ponts, le temps qu'il fallait pour les réparer, les craintes qui retenaient ces malheureux à l'instant de risquer ce dangereux passage au milieu d'une pareille foule, tout avait concouru à les arrêter sur la rive droite. Les bagages, malgré ce qui en avait déjà été perdu, et en dépit de la difficulté du transport et des ordres précis de Napoléon, formaient encore une immense quantité de charriots, de fourgons, et de voitures de toute espèce, augmentés des bagages des troupes d'Oudinot

et Victor ; une partie filait vers les points, une partie était en désordre sur le bord de la rivière. Il en était de même de ce qui restait d'artillerie.

Telle était la situation des choses près des ponts quand Wittgenstein, après sa victoire sur Partourneaux, s'avançant sur la rive gauche de la Bérésina, engagea un combat terrible avec l'arrière-garde commandée par Victor ; les boulets des Russes commencèrent à tomber au milieu de cette masse confuse et en désordre. Ce fut alors que ce corps tout entier de traîneurs et de fugitifs se précipita en même temps vers les ponts avec l'aveuglement du désespoir ; tout sentiment de prudence ou d'humanité était étouffé par l'instinct qui porte chaque être à songer à sa propre conservation. Cette horrible scène de désordre fut rendue encore plus affreuse par la violence désespérée de ceux qui, déterminés à se frayer un chemin à tout prix, renversaient et foulaient aux pieds tout ce qui s'opposait à leur passage. Les hommes foibles et sans secours se retiraient de la presse

et s'asseyaient à l'écart pour attendre leur destin, ou, se mêlant dans la foule, étaient renversés dans la rivière , écrasés sous les roues des voitures, frappés parfois de coups de sabre par leurs camarades , ou écrasés sous leurs pieds.

Pendant ce temps, l'action continuait avec fureur; et, comme si le ciel avait voulu mêler son couroux à la rage des hommes , un ouragan s'éleva qui ajouta de nouvelles terreurs à une scène déjà si épouvantable.

Vers midi les Français , quoique résistant encore courageusement , commencèrent à perdre du terrain ; les Russes , arrivant successivement en force, réussirent à gagner le ravin , et les forcèrent à prendre position près des ponts. A peu près à la même heure, le grand pont , celui qui avait été construit pour l'artillerie et les voitures pesantes, se rompit ; et la foule qui le franchissait fut précipité dans les flots. Le cri général d'angoisse de cette multitude désespérée se fit entendre au-dessus du fracas des élémens, des foudres de la

guerre, du sifflement des vents et des hourras prolongés des cosaques. Ces sons d'horreur et cette scène épouvantable durèrent jusqu'à la nuit; un grand nombre de malheureux furent poussés dans la rivière glacée, d'autres s'y jetèrent volontairement, soit par désespoir, soit dans la faible espérance de gagner l'autre rive à la nage; et si quelques-uns y parvinrent, ce ne fut que pour y périr de froid et d'épuisement. Lorsque l'obscurité arriva, Victor, avec le reste de ses soldats, quitta le poste qu'il avait si bravement défendu, et passa la rivière à son tour. Pendant toute la nuit, le pont continua à être couvert d'une multitude confuse exposée au feu de l'artillerie des Russes, à qui le bruit qui accompagnait leur marche servait de point de mire, même dans l'obscurité. A huit heures et demie du matin, l'ingénieur français le général Eblé, qui durant le passage était demeuré avec l'Empereur à la tête du pont, y mit le feu; tout ce qui restait sur l'autre rive, y compris un grand nombre de prisonniers, trois canons et des ba-

gages, tomba entre les mains des Russes. Dans cet horrible désastre, la perte des Français fut immense : les Russes n'avaient certes pas remporté une victoire sur les bords de la Bérésina : ils en recueillirent les fruits.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Arrivée à Smorgoni. — Napoléon quitte l'armée. — Son retour à Paris. — Murat et Ney dirigent la retraite.

Décembre 1812.

Là Bérésina était franchie : mais quel spectacle s'offrait sur la rive aux yeux de l'Empereur ! l'armée était dans un état de désorganisation complète. Le village de Brelowau, où on fit halte la nuit qui suivit le passage, fut entièrement détruit pour faire servir les bois dont les maisons étaient construites à alimenter les feux du camp. Une partie considérable du quar-

tier-général de Napoléon subit le même sort; les soldats mourant de froid et de fatigue, venaient enlever jusqu'aux solives du plafond de la misérable cabane où leur Empereur trouvait un abri.

Le 29 novembre, Napoléon quitta les rives fatales de la Bérésina, à la tête d'une armée plus désorganisée que jamais; à peine quelques soldats du corps d'Oudinot et de celui de Victor furent-ils à l'épreuve de la contagion du désordre général. Tous les corps marchaient sans aucune disposition régulière n'ayant plus d'avant-garde, de centre et d'arrière-garde. Les soldats n'avaient d'autre désir que de gagner de vitesse sur les Russes, et cependant les cosaques et les partisans en surprenaient tous les jours un grand nombre. La nuit et le froid étaient en outre de cruels ennemis; et au retour de la lumière, chaque bivouac était marqué par un large cercle de morts. Heureusement le duc de Bassano avait eu la précaution d'envoyer, vers les bords de la Bérésina, une division de Français com-

mandée par le général Maison, elle put suffire pour former une arrière-garde, et protéger cette masse de fuyards en désordre et sans défense. Ils arrivèrent ainsi le 3 décembre à Malodeczno.

Jusque là, Napoléon semblait n'avoir pas conçu le dessein de quitter son armée et de se rendre à Paris. Vers le milieu du jour il annonça sa résolution à Duroc et à Daru. La conspiration récente de Malet l'avait convaincu que sa présence y était nécessaire. Il était inutile qu'il restât avec une armée qui, sous un point de vue militaire, existait à peine encore. Il était près de la Prusse, dont les habitans, ses alliés malgré eux, deviendraient probablement des ennemis à la nouvelle de son désastre.

Ce parti pris, Napoléon ordonna que les préparatifs de son départ se fissent à Smorgoni, ayant dessein de rester à Malodeczno jusqu'à ce qu'il eût été rejoint par le général Maison et l'arrière-garde, qui était à une journée de distance. Il attendit donc son arrivée. Maison se mon-

tra enfin; mais il avait sur ses derrières Tschaplitz et les Russes. Le froid était si excessif (le thermomètre descendant de vingt degrés au-dessous de zéro) qu'il n'y eut entre eux que des escamouches.

Le 5 décembre, Bonaparte était à Smorgoni, où il reçut un nouveau renfort qui arrivait fort à propos. C'était le général Loison, qui, à la tête de la garnison de Wilna, s'était avancé pour protéger sa retraite dans cette ville; secours heureux, qui fournit une nouvelle arrière-garde pour remplacer celle que commandait Maison, et que le froid et la fatigue avaient mise hors de service. Loison reçut ordre de se charger à son tour de ce devoir périlleux; il resta donc à une journée de distance des débris de ce qui fut la grande armée.

L'ordre de la marche sur Wilna ainsi réglé, Napoléon se détermina à partir. On avait préparé trois traîneaux, sur l'un desquels il devait se placer avec Caulaincourt, dont l'empereur avait dessein de prendre le nom, en voyageant incognito.

Dans une audience générale, à laquelle étaient présens le roi de Naples, le vice-roi d'Italie, Berthier et les maréchaux, Napoléon annonça qu'il laissait à Murat le commandement de l'armée comme généralissime. Il parla le langage de l'espérance et de la confiance. Il promit de contenir les dispositions hostiles des Autrichiens et des Prussiens, en se présentant à eux à la tête de la nation francaise et de douze cent mille hommes. Il dit qu'il avait ordonné à Ney de se rendre à Wilna, de réorgarniser l'armée, et de frapper un coup capable d'ôter aux Russes l'envie d'avancer plus loin. Enfin il les assura qu'ils trouveraient des quartiers d'hiver derrière le Niémen. Il fit alors des adieux touchans à chacun de ses généraux, les embrassa l'un après l'autre avec une vive émotion, et, montant sur son traîneau il partit de Smorgoni à dix heures du soir.

Combien vives durent être les sensations de cet homme extraordinaire en quittant les restes de son armée! Tout son

extérieur, pendant son extrême détresse, avait annoncé la plus grande fermeté; de sorte que les expressions de chagrin ou d'irritation qui lui échappaient quelquefois étaient recueillies et enregistrées par ceux qui les entendaient comme des exceptions curieuses à son état de calme ordinaire. Malgré sa tranquillité d'âme, il ne souffrait qu'impatiemment, toutefois, qu'on lui fît le détail de la misère et des besoins dont il était environné. Ainsi, quand le colonel d'Albignac lui apporta la nouvelle de la détresse de Ney après la bataille de Wisma, il lui ferma la bouche en lui disant avec vivacité qu'il n'avait pas besoin de détails. C'était dans le même esprit, qu'après que les deux tiers de l'armée avaient été moissonnés, et lorsque ce qui en restait n'était plus qu'une multitude indisciplinée, il donnait toujours ses ordres comme si toutes les divisions en eussent encore existé. « Voulez-vous donc m'ôter mon repos? » dit-il avec courroux à un officier qui croyait nécessaire d'appuyer sur l'état où se trouvait l'armée dans un mo-

ment où quelques ordres, exprimés de cette manière, venaient d'être donnés. Et comme cet officier persistait à vouloir s'expliquer, croyant peut-être que Napoléon ne connaissait pas les circonstances sur lesquelles il lui répugnait seulement de fixer ses pensées, il répéta avec énergie : « Je vous demande, Monsieur, pourquoi vous voulez m'ôter mon repos ?

Avant d'arriver à Varsovie, Napoléon courut les plus grands dangers ; il fut même sur le point d'être pris par le partisan russe Seslawin, dans un village nommé Youpranoui.

De là, il continua son voyage avec la plus grande célérité ; étant à Sainte-Hélène, il dit qu'il avait été sur le point d'être arrêté en Silésie. « Mais, ajouta-t-il, les Prussiens passèrent à délibérer le temps qu'ils auraient dû employer à agir. Ils se conduisirent comme les Saxons, dont Charles XII dit gaîment, en quittant Dresde : Ils délibéreront aujourd'hui s'ils auraient dû me faire arrêter hier. »

Cependant Napoléon continuait à voya-

ger avec secret et rapidité. Le 14 décembre, il était à Dresde, où il eut une longue conférence particulière avec le bon vieux roi, dont la reconnaissance qu'il avait pour l'Empereur, son bienfaiteur, ne s'était pas refroidie par suite des revers. Cette entrevue, bien différente de la précédente, eut lieu dans l'hôtel où l'Empereur était descendu, et où Auguste alla le voir incognito. Il arriva à Paris le 18, dans la soirée. Cette ville était, depuis deux jours, dans une agitation causée par la réception du vingt-neuvième bulletin, dans lequel, avec une sorte de répugnance, l'Empereur levait le voile qui cachait tous les désastres de la guerre de Russie.

L'arrivée imprévue de Napoléon aux Tuileries au milieu de la nuit, excita une extrême surprise. L'Impératrice s'était retirée dans son appartement; deux hommes enveloppés de fourrures entrèrent dans l'anti-chambre, et l'un deux s'avança vers la porte de la chambre à coucher de Marie-Louise. La dame de service se jeta

à la hâte au devant de la porte ; mais reconnaissant l'Empereur, elle poussa un grand cri, et l'impératrice, alarmée, entra dans l'anti-chambre. Leur entrevue fut extrêmement affectueuse, et prouva qu'au milieu de toutes les pertes qu'il venait de faire, Napoléon pouvait du moins encore prétendre au bonheur domestique.

Mais revenons à la grande armée, ou plutôt au rassemblement de ceux qui en avaient fait partie, car à peine restait-il l'apparence d'une armée. Les soldats de la garde impériale, qui, jusqu'alors, s'étaient piqués de conserver quelque discipline, ne voulurent plus obéir à aucun chef après le départ de Napoléon. Murat, à qui le commandement avait été délégué, semblait à peine l'exercer. Si Ney et quelques maréchaux conservaient encore quelque autorité, ils ne la devaient qu'à l'habitude du soldat de leur obéir, et à un instinct de discipline qui se réveillait au moment où il s'agissait de combattre. Ils ne pouvaient cependant organiser aucune

défense sérieuse, et leurs troupes auraient été infailliblement massacrées et dispersées sans celles de Loison, qui continuèrent à former l'arrière-garde, et qui avaient, au milieu des plus affreuses souffrances, conservé assez de discipline pour maintenir leurs rangs, se conduire en soldats, et se faire respecter non seulement par les cosaques, mais par Tschaplitz, Wittgenstein, et les détachemens de la grande armée russe, qui les suivaient de près et inquiétaient incessamment leur marche. La division de Loison était comme un bouclier qui protégeait la retraite en désordre du principal corps d'armée.

L'ordre et l'union cependant sont tellement nécessaires à l'armée, que même dans cette masse désorganisée il s'établit alors une sorte de discipline. Les traîneurs, qui composaient alors presque toute l'armée, se divisaient en petites bandes qui s'aidaient l'une à l'autre, et quelques unes avaient le secours d'un misérable cheval. Si l'animal succombait

sous le poids du fardeau dont il était chargé, il était mis en pièces, et dévoré pendant que la vie palpitait encore dans ses veines. Ces bandes avaient des chefs qu'elles se choisissaient dans leurs rangs. Mais cette espèce d'union, quoique avantageuse en général, avait aussi ses inconvéniens. Ceux qui étaient affiliés à quelqu'une de ces confréries n'auraient donné à aucun de ceux qui n'en faisaient point partie une bouchée de pâte de farine de seigle, qui, relevée par un peu de poudre à canon au lieu de sel, formait, avec la chair de cheval, leur principale et leur meilleure nourriture. Ils permettaient à peine à un étranger de venir se réchauffer à leur feu; et quand on trouvait quelque parcelle de vivres, on voyait souvent deux de ces compagnies, surtout quand elles étaient de pays différens, se battre à qui en resterait en possession.

Pour porter à leur comble des maux si épouvantables, le froid, qui pendant

quelque temps avait été plus supportable, augmenta le 6 décembre jusqu'à 27 et 28 degrés au-dessous de zéro.

Les uns tombaient et expiraient en silence ; le sang des autres se portait vers la tête faute de circulation, leur sortait par les yeux et la bouche, et les malheureux, tombant sur la neige ensanglantée, trouvaient dans la mort la fin de leurs souffrances. La nuit, dans leurs bivouacs, les soldats approchaient leurs membres engourdis si près du feu, que, s'endormant dans cette position, leurs pieds étaient brûlés jusqu'aux os, tandis que la gelée attachait leurs cheveux à terre. C'était dans cette situation que les cosaques les trouvaient souvent : heureux ceux dont les ennemis terminaient la misère d'un coup de lance ! Une telle calamité n'avait jamais noirci les pages de l'histoire militaire. Dans cette horrible retraite, vingt mille recrues avaient rejoint l'armée depuis qu'elle avait passé la Bérésina, où, en y comprenant les corps d'Oudinot et

de Victor, elle montait à quatre-vingt mille hommes. Mais de ce nombre, moitié périt entre la Bérésina et les murs de Wilna.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Arrivée à Wilna. — Marche sur Kœnisberg. — Trahison des Autrichiens. — Défection de la Prusse. — L'armée se concentre à Dantsick.

Décembre 1812.

L'armée, réduite à ce terrible état de détresse et de souffrance, aperçut enfin Wilna le 9 décembre; Wilna! la seule ville riche et amie que, depuis leur entrée en Russie, les Français eussent rencontrée : sa vue seule était capable de ranimer encore quelque espérance dans leurs cœurs abattus.

Tous se précipitèrent donc confusément

dans son faubourg; marchant sans but, mais hâtant le pas, comme si, là, eût été la fin de toutes leurs misères. Mais bientôt le dégorgement de cette foule par un étroit passage devint impossible; les habitans de la capitale de la Lithuanie avaient jusqu'alors ignoré nos désastres; effrayés à l'aspect de quarante mille spectres remplissant l'air de leurs cris, ils fermèrent leurs portes. Partout nos malheureux soldats furent repoussés; aux casernes, aux magasins, aux hôpitaux même, personne ne répondait à leurs prières. Il y avait à Wilna quarante jours de farine et de pain, et trente-six jours de viande pour cent mille hommes; nul officier n'osa donner l'ordre de distribuer des vivres à cette foule éperdue : ces riches magasins devaient le lendemain pourtant tomber au pouvoir de l'ennemi !

Nos malheurenx soldats, affamés, tombaient à la porte des magasins, y périssaient d'inanition, et maudissaient, en rendant le dernier soupir, l'exactitude mal entendue des commis et des traitans.

En d'autres endroits, la soldatesque désespérée enfonça les portes des magasins, pilla et dévasta tout ce qui s'y trouvait. Un grand nombre s'enivrèrent, tombèrent dans la rue, et y trouvèrent la fin de leur vie, avant celle de leur ivresse. Bientôt les hôpitaux, les maisons, les rues même, regorgèrent de morts : cette Wilna tant désirée ne fut plus qu'un vaste tombeau.

Cependant, quelques habitans, émus par la pitié, par la crainte, ou plutôt par la cupidité, se montrèrent disposés à donner un abri et des secours à ces malheureux. On commença aussi à faire des distributions dans les magasins publics : ces hommes, qui, depuis si long-temps n'avaient pas eu un morceau de pain, dont l'unique matelas avait été la terre gelée, se crurent dans un paradis quand ils retrouvèrent la plus faible partie de ces aises de la vie, auxquelles on songe si peu quand on en jouit, et qu'on regrette si vivement quand elles manquent. Quelques-uns pleuraient de joie en recevant

un pain de munition ; un sommeil paisible était pour eux un ineffable bonheur.

Mait tout à coup, ce repos, qui semblait offrir des gages du retour à la sécurité et à la vie, fut interrompu par le bruit d'une canonnade, d'abord lointaine, rapprochée de moment en moment, puis par des décharges de mousqueterie, enfin par le son des tambours, battant un appel dans les rues de la ville.

C'était en vain qu'on donnait ainsi l'alarme ; la garde impériale seule ne fut pas sourde à cet appel. Bientôt les *hourras*, encore peu distincts, et le cri plus rapproché ! *Les cosaques ! les cosaques !* forcèrent nos soldats à se précipiter dans les rues. Ils y trouvèrent l'arrière-garde, commandée par Loison. Quoique renforcée par le corps de Bavarois sous les ordres de Wrède (cette troupe avait été laissée sur les frontières de la Volhinie), elle entrait dans la ville avec ce désordre qui suit une défaite : on apprit qu'elle avait été repoussée par Wittgenstein, Platoff, et d'autres partisans russes, qui l'a-

vaient poursuivie jusqu'aux portes de la ville.

Outre les immenses magasins appartenant à l'armée française, il se trouvait à Wilna un dépôt considérable d'argent et de richesse qui y avait été formé lorsque l'armée avait marché sur Moscou, et particulièrement un trésor appartenant à Napoléon. La ville, quoique ouverte, aurait pu tenir jusqu'à ce qu'on eût brûlé les magasins et emmené les bagages ; mais telle fut la confusion du moment, que les Russes s'ouvrirent l'entrée de Wilna d'un côté, tandis que les Français en sortaient de l'autre, dirigeant leur fuite sur Kowno, avec la partie la plus précieuse des bagages, ou du moins avec ce qui put être le plus tôt prêt à les suivre. La populace de la ville, les juifs surtout, se couvrirent alors d'infamie par leur lâche cruauté : ces misérables assassins massacrèrent les malheureux blessés logés dans leurs maisons ; on vit de ces forcenés dépouiller des soldats malades, et les chasser nus dans les rues ; d'autres les arrachèrent de leurs

lits pour les précipiter par les fenêtres.

Cependant la colonne de fuyards était arrivée à une hauteur et à un défilé nommé *Panori*. Là, les charriots s'embarrassèrent les uns les autres; un des fourgons chargés d'argent fut renversé, et le trésor se répandit sur la neige. Les soldats ne pouvaient sauver les fourgons; on les fit défoncer et mettre au pillage avant que les cosaques arrivassent. Les soldats de la garde impériale donnèrent en cette occasion un rare exemple d'honneur et de discipline. Le comte de Turenne, ayant forcé les cosaques qui l'entouraient à reculer, distribua le trésor privé de Napoléon entre ses grenadiers : tous le restituèrent ensuite fidèlement. « Pas une seule pièce d'argent ne fut perdue, » dit M. de Ségur.

Mais il serait inutile et par trop douloureux de suivre plus long-temps la trace de ce malheureux corps. Ils arrivèrent enfin à Kowno, dernière ville de la Pologne russe. Ney, infatigable, toujours le dernier à faire face à l'ennemi, les guidait,

cherchant seul à donner encore quelques ordres et quelques secours. Il paraît qu'à Kowno il y avait encore environ mille hommes sous les armes, et peut-être vingt mille dans un état de désordre complet. Les Russes parurent cesser leur poursuite quand les fugitifs eurent passé le Niémen sur la glace.

On arriva enfin à Gumbinnen; de là, on se dirigea sur Kœnigsberg. C'est là que l'armée apprit enfin le destin de ses compagnons d'armes des deux ailes.

Sur la droite de l'ancienne ligne de marche des Français, dès que Schwartzenberg eut appris que l'Empereur avait été défait et que son armée était poursuivie dans sa retraite, il déserta la cause d'un allié vaincu; et s'empressa de conclure avec les Russes un traité secret par lequel il fut convenu qu'ils manœuvreraient comme à une partie d'échecs, mais qu'ils ne se battraient pas. Ainsi, quand les Russes avaient gagné une position qui, dans une guerre véritable, leur aurait donné l'avantage, les Autrichiens étaient

forcés de reculer. La campagne ressemblait dès lors à une petite guerre dans laquelle deux généraux attachés au même service font assaut d'habileté. Schwartzenberg bientôt se retira tout-à-fait sur le territoire autrichien; et Regnier, qui avait dû compter sur ce déloyal allié, se vit atteint et surpris à Khalish. L'alliance de Napoléon et de l'Autriche fut dès-lors dissoute; son aile droite, par suite de la défection de Schwartzenberg, était détruite de fait.

L'aile gauche, que Macdonald commandait, n'était pas dans une situation moins critique. Ce maréchal, pendant les six mois, fertiles en événemens, de la campagne de Russie, était resté en Courlande avec une armée d'environ trente mille hommes, dont vingt-deux mille étaient Prussiens, et le reste Allemands de diverses nations. Dès ses premières opérations, ce maréchal eut lieu de soupçonner York, général en chef des divisions allemandes, de froideur pour la cause des Français. Cet officier était mem-

bre du *Tugend-Bund;* c'était un patriote prussien ardent, qui, désireux de délivrer son pays d'un joug étranger, attendait donc avec impatience le moment de pouvoir, sans déshonneur, séparer ses troupes de celles du maréchal français.

Vers le commencement de décembre, la situation de Macdonald devint précaire. On n'entendait parler que de la déroute et des désastres de la grande armée française, et le maréchal attendait avec inquiétude l'ordre de se mettre en retraite, tandis qu'il le pouvait encore. Mais telle fut la confusion qui régna au quartier-général après le départ de l'Empereur, que ni Murat, ni Berthier, ne songèrent à envoyer d'ordres à Macdonald.

Ce fut trop tard qu'il se mit en retraite sur Tilsitt; son avant-garde était composée de la division prussienne de Massenbach, consistant principalement en cavalerie; il suivait lui-même, avec les Bavarois et les Saxons, et York conduisait l'arrière-garde avec quinze mille Prussiens, reste de cette armée auxiliaire. Dans

cet ordre, les Prussiens étant divisés en deux corps, et le sien étant placé entre eux, comme s'il eût voulu les empêcher de se combiner, Macdonald avançait avec assez d'inquiétude, mais sans plaintes de sa part, et sans difficulté de celle du général prussien.

Le 28 janvier, le maréchal arriva à Tilsitt, Il avait envoyé en avant la cavalerie de Massenbach à Regnitz; les troupes d'York, à l'arrière-garde, se trouvaient si loin, que Macdonald fut obligé de faire halte pour les attendre. Il écrivit à York pour le presser d'arriver, et il envoya ordre à Massenbach de revenir sur ses pas. York ne lui fit aucune réponse. A Regnitz, le général français Bachelu, qui avait été envoyé comme adjudant-général près du corps de Massedbach, ne put se faire obéir.

Les colonels de la cavalerie prussienne prétextèrent le mauvais temps et l'état des routes; ils refusérent de faire sonner le boute-selle; et quand enfin l'ordre de

partir eût été donné à contre-cœur, et qu'ils furent arrivés, les soldats désobéirent à leur tour. Tandis que les troupes prussiennes étaient dans cet état de mutinerie, on entendit un émissaire russe les presser de lui livrer le général français; mais les soldats, quoique résolus à abandonner Bachelu, ne voulurent pas le trahir. Ils montèrent à cheval, et revinrent à Tilsitt. Mais leur résolution n'avait pas changé : ils avaient refusé à Regnitz de monter à cheval, à Tilsitt ils refusèrent d'en descendre. Enfin on les détermina à mettre pied à terre et à se retirer dans leurs quartiers; mais ce n'était qu'une feinte. Pendant qu'on les supposa endormis, les Prussiens remontèrent à cheval dans le plus grand silence, et ayant à leur tête Massenbach et les autres officiers, ils allèrent rejoindre le général York et leurs concitoyens.

Ce général avait alors, et pour toujours, séparé ses troupes des Français. Le 30 décembre, il avait conclu avec le gé-

néral russe Diebitch (1) un armistice, dont les conditions étaient que les Prussiens resteraient cantonnés dans leur territoire, et observeraient la neutralité pendant deux mois; mais qu'après cette époque, si telle était la volonté de leur souverain, ils seraient libres de rejoindre les troupes françaises.

York et Massenbach écrivirent tous deux à Macdonald pour lui annoncer leur séparation de son armée. Le premier se contenta de lui dire qu'il se souciait peu de l'opinion que le monde pourrait avoir de sa conduite; qu'elle était dictée par les motifs les plus purs, par son devoir envers ses troupes et envers son pays. Massenbach exprimait son estime et son respect pour le général Macdonald, et disait que s'il l'avait quitté sans avoir une entrevue avec lui, c'était de crainte que sa considération personnelle pour le maré-

(1) Le même qui a franchi les Balkans dans la récente guerre de la Russie contre la Porte.

chal ne l'empêchât d'écouter la voix de son devoir.

Ce fut ainsi qu'un général prussien donna le premier l'exemple d'abandonner le parti de la France : Exemple qui ne trouva bientôt que trop d'imitateurs, quand la nouvelle de nos désastres se fut répandue parmi nos alliés, dont les trompeuses protestations de fidélité n'avaient jamais trompé entièrement Napoléon. Avec les restes de son armée, réduite à dix-neuf mille hommes, Macdonald continua sa retraite par Labiau et Tente. Le 3 janvier il opéra sa jonction avec Mortier et put couvrir Kœnisberg.

L'empereur Alexandre cependant avait quitté sa capitale : il arrivait à Wilna sur la fin de décembre pour contempler les fruits de cette victoire de l'étoile du nord sur les efforts et la constance d'une invincible armée.

Sa présence fit cesser dans la capitale de la Lithuanie les horribles traitemens dont les prisonniers français étaient les déplorables victimes; durant treize jours,

ces malheureux, enfermés dans le couvent de Saint-Bazile, au nombre de vingt mille, n'avaient reçu que quelques livres de biscuit; pas un morceau de bois, pas une goutte d'eau ne leur avaient été donnés; quelques centaines avaient survécu seulement, encore respiraient-ils un air empesté des exhalaisons de tant de cadavres.

La marche des Russes se ralentissait depuis quelque temps : Wittgenstein se trouvait au commencement de janvier sur le Niémen, poursuivant Macdonald ; Echittchakoff et Platoff s'attachaient aux pas de Murat ; Alexandre arriva le 9 avec Kutusoff sur le Niémen à Merecz.

Murat, cependant, semblait flotter plein d'incertitude, lorsque les restes de la grande armée attendaient de lui une résolution décisive : tantôt il voulait marcher à l'ennemi, tantôt il ordonnait de précipiter la fuite ; tantôt enfin il ne voyait de salut que dans les murs de Dantzick, où Napoléon avait ordonné de jeter l'armée.

Tout à coup, un courrier lui apporte des dépêches de la capitale de ses états : l'impression violente qu'il éprouve en les lisant se peint sur son visage : il lance son cheval sur la route de Posen ; avant d'avoir même réfléchi, il déserte le poste où Napoléon l'a placé ; comme Schwartzemberg, il abandonne la cause du malheur.

Cette désertion plaça Eugène à la tête de l'armée. Il se hâta de réunir dans Dantzick tout ce qui restait des divers corps ; trente-cinq mille hommes s'y trouvèrent bientôt réunis ; le reste dût se rallier à Posen sur l'Oder.

Ce fut à Kalisck que l'empereur Alexandre arrêta la marche de son armée. Dès-lors la guerre terrible qui nous poursuivait depuis Moscou se ralentit : l'espérance de la paix ne put toutefois pénétrer dans aucun cœur. Cette trêve n'était que de lassitude : une plus terrible lutte se préparait, où allait se décider la question de vie ou de mort de la France ou de la puissance russe.

CHAPITRE V.

Sommaire : Séjour de Napoléon à Paris. — Le pape à Fontainebleau. — Réorganisation de l'armée. — Les bans. — La garde-d'honneur. — Ouverture de la campagne.

Janvier. — Mai 1813.

Napoléon avait résolu de faire un séjour de trois mois dans sa capitale ; et dans ce court espace, il lui fallait non seulement créer une nouvelle armée capable de refouler au loin l'ennemi, mais encore fermer les plaies faites au commerce et à l'industrie par une guerre désastreuse, donner une nouvelle et vive impulsion à l'esprit public, refroidi par

les désastres de la guerre de Russie, et réorganiser le système d'administration intérieure et de politique étrangère.

Il importait d'abord de terminer les discussions que l'entêtement du pape suscitait chaque jour. Ce vieillard, entiché de ses préjugés d'infaillibilité papale, ne voulait consentir à aucune concession; on avait été forcé de le retenir à Savonne jusqu'au mois de juin 1812. Pendant ce temps, on lui envoya une députation des évêques français, avec un décret de Napoléon, portant que si sa sainteté continuait à refuser l'institution canonique au clergé de France, comme il l'avait fait depuis l'occupation de Rome et du patrimoine de saint Pierre, on tiendrait un concile de prélats pour prononcer sa destituation.

Le 4 septembre 1811, le saint-père admit la députation des évêques, écouta leurs argumens; puis ensuite, s'agenouillant devant eux, il répéta le pseaume *Judica me Domine.* Lorsque les prélats essayèrent d'expliquer l'utilité de leur mis-

sion, Pie VII, d'un ton de colère, les menaça de lancer une excommunication contre celui d'entre eux qui voudrait excuser sa conduite. Les prélats français le quittèrent, pleins de tristesse et de regret de n'avoir pu vaincre les préjugés de l'obstiné vieillard.

Il fallait éloigner le pape de cette terre d'Italie, où de perfides conseillers envenimaient ses résolutions : sa sainteté fut transférée à Fontainebleau, où elle arriva le 19 juin 1812. Elle était encore à Fontainebleau lorsque Napoléon revint de Russie; et ce fut le 19 janvier 1813 que l'Empereur, ayant quitté Saint-Cloud sous prétexte d'une partie de chasse, se présenta tout à coup devant elle. Il employa toute son influence pour l'engager à accepter ses propositions. Il rendit la soumission qu'il exigeait plus facile pour la conscience de Pie VII, en ne lui demandant aucune cession de ses droits temporels, et en lui accordant un délai de six mois pour l'installation canonique. Onze articles furent

convenus et signés par l'Empereur et le pape.

Mais à peine en était-on arrivé à ce point que la discorde éclata de nouveau. Le pape refusait de reconnaître la validité du second mariage de l'Empereur, et par conséquent la légitimité de son fils; il s'obstinait à ne pas reconnaître la validité du nouveau concordat qu'il venait de signer.

En Espagne, les affaires de la France allaient tout aussi bien que possible; les Anglais, après la bataille de Salamanque et la prise de Madrid, soutenus par l'armée espagnole, n'avaient pu se rendre maître de Burgos, et ils étaient en danger d'être coupés par l'armée de Soult, qui avait levé le siége de Cadix; d'Erlon les pressait d'un autre côté. Wellington, fuyant devant l'idée d'un engagement contre les généraux français, se mit à l'abri sur le territoire de Portugal. Napoléon, voyant que son armée d'Espagne montait à deux cent soixante-dix mille hommes, crut qu'elle était plus que suffisante pour résister aux

forces que la Péninsule pouvait avoir sur pied, jointes à l'armée régulière des alliés que commandait Wellington ; il en retira en conséquence, cent cinquante cadres de bataillons, qu'il destina à renforcer les nouvelles levées que le sénat mettait à sa disposition.

Ce fut alors que les cent cohortes, ou cent mille jeunes gens du premier ban, qui avaient été placées en garnison sur la frontière, furent converties en troupes ordinaires de ligne, et destinées à remplir les cadres rappelés d'Espagne. Quatre régimens de la garde, un de cavalerie polonaise, et un de gendarmes, furent en même temps retirés de la Péninsule. Les matelots de la flotte française, furent débarqués : on en forma des corps d'artillerie. Ce renfort pouvait fournir quarante mille hommes. Un décret du sénat permit à Napoléon de disposer d'avance de la conscription de l'année 1814. Ce décret porta les levées en tout genre à trois cent cinquante mille hommes. La remonte et le recrutement de la cavalerie offraient une

plus grande difficulté, et, à cet embarras, se joignait celui du rétablissement de l'artillerie et du matériel de l'armée, qui avaient été détruits dans la retraite de Russie. Le génie actif et inépuisable de Napoléon suppléa à tout; tout se ressentit de la présence de l'Empereur; la France entière était devenue une immense place d'armes. Chaque artisan dont l'adresse pouvait être utile fut mis à l'ouvrage : on acheta des chevaux de tous côtés, et telle était l'activité de Napoléon et l'étendue de ses resssources, qu'il fut à même de promettre aux membres de la chambre législative, qu'il fournirait, sans augmenter les charges de l'état, la somme de trois cents millions nécessaires pour réparer les pertes de la dernière campagne.

C'est à cette époque que l'Empereur créa les gardes d'honneur, troupe d'élite, dont les rangs se formaient des jeunes gens des hautes classes, que les premiers tirages avaient épargnés, ou qui s'étaient rachetés du service en fournissant un remplaçant.

La puissante énergie de Napoléon, et

l'influence qu'il pouvait exercer sur les esprits des autres, ne parurent jamais avec autant d'éclat qu'à cette période de son règne. Il était revenu au siége de son empire dans une crise terrible : ses sujets avaient ignoré six semaines durant, s'il était mort ou vivant, et une conspiration formidable, qui avait un moment réussi, avait montré à la fois que l'activité de ses ennemis s'était réveillée, et que, parmi ses amis apparens, régnait une indifférence apathique.

Il était arrivé pour annoncer une terrible catastrophe dont son ambition avait été la cause : la perte de cinq cent mille hommes avec leurs armes, leurs munitions et leur artillerie, la mort de tant d'enfans de la France, plongée dans le deuil. Il avait laissé derrière lui des alliés pleins de froideur et de mauvaise volonté, et des ennemis encouragés par ses pertes, menaçant de réunir toute l'Europe pour une grande croisade contre sa puissance. Jamais souverain ne se présenta devant son peuple dans une situation plus précaire,

ni menacé d'un avenir plus incertain.

Cependant Napoléon arrive ; il frappe du pied la terre, et des légions armées en sortent à sa voix ; les doutes et le mécontentement publics disparaissent comme les brouillards au lever du soleil ; la confiance qui l'avait accompagné dans ses succès, renaît dans toute sa force au milieu de ses revers.

Au mois d'avril, son armée s'élevait à trois cent cinquante mille hommes, sans compter les fortes garnisons laissées dans Dantzick, Thorn, Modin, Zamosk, Czenstochau, Custrin, etc., augmentées alors par les restes de la grande armée, qui s'étaient réfugiés dans ces places. Des recrues nombreuses étaient aussi organisées en Italie, et une armée formidable combattait en Espagne. Soit donc que Napoléon se décidât à proposer la paix, ou qu'il voulût continuer la guerre, il était à la tête de forces imposantes ; l'Europe devait trembler, car la nation française marchait d'accord avec son Empereur.

L'armée russe, cependant, continuait

sa marche et s'approchait de plus en plus de la Prusse.

Frédéric, après de longues hésitations, s'était décidé à se séparer de la cause de la France. Il avait quitté sa capitale le 22 janvier, et s'était retiré à Breslau.

Le 1er mars, la Prusse signa avec la Russie un traité d'alliance offensive et défensive. Le 15 mars, l'empereur Alexandre arriva à Breslau : Une longue conférence eut lieu entre l'empereur de Russie et Frédéric, et le 16 mars, la Prusse déclara la guerre à la France. Elle publia un long manifeste rempli de plaintes et de récriminations.

Napoléon reçut cette déclaration de guerre avec le calme d'un homme qui s'y attendait depuis long-temps. « J'aime mieux, dit-il, un ennemi déclaré qu'un allié chancelant. »

La Prusse fit avec une grande rapidité ses préparatifs pour la lutte qui allait s'engager ; son ardente et sombre jeunesse fut appelée aux armes, et Blücher, général

sans talens, mais plein de ressentimens et d'opiniâtreté, eut le commandement en chef des troupes de Frédéric.

Tandis que les puissances du Nord formaient cette nouvelle coalition, l'Autriche épiait d'un œil incertain et irrésolu les chances que la fortune allait offrir à sa politique. Ce n'était guère qu'à contre cœur que cette puissance, jalouse de l'accroissement excessif de la puissance de la France et de l'ambition de son chef, avait fourni des troupes auxiliaires à la France dans la dernière campagne, et elle avait pris une attitude de neutralité aussitôt que les circonstances le lui avaient permis. La chute de Napoléon devait rendre à l'Autriche les provinces qu'elles avait perdues, et notamment l'Illyrie et le Tyrol, avec l'influence qu'elle avait eue en Italie et en Allemagne : mais ne pouvait-elle pas obtenir tous ces avantages de Napoléon ?

Le cabinet de Vienne, peu partisan des chances de la guerre, résolut donc de se rendre médiateur entre la France et les

alliés, se réservant de jeter son épée dans la balance, si Napoléon conservait encore trop d'ascendant.

Otto, ministre français à Vienne, avait, dès le principe, reconnu dans le gouvernement autrichien une disposition à faire revivre les anciennes prétentions qu'avaient anéanties les victoires de Napoléon; et bientôt l'envoi du général Bubna à Paris, donna un caractère positif à l'intervention des ministres autrichiens.

Outre le recouvrement de ses pertes, objet que ce cabinet opiniâtre, comme on le sait, dans tous ses desseins, n'avait jamais perdu de vue, l'Autriche voulait prendre une sorte de suprématie dans les affaires de l'Europe, en s'en faisant ainsi, sans mission, l'arbître. Ce n'était pas le système de Napoléon; il savait récompenser une puissance qui l'avait servi, mais il était contraire à sa politique de permettre à aucun état un *veto* protecteur, en faveur d'une puissance neutre. Il informa donc l'Autriche de sa résolution bien arrêté de détruire entièrement

la Prusse, il lui assurait la Silésie pour sa part des dépouilles, si elle voulait être son alliée dans cette guerre.

L'Autriche refusa. Elle croyait peut-être la France abattue : les déclarations de Napoléon au sénat et au corps législatif, et l'attitude de la nation entière, durent promptement la tirer d'erreur. La France était résolue à tirer encore une fois l'épée : les désastres de Moscou devaient être effacés par de nouvelles victoires, avant que l'on pût en venir à aucun traité de pacification.

Ainsi le destin du monde allait être encore une fois confié au hasard des combats, et l'Empereur allait se replacer à la tête de ses armées, qu'il avait tant de fois conduites à la victoire.

Avant de quitter la capitale, il voulut, par une grande et importante mesure, assurer la tranquillité intérieur de l'empire. Il conféra le titre de régente à Marie-Louise. Par ce titre, il lui donnait le droit de présider en son absence le sénat, le conseil d'Etat, le conseil des ministres.

En donnant cette preuve de confiance à la jeune épouse qui l'avait rendu père, Napoléon pensait peut-être ramener à une politique plus généreuse l'empereur d'Autriche. Il ne reçut pourtant aucun message qui lui apprit que les liens de l'amitié pussent se resserrer entre eux : l'empereur François se disposait à la guerre; Napoléon partit de Paris le 15 avril.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Ouverture de la campagne. — Bataille de Lutzen. — Mort de Bessières. — Entrée à Dresde. — Batailles de Wurtzen et Bautzen.

Avril. — Mai 1813.

La campagne allait s'ouvrir : elle devait être décisive ; l'armée française était composée de deux cent cinquante mille hommes, dont cinquante mille étaient Saxons, Westphaliens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Hessois ou troupes du duché de Berg, fort mal disposés, et qui firent beaucoup plus de mal que de bien. Les autres deux cent mille hommes

étaient de jeunes troupes, surtout la cavalerie, hormis la garde, les Polonais, deux ou trois régimens de cavalerie legère, et quatre ou cinq de grosse cavalerie. Les Français avaient un pont sur l'Elbe à Dresde, un à Meissein, un à Torgau, un à Wittemberg, un à Magdebourg, un à Hambourg.

Napoléon qui courait se placer à la tête de cette armée, où sa présence était si nécessaire, était loin de s'abuser sur la crise qui menaçait la France; il appréciait toute l'immensité du péril dont il se trouvait entouré. Dès son retour de Moscou, il avait reconnu le danger et s'était appliqué à le conjurer. Il fut dès-lors décidé aux plus grands sacrifices; mais le moment de les proclamer lui semblait délicat, et c'est surtout ce dernier point qui l'occupait. Si sa puissance matérielle était grande, sa puissance d'opinion l'était bien davantage encore; elle allait jusqu'à la magie: il s'agissait de ne pas la compromettre; une parole prononcée mal à propos pouvait détruire à jamais tout le prestige. Une

grande circonspection, une confiance extrême dans ses forces lui étaient donc commandées. Il fallait qu'il vît venir.

Sa grande faute, disait-il lui-même sur le rocher de sainte Hélène, son erreur fondamentale, a été de croire toujours à ses adversaires autant de jugement et de connaissance de leurs vrais intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien l'Autriche, dès le principe, de chercher à profiter du mauvais pas où il se trouvait engagé pour lui arracher de grands avantages, et il y était au fond tout-à-fait décidé; mais il ne pouvait se persuader qu'il y eût assez d'aveuglement dans le monarque, assez de trahison dans ses conseilliers, pour vouloir abattre tout-à-fait l'Empereur des Français, et livrer par-là leur propre pays à la merci de la toute-puissance, non balancée désormais, de la Russie.

Napoléon faisait le même raisonnement à l'égard de la confédération du Rhin, qui pouvait bien avoir à se plaindre de lui peut-être, mais qui devait cependant redouter bien davantage encore de retom-



ber sous la sujétion de l'Autriche et de la Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de ces raisonnemens; elle ne pouvait, selon lui, vouloir détruire tout-à-fait un contre-poids nécessaire à son indépendance, à son existence même. Ainsi Napoléon admettait bien la haine dans ses ennemis, de l'humeur, de la malveillance peut-être chez ses alliés, mais il ne pouvait supposer ni aux uns ni aux autres le désir de le détruire tout-à-fait, tant il se sentait nécessaire à tous.

Telle fut l'idée dominante de Napoléon dans cette grande circonstance; elle est la clef constante de sa conduite depuis le retour de Russie jusqu'au dernier moment, à celui même de sa chute. Il ne faut pas la perdre de vue; elle explique bien des choses, tout peut-être; son attitude hostille, ses paroles fières, ses refus de conclure, sa détermination de combattre.

S'il avait eu des succès, il aurait fait alors des sacrifices avec honneur, la paix avec gloire, et les prestiges de sa supério-

rité demeureraient intacts. S'il éprouvait, au contraire, de trop grands revers, il était toujours temps d'effecteur ses sacrices; et l'intérêt vital de l'Autriche, celui des vrais Allemands étaient là pour soutenir de leurs armes, ou de leur diplomatie, tant il les supposait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, de la nécessité de son existence politique pour la structure, le repos, la sûreté de l'Europe.

Ce dont il pouvait douter fut ce qui lui réussit, la victoire lui demeura fidèle ; mais ce qui lui semblait infaillible fut précisément ce qui lui manqua ; ses alliés naturels le trahirent et le précipitèrent.

Les Russes avançaient toujours, dépassant les forteresses où Eugène avait distribué le reste de l'armée de Russie; ils étaient déjà au-delà de la ligne de l'Oder et commençaient à se montrer sur d'Elbe. Les habitans soulevés se joignaient partout aux troupes d'Alexandre, et le prince Eugène se vit contraint d'évacuer Berlin et de se retirer sur l'Elbe.

Le roi de Suède, d'une part, en vertu de la convention qu'il avait conclue à Abo, passa à Stralsund au mois de mai 1813, avec un contingent de trente-cinq mille hommes, là il attendait avec inquiétude la jonction qui devait le mettre à la tête de troupes russes et allemandes, et porter son principal corps à quatre-vingt mille ou cent mille hommes. Avec de telles forces, le prince royal se proposait de prendre l'offensive, et de mettre ainsi Napoléon, lorsqu'il entrerait en campagne, dans la nécessité de se défendre à la fois sur son flanc gauche et sur son front contre les armées russes et prusiennes qui avançaient. Les Français attendaient l'Empereur et ses renforts, ils se retirèrent de toutes parts pour se concentrer sous les murs de Magdebourg et des autres places fortifiées qu'ils possédaient encore. En même temps, Hambourg, Lubeck et d'autres villes se déclarèrent en faveur des alliés.

Le général Morand s'efforçait cependant d'arrêter le torrent de la défection; et

avec environ quatre mille hommes, il s'empara de Lunebourg, qui s'était déclaré en faveur des alliés. Le vice-roi Eugène essaya de mettre des bornes à l'audace que montraient alors les alliées, en frappant un coup hardi. Il quitta tout à coup le voisinage de Magdebourg pour aller surprendre Berlin ; mais il fut lui-même surpris à Mockern, attaqué par des forces trop supérieures, il fut obligé de s'enfermer dans Magdebourg, où il se trouva bloqué.

Davoust se retira vers le nord, après avoir fait sauter le beau pont de Dresde, malgré l'opposition tumulteuse des habitans. Dresde même devint bientôt le quartier général de Russie et du roi de Prusse.

Mais Napoléon ne perdait pas de vue les mouvemens de ses ennemis. L'empereur de Russie et le roi de Prusse se trouvèrent tout à coup arrêtés par l'arrivée de la jeune armée qui venait les combattre ; ils reconnurent trop tard qu'ils s'étaient témérairement aventurés au cœur de l'Allemagne, mais il n'était plus temps de ré-

trogader : ils n'avaient d'autre alternative que de suivre hardiment le plan dont ils ne pouvaient plus s'écarter.

A l'approche des nouvelles levées françaises à travers les défilés des montagnes de la Thuringe, Eugène sortit de Magdebourg, et fit sa jonction avec elles sur la Saale. Le total des troupes françaises pouvait être de cent quinze mille hommes effectifs ; mais c'étaient en grande partie des recrues, dont la plupart étaient presque des enfans. L'armée des alliés se réunit du côté de Leipzick, et s'établit, sur la route que devait suivre Napoléon pour se rendre en cette ville, et de là à Dresde, où il se dirigeait.

Les deux souverains, dont la force consistait principalement en cavalerie, s'attendaient à rencontrer Napoléon de l'autre côté de la Saale; où ils comptaient avoir un terrain découvert pour se déployer et trouver un champ de bataille favorable. Mais c'était à Napoléon qu'ils allaient avoir affaire, et, avec lui l'ennemi n'avait guère le choix du champ de bataille.

Des escarmouches eurent lieu à Weissenfels et à Poserna, le 29 avril et le 1er mai, et cette dernière journée fut témoin d'un événement bien douloureux pour Napoléon et pour l'armée. Un combat s'engagea dans le défilé de Rippach, près de Poserna, et il n'eut de remarquable que la mort d'un excellent officier. Le maréchal Bessières, colonel-général de la garde, s'était avancé pour voir comment allait l'action, il fut tué par un boulet; son corps fut couvert d'un drap blanc, et sa mort cachée le plus long-temps possible à la garde, qui lui était fort attachée. Dans une autre occasion, son cheval ayant été tué sous lui, Napoléon lui avait dit : « Tu dois avoir de grandes obligations au boulet qui a tué ton cheval, puisqu'il t'a fait connaître combien tu es aimé de la garde, qui t'a pleuré comme mort. » Mais pour cette fois, son heure était venue; il fut sincèrement regretté de Napoléon, qui, dans un moment où la fortune lui devenait contraire, se trouva ainsi privé d'un de ses plus anciens et de ses plus dévoués serviteurs.

L'armée française continua à avancer vers Leipzick, du côté du sud, et les alliés s'approchèrent du côté du nord pour défendre cette place.

Le centre de l'armée française était placé près du village de Kaya, et sous les ordres du maréchal Ney ; il était soutenu par la garde impériale avec sa belle artillerie, rangée en avant de la ville de Lutzen, célèbre par la dernière bataille de Gustave-Adolphe, et qui allait avoir une action bien autrement sanglante. Marmont commandait l'aile droite, qui s'étendait jusqu'au défilé de Poserna. L'aile gauche des Français allait de Kaya jusqu'à l'Elster. Comme il ne s'attendait pas à être forcés d'avoir une action en cet endroit, ni ce jour-là (2 mai), Napoléon faisait marcher sa droite en avant, Lauriston étant à la tête de la colonne, dans l'intention de s'emparer de Leipzick, et comptant trouver derrière cette ville l'armée des alliés.

Mais ceux-ci, encouragés par la présence de l'empereur Alexandre et du roi

de Prusse, avaient résolu de s'avancer vers le sud pendant la nuit, le long de la rive gauche de l'Elster; de se transporter le matin sur la droite, et d'attaquer avec l'élite de leurs troupes, sous Blücher, le centre de l'armée française, commandé par Ney. La fureur de cette attaque fut irrésistible, et, en dépit de la défense la plus héroïque, les alliés emportèrent le village de Kaya, point sur lequel le centre des Français s'appuyait. C'était un moment de crise digne du génie de Napoléon, et il ne se manqua pas lui-même. Attaqué en flanc, tandis qu'il marchait en colonne, il parvint, par un mouvement de la plus exacte précision, à faire tourner ses deux ailes de manière à dépasser à son tour le flanc de celles des ennemis. Il s'élança lui-même, à la tête de sa garde, pour soutenir son centre, qui était presque enfoncé.

Le combat fut on ne peut plus opiniâtre et sanglant : on voyait d'un côté la fleur de la jeunesse prussienne, qui avait quitté ses universités pour soutenir la cause de

l'honneur national ; de l'autre, les jeunes gens de Paris, dont un grand nombre appartenait aux classes élevées de la société, et dont la bravoure voulait maintenir la renommée proverbiale des armées françaises. De part et d'autre les combattans étaient animés par la présence de leurs souverains ; ils soutinrent l'honneur de leur pays, et payèrent un ample tribut au carnage.

La bataille durait depuis plusieurs heures, et l'on ne pouvait préjuger encore si les alliés réussiraient dans leur projet de percer à travers le centre de l'armée française, où si les Français, avant d'essuyer cet échec, parviendraient à faire tourner leurs ailes sur les flancs des alliés.

Enfin, cet événement commença à paraître le plus probable. Les décharges de mousqueterie qu'on entendait de loin sur droite et sur la gauche, et dont le double bruit se distinguait au milieu du tumulte du centre, furent reconnues pour être le feu de Macdonald et de Bertrand, qui commandaient les ailes fran-

çaises. Pendant ce temps, l'Empereur, par un nouvel effort, réussit à reprendre le village de Kaya, tandis que les alliés, faisant passer leurs troupes épuisées entre les deux branches rapprochées que figuraient les deux ailes de Napoléon, se retiraient insensiblement du combat.

Ils nous abandonnèrent ainsi le champ de bataille : leur perte fut immense. Vingt mille hommes furent tués ou blessés. De ce nombre était Scharnhorst, qui avait organisé la *landwehr* et les corps de volontaires de Prusse. Le prince Léopold de Hesse-Hombourg et le prince Mecklenbourg-Streelitz, perdirent aussi la vie. Le vieux général Blücher fut blessé. L'armée française fit de son côté une perte considérable ; sept ou huit de ses généraux furent tués ou blessés.

La victoire de Lutzen sera d'un honneur immortel pour le nom français : une armée de conscrits, sans cavalerie, y défit les vieilles bandes russes et prussiennes. A défaut de cavalerie, les masses d'infanterie s'avancèrent en carrés flanqués d'une

immense artillerie, et représentèrent autant de forteresses mouvantes. Quatre-vingt-un mille fantassins et quatre mille cavaliers battirent cent sept mille Russes et Prussiens, dont plus de vingt mille hommes de cavalerie. Alexandre et le roi de Prusse y étaient en personne, et leurs gardes célèbres n'ont pu tenir contre de jeunes conscrits. Le manque de cavalerie priva Napoléon des fruits habituels de ses victoires; toutefois, le résultat moral fut immense : les soldats français reprirent le sentiment de leur supériorité, et la puissance d'opinion revint à Napoléon. Les alliés se retirèrent sans oser risquer une nouvelle bataille.

La victoire est le plus puissant prestige dont on puisse fasciner les Français; si Lutzen ne put effacer les désastres de Moscou, elle les fit du moins oublier.

Les résultats de cette victoire furent d'ailleurs d'une grande importance. Les monarques alliés se retirèrent sur la Mulda, et tout espoir d'engager la Saxe à entrer dans la coalition fut nécessairement ajourné. Les

troupes françaises furent de nouveau reçues à Torgau par l'ordre exprès du souverain, malgré l'opposition du général saxon Thielman. Le roi de Saxe quitta Prague, où il s'était réfugié en dernier lieu, et arriva le 12 à Dresde. Napoléon ordonna une fête militaire pour recevoir le vieux monarque, et le reconduisit comme en triomphe dans sa belle capitale.

Un plus important résultat de la bataille de Lutzen fut l'impossibilité où se trouvèrent les alliés de se maintenir sur l'Elbe. Leur principal corps d'armée se retira à Bautzen, à environ douze lieues de Dresde, où il choisit une forte position. Une armée d'observation, sous le général Bulow, fut destinée à couvrir Berlin dans le cas où Napoléon ferait quelque tentative de ce côté. Les alliés se trouvaient ainsi dans une situation assez favorable pour recevoir des renforts, ou pour se retirer sur la Silésie, s'ils étaient attaqués avant de les avoir reçus.

Toutefois, ce qui dut le plus vivement

faire sentir aux alliés l'importance de leur défaite, ce fut la nécessité où ils se trouvèrent de se retirer sur toute la ligne de la rive droite de l'Elbe. Czernicheff et Tettenborn, dont l'apparition avait décidé Hambourg et d'autres villes de ces environs à se déclarer contre la France, et à faire des levées d'hommes pour renforcer les alliés, furent alors dans la nécessité de les abandonner à la juste vengeance des Français. Hambourg s'était surtout montrée animée d'une haine profonde pour les Français; elle avait fourni aux Russes de nombreux renforts de volontaires; cette ville que Napoléon avait comblée de bienfaits méritait une punition sévère.

Dès que le principal corps d'armée allié se fut retiré, le 9 mai, Davoust attaqua vivement cette place, à la tête de cinq à six mille hommes; après une assez vive résistance, la ville demanda à capituler; cinq mille Danois, alors alliés de la France, et quinze cents Français prirent possession d'Hambourg au nom de Napoléon.

La guerre n'en continua pas moins dans les environs.

La guerre se borna, pendant quelques jours, à des escarmouches qui eurent lieu sur la rive droite de l'Elbe, mais le 12 mai, Ney traversa la rivière près de Torgau, et menaça le territoire prussien, se dirigeant sur Sprensberg et Hoyerswerder, comme s'il eût voulu attaquer Berlin, qui n'était protégé que par l'armée de Bulow. Le but était sans doute d'engager les alliés à quitter leur forte position de Bautzen, en leur inspirant des craintes pour la capitale de la Prusse; mais ils s'y maintinrent : Napoléon alors marcha en personne pour les en déloger. Il quitta Dresde le 18 mai. En s'avançant vers Bautzen, il passa près des ruines de la jolie petite ville de Bischoffswender, et il témoigna des regrets tout particuliers en apprenant qu'elle avait été incendiée par les soldats français, après une rencontre qui avait eu lieu dans les environs avec un corps russe. Il déclara qu'il la fe-

rait reconstruire, et donna sur-le-champ aux habitans une somme de cent mille francs pour les indemniser d'abord de leurs pertes.

En arrivant à Bautzen le 21, l'Empereur alla reconnaître en personne la position formidable des alliés. Ils étaient placés en arrière de Bautzen, qui était trop avancée pour faire partie de leur position. Ils avaient la Sprée en front, leur aile droite était appuyée sur des hauteurs fortifiées, et leur gauche sur des montagnes boisées. Sur leur droite, du côté d'Hoyerswerder, ils étaient surveillés par Ney et Lauriston, qui naturellement étaient préparés à agir de concert avec Napoléon. Mais les alliés déjouèrent cette partie du projet de l'Empereur en surprenant, par un mouvement de leur droite, une colonne de sept mille Italiens, qu'ils mirent en déroute.

Ney fit un mouvement pour soutenir les Italiens, mais il arriva trop tard pour les dégager. Il fit sa jonction avec l'Empereur vers trois heures après-midi, et

l'armée passa la Sprée sur différens points en face de l'armée des alliés. Napoléon établit son quartier-général dans la ville même de Bautzen, et son armée, s'avançant vers l'ennemi, bivouaqua sur une ligne qui s'étendait du nord au sud, ayant l'ennemi en front. Les alliés se concentrèrent avec le même soin, abandonnant tous les points qu'ils jugeaient trop éloignés pour être heureusement défendus. Leur position couvrait la principale route conduisant à Zittau, et celle de Gœrlitz. Leur aile droite, composée de Prussiens, était appuyée sur les hauteurs fortifiées de Klein et de Bautzen, qui étaient les clefs de cette position; et la gauche, où se trouvaient les Russes, était soutenue par des montagnes boisées. Des batteries qui commandaient les environs rendaient le centre inaccessible.

Il était matériellement impossible d'attaquer de front une telle position; Napoléon eut recours à la manœuvre de la guerre, moderne que nul général n'entendit jamais mieux que lui, celle de la tour-

ner, et par conséquent de la rendre inutile. Ney fut donc chargé de faire un circuit considérable autour de l'extrême droite des Russes, tandis que leur gauche était attaquée de plus près par Oudinot, qui devait attirer leur attention en cherchant à occuper les vallées, et en débouchant des montagnes sur lesquelles ils étaient appuyés. Les Russes étaient préparés à cette dernière tentative. Miloradovitsch et le prince de Wursemberg défendirent ce point avec une extrême persévérance; et malgré les efforts prodigieux de Napoléon, la fortune du jour parut être pour les alliés. Napoléon dirigea ensuite une attaque contre les hauteurs fortifiées sur la droite des alliés, défendues par les Prussiens. Il y rencontra aussi beaucoup de difficultés. Ce ne fut qu'après avoir fait marcher toutes ses réserves, et les avoir combinées pour un de ces efforts puissans, qui avaient si souvent changé le sort de ses batailles, qu'il put réussir dans son projet. L'attaque fut conduite par Soult, et soutenue à la pointe

de la baïonnette. Après une lutte de près de quatre heures, pendant laquelle les hauteurs furent nombre de fois prises, perdues, et reprises, les Français en restèrent les maîtres.

A l'instant où les Français venaient d'emporter le point d'appui des alliés sur la droite, le corps de Ney, ceux de Lauriston et de Regnier, formant ensemble soixante mille hommes, s'étaient établis sur leurs derrières. Ce fut alors que Blücher fut obligé d'abandonner ces hauteurs et de battre en retraite.

Les alliés firent leur retraite en bon ordre. La nuit arriva, et le principal avantage que Napoléon ait retiré de ce jour de carnage, fut d'avoir coupé la retraite des alliés par les grandes routes de la Silésie, et vers Breslau, en les repoussant dans les chemins plus impraticables, voisins de la frontière de Bohême.

Les Français ne cessèrent pas de poursuivre l'armée alliée, et toute la journée du 22 mai se passa en attaques contre l'arrière-garde.

Sur les hauteurs de Reichenbach, l'arrière-garde des Russes fit une halte, et tandis que les cuirassiers de la garde disputaient le passage aux lanciers russes, un boulet tua le général français Bruyères. C'était un vétéran de l'armée d'Italie, aimé de Napoléon, et le compagnon de ses premières campagnes. Mais la fortune réservait le même jour une épreuve plus cruelle au cœur de Napoléon. Comme il examinait le dernier point sur lequel les Russes continuassent à résister, un boulet tua un soldat de son escorte à côté de lui. « Duroc, dit-il, la fortune a aujourd'hui de la rancune contre nous. » Cette rancune n'était pas encore épuisée.

Quelques instans après, tandis que l'Empereur et sa suite passaient dans un chemin creux, trois coups de canon se firent entendre. Un boulet frappa un arbre près de Napoléon, tua du rebond le général Kirchener, et blessa mortellement Duroc, à qui l'Empereur venait de parler. Une halte fut ordonnée, et pendant tout le reste du jour, Napoléon resta en face de

sa tente, entouré de ses gardes qui plaignaient leur Empereur comme s'il eût perdu un de ses enfans. Il alla voir le mourant, dont les entrailles avaient été déchirées par le boulet ; il lui exprima son affection et ses regrets. Ce fut la seule occasion où il se montrat absorbé par le chagrin, au point de refuser d'écouter des détails militaires et de donner des ordres. « Tout cela pour demain, » répondait-il à ceux qui se hasardaient à lui demander des instructions. Il expédia un décret en faveur de la famille de Duroc, et déposa deux cents napoléons entre les mains du pasteur dans la maison duquel il avait rendu le dernier soupir, pour élever à sa mémoire un monument dont il dicta l'épitaphe simple et touchante. Napoléon perdit en Bessières et Duroc deux de ses meilleurs officiers, deux de ses amis les plus dévoués.

Les pertes furent immenses dans les deux armées, aux journées de Wurtzen et Bautzen, mais les résultats l'étaient davantage, et il ne restait plus aux armées russes et prussiennes découragées, d'autre parti

que de passer la Vistule, quand l'Autriche intervint dans les affaires, et conseilla à la France de signer une suspension d'armes.

Napoléon apprit qu'un armistice avait été proposé par une lettre adressée à Caulincourt, duc de Vicence, par le comte Nesselrode, en conséquence, y disait-on, des désirs de la cour de Vienne. La même proposition fut contenue dans une lettre du comte Stadion à Talleyrand, que Napoléon avait mandé près de lui ainsi que Fouché, peut-être parce qu'il craignait l'effet de leurs intrigues pendant son absence, et au milieu des circonstances qui l'entouraient. Cet armistice devait amener une négociation pour laquelle l'autriche proposait sa médiation.

Cependant Napoléon occupa Breslau, l'armée principale des alliés ne se montrant pas disposée à engager une troisième action générale, continua sa retraite sur la Hause-Silésie et la démonstration d'une marche sur Berlin ne put même la décider à un engagement.

Enfin l'arministe fut conclu et signé le 4 juin. Napoléon montra un sincère désir de la paix en abandonnant aux alliés la possession de Breslau et de la Basse-Silésie, ce qui leur permit de rétablir leurs communications avec Berlin.

Les intérêts du monde, si long-temps confiés à la décision du glaive, semblaient alors devoir dépendre des argumens de la politique et de la raison.

CHAPITRE VII.

Sommaire : Congrès de Prague. — L'Autriche s'unit aux alliés. — Reprise des hostilités. — Bataille de Dresde. — Mort du général Moreau.

Juin à août 1813.

L'armistice permettait alors d'établir les bases d'une paix générale, il mettait aussi l'Autriche dans la nécessité de déclarer quelles étaient véritablement ses intentions définitives dans cette grande crise. Napoléon, depuis son arrivée en Saxe, s'était persuadé que, quoiqu'il fût probable que l'Autriche profiterait de cet instant critique pour le forcer à restituer les provinces illiriennes, et peut-être d'autres do-

maines dont les guerres antérieures l'avaient dépouillée, cependant l'alliance qu'il avait contractée avec la famille impériale, et la crainte qu'inspiraient ses talens militaires empêcheraient définitivement ce cabinet de faire cause commune avec les alliés.

Il avait appelé près de lui Talleyrand et Fouché, dont les conseils, dans cette occasion décisive, pouvaient lui devenir utiles; bientôt il vit arriver à son quartier-général de Dresde, Metternich, le chef du cabinet autrichien.

La première entrevue de Napoléon et de l'adroit diplomate eut lieu le 28 juin.

Napoléon se piquait toujours d'adopter un style simple et clair dans toutes ses négociations, ou plutôt même d'annoncer sur-le-champ les seules conditions auxquelles il lui convint de négocier. Il offrit donc tout d'abord de rendre à l'Autriche l'Illyrie. « Je ne vous demande que la neutralité en échange, dit-il ; mon armée me suffit contre les Russes et les Prussiens. »

Metternich répondit que son maître

était prêt à unir ses forces à celles de Napoléon, que la neutralité n'était pas possible dans une telle guerre, où les nations devaient être pour ou contre la France.

Mais les prétentions de l'Autriche étaient excessives ; c'était du prix de toutes nos conquêtes qu'il fallait payer son alliance : Napoléon ne put y consentir.

Aussi les affaires ne firent-elles que traîner au congrès de Prague, et y prirent-elles une marche évasive. L'ouverture du congrès avait été fixée au 5 juillet, et il devait durer jusqu'au 10 août, afin qu'on eût le temps de s'entendre sur les propositions contestées. Caulaincourt, à qui Napoléon avait confié principalement le soin de cette négociation, avait été retardé dans son départ ; il ne put arriver que le 25 juillet. Bientôt des contestations furent élevées par l'Autriche, et il semblait que l'on manœuvrât pour gagner du temps et achever des préparatifs de guerre, plutôt que pour chercher à profiter du court espace accordé pour convenir des conditions de la paix. Ce ne fut que le 7 août que l'Autriche proposa

enfin son plan de pacification, dont les bases consistaient en ce qui suit : 1° la suppresion du grand-duché de Varsovie, qui devait être partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche ; 2° le rétablissement des villes anséatiques dans leur ancienne indépendance : 3° la réorganisation de la Prusse, en donnant à ce royaume une frontière sur l'Elbe ; 4° la cession à l'Autriche du port de Trieste et des provinces illyriennes. Il ne fut pas question, pour le moment, de l'évacuation de l'Espagne et de la Hollande, objet auquel prenait principalement intérêt l'Angleterre, qui n'était point partie au congrès.

Napoléon ne pouvait adhérer à de si exhorbitantes concessions. Il montrait toutefois son vif désir de voir renaître la paix, en consentant : 1° à céder le grand-duché de Varsovie, excepté Dantzick, dont les fortifications seraient démolies, et qui resterait ville libre ; la Saxe devait être indemnisée de la cession du duché aux dépens de la Prusse et de l'Autriche. 2° La cession des provinces illyriennes était ac-

cordée, sauf celle du port de Trieste. 3° La confédération germanique devait aussi s'étendre jusqu'à l'Oder. Enfin le territoire du Danemark devait être garanti.

Mais tandis que Napoléon se montrait ainsi favorable à la paix, le 10 août, jour où finissait l'armistice, était arrivé, et l'Autriche s'était hâtée d'entrer dans la confédération des alliés. Pendant la nuit du 10 au 11, des fusées volantes brillèrent dans les airs, de hauteur en hauteur, entre Prague et Tachenberg, quartier-général de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, pour annoncer à ces souverains que l'armistice était rompu.

Ainsi on s'était joué de Napoléon. Le congrès de Prague n'était qu'un piége : l'Autriche tournait ses armes contre les Français, qui, deux fois, l'avaient pardonnée. La guerre recommançait : et tout l'annonçait terrible, et décisive.

Au commencement d'août, les Français avaient trois cent mille hommes sous les armes, et cette armée était stationnée de ma-

nière à faire face à l'ennemi sur tous les points où il avait placé la sienne. A Leipsick, soixante mille hommes étaient sous le commandement d'Oudinot, à Lœwenberg, Goldberg, Buntzlau et autres villes sur les bords de la Silésie, cent mille hommes commandés par Macdonald : cinquante mille hommes en Lusace, près de Zittau; Saint-Cyr, avec vingt mille, était stationné près de Pirna, pour observer les montagnes de la Bohême, et les passages par où l'Elbe décharge ses eaux en Saxe. A Dresde, l'Empereur lui-même était avec sa garde, montant à vingt-cinq mille hommes. Outre ces troupes, Napoléon avait une armée en Italie; sous le vice-roi Eugène, et vingt-cinq mille Bavarois étaient réunis, comme corps de réserve sous le général Wrede. Presque tous ses vieux lieutenans, qui avaient si souvent vaincu dans sa cause, étaient appelés pour cette guerre suprême; et même Murat, qui en était à des termes assez froids avec son beau-frère, vint de nouveau de sa belle

capitale de Naples, pour avoir le plaisir de mesurer son sabre contre ses anciens amis les cosaques.

Les alliés comptaient cinq cent mille hommes, dont cent mille de cavalerie, mais Napoléon tenait peu de compte de cette force numérique; il était habitué à vaincre, et c'était l'esprit de son armée qui lui donnait la juste mesure de ce qu'il pouvait entreprendre et espérer.

Vers le milieu du mois d'août, les hostilités commencèrent. Partout Napoléon poussa devant lui l'ennemi qui s'obstinait à refuser une bataille générale.

Mais tout-à-coup, le 21 août, tandis qu'il pourchasse Blücher en Silésie, il apprend que Dresde est menacée par Schwartzenberg, les souverains de la Russie et de la Prusse, et le général Moreau, descendus des hauteurs de la Bohême. Il ordonne aussitôt à la garde de retourner en Saxe; lui-même part en toute hâte, laissant à Macdonald la poursuite de Blücher.

Le général Saint-Cyr, qui avait été

laissé avec vingt mille hommes environ pour observer la situation de la Bohême, n'était pas en état d'attendre l'ennemi, quand il arriva sur lui avec des forces sept fois plus nombreuses. Il entra dans Dresde avec ses troupes, espérant bien la défendre jusqu'à l'arrivée de Napoléon. Les alliés déployèrent devant Dresde leur vaste armée, divisée en quatre colonnes. Le 25, à quatre heures environ, ils attaquèrent avec mollesse, et se virent repoussés honteusement.

Le 26, au point du jour, les alliés s'avancèrent en six colonnes, sous un feu effroyable. Ils emportèrent une grande redoute près la porte de Dippoldswalde, et bientôt après une autre. Les Français étaient cernés; les bombes et les balles commençaient à tomber dans les rues et les maisons de la ville épouvantée; et Saint-Cyr, dont la conduite fut héroïque, sentit, en engageant toutes ses réserves, qu'il avait encore trop peu d'hommes pour défendre des ouvrages d'une telle étendue.

C'est dans ce moment de crise, lorsque Saint-Cyr et ses soldats croyaient la chute de Dresde inévitable, que des colonnes, se précipitant avec la rapidité d'un torrent, furent aperçues s'avançant sur Dresde, et de la rive droite de l'Elbe, serrant leurs rangs sur ses ponts magnifiques, et entrant dans la ville presque réduite! On voyait Napoléon lui-même, au milieu de ses soldats, qui, loin de montrer de la fatigue, malgré une marche forcée depuis les frontières de la Silésie, demandaient à grands cris le combat. Napoléon s'arrêta pour rassurer le roi de Saxe, qui craignait la destruction de sa capitale, tandis que ses troupes firent halte au couchant de la ville, en tête des avenues d'où elles devaient déboucher sur l'ennemi.

Ney et Mortier firent alors deux sorties sous les yeux de Napoléon. La première colonne s'élançant de la porte de Plauen, attaqua les alliés sur le flanc gauche; l'autre, sortant de celle de Pirna, assaillit leur droite. Les Prussiens furent

délogés d'un lieu public appelé *le Grand-Jardin*, qui couvrait leur marche sur les remparts, et la fortune changea de bannière; les alliés furent chassés de toutes les positions qu'ils occupaient : tout annonçait pour le lendemain une affaire décisive.

Le 17 août, la bataille commença sous des torrens de pluie, au milieu d'une tempête. Napoléon, manœuvrant avec sa science et sa précision ordinaires, fit défiler ses troupes, s'élevant alors à près de deux cent mille hommes, hors de la ville, sur différens points, les colonnes divergeant, comme les branches d'un éventail déployé; il les dirigea ainsi sur les points qui paraissaient les plus attaquables, dans toute la position des alliés, qui occupaient les hauteurs de Plauen à Stredlen. Bientôt, secondé par l'orage, qui lui servait à cacher ses mouvemens, il commença l'attaque sur les deux flancs de l'ennemi. A gauche, il obtint tout d'abord un brillant avantage.

Dans ce moment, au plus fort d'une

canonnade épouvantable, un mouvement extraordinaire se fit remarquer sur la colline opposée à une batterie de la jeune garde : on en conclut que quelque grand personnage avait été frappé. Napoléon crut d'abord que c'était Schwartzenberg, et exprima le regret de voir mourir, dans les rangs ennemis, ce général qui avait combattu avec honneur sous lui.

Un paysan, que l'on amena le lendemain matin au quartier de Napoléon, donna des nouvelles plus exactes. Un officier de distinction avait eu les jambes emportées par un boulet. On le porta hors du champ de bataille ; sur un brancard fait avec des lances. L'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient exprimé le plus grand chagrin. Celui qui fit ce rapport montrait le chien de l'officier tombé ; c'était un levrier ; sur le collier était gravé le nom de Moreau. C'était en effet ce général, revenu d'Amérique pour nous combattre, qui avait été frappé : il mourut le lendemain, après avoir subi

l'amputation. Moreau avait imité Coriolan et le connétable de Bourbon. Le ciel fit justice en lui faisant expier, comme à ses modèles, son parjure à la patrie par une mort violente.

Bientôt l'armée allié, enfoncée sur tous les points, se mit en déroute; les Autrichiens surtout abandonnèrent des positions qu'ils pouvaient défendre. Ils avaient cru surprendre Dresde; sa résistance et l'arrivée de l'Empereur les avaient frappés d'effroi; la retraite fut désatreuse. Les heureuses opérations des Français avaient établi le roi de Naples sur la route occidentale de la Bohême, près de Freyberg; et Vandamme, avec une forte division, bloquait celle qui conduit directement au sud de l'Elbe par Pirna.

Les deux principales routes ainsi fermées à Schwartzenberg et à son armée, il ne leur restait plus qu'à se retirer entre les hauteurs; mais les chemins, mauvais en eux-mêmes, étaient devenus presque impraticables par les grosses pluies : les

Autrichiens furent poursuivis de toutes parts. La perte des alliés fut de cinquante mille hommes.

Napoléon, après cette brillante journée, retourna à Dresde. Il était resté à cheval depuis la pointe du jour, l'eau ruisselait de sa capote grise et de son chapeau.

Le vénérable roi de Saxe reçut son libérateur avec transport. Napoléon fit distribuer de l'argent aux citoyens de Dresde qui avaient souffert de la canonnade, et fit prendre le plus grand soin des blessés et des prisonniers appartenant aux alliés.

Au point du jour, l'Empereur, dont rien n'endormait la vigilance, était encore à cheval; menant ses troupes victorieuses à la poursuite de l'ennemi. Il les divisa en différentes colonnes, afin de ne laisser aux alliés ni repos ni refuge, dans les routes de traverse par lesquelles ils étaient obligés de se retirer.

Mais tout à coup, au moment où Napoléon venait de rentrer à Dresde, pour se remettre un peu des fatigues que sa

rare énergie avait pu seule lui faire supporter, la fortune nous devint inconstante.

Le 29 août les Français continuaient à profiter de leurs avantages. Le roi de Naples, Marmont et Saint-Cyr pressaient la poursuite des colonnes allié. Un corps d'armée d'environ trente mille hommes avait été confié à Vandamme. C'était par ce brave général que devaient commencer les revers des armes française dans cette malheureuse campagne.

Vandamme s'était avancé jusqu'à Péterswald, chassant devant lui un corps de Russes, qui se retirait sur Tœplitz. Cette ville était le point sur lequel se portaient toutes les divisions en fuite.

Dans la matinée du 29, Vandamme eut la témérité de descendre la hauteur depuis Péterswald jusqu'au village de Culm, situé dans une profonde vallée entre cette ville et Tœplitz. Comme il s'avançait vers Tœplitz, son plan faillit être couronné de succès. L'Empereur de Russie et le roi de Prussse, les membres de leur ca-

binet et tout le quartier-général des alliés étaient sur le point de tomber entre ses mains. Si Vendamme eût réussi, il aurait totalement désorganisé l'armée alliée, que les Français auraient pu poursuivre jusqu'aux portes de Prague ou de Vienne même. L'avant-garde française était à une demi-lieue de Tœplitz quand le comte Ostermann, qui s'était jusque-là retiré lentement, fit halte tout à coup, et commença la plus opiniâtre résistance. Vendamme multiplia ses attaques furieuses, il fut forcé d'avoir enfin recours à ses dernières réserves, qu'il fit descendre des hauteurs de Péterswald dans la profonde vallée, entre Culm et Tœplitz. Ostermann perdit un bras, et ses grenadiers souffrirent beaucoup: mais ils avaient gagné le temps nécessaire. Barclay de Tolly, qui s'approchait alors du lieu de l'action, amenait les premières colonnes des Russes. Schwartzenberg envoya d'autres secours; et Vendamme, accablé à son tour par le nombre, se retira à Culm, aux approches de la nuit.

Le 3, au point du jour, Vendamme se vit attaqué par plus de cent mille hommes.

Il résista vaillamment, et se mit en retraite pour regagner les hauteurs de Péterswald.

Mais par un de ces événemens inattendus, où il faut reconnaître la main de la fortune, tandis que les colonnes de Vendamme gravissaient les hauteurs, elles aperçurent le sommet qu'elles se proposaient d'atteindre occupé par des soldats prussiens, dans un état de désordre qui annonçait qu'ils échappaient à quelque danger pressant où qu'ils couraient à quelque attaque précipitée. C'était le corps du général Kleist qui, poursuivi par Saint-Cyr, était parvenu à s'échapper en en se jetant dans le bois de Schœnwald, d'où il débouchait.

Quand les Prussiens découvrirent les Français, ils crurent qu'ils étaient là pour leur couper le chemin, et au lieu de prendre position sur les hauteurs pour intercepter la retraite à Vandamme, ils réso-

lurent de se frayer un passage à travers ses troupes et de les repousser sur Tœplitz. De leur côté, les Français se voyant fermer le passage prirent la même résolution à l'égard du corps de Kleist. Les Prussiens s'élancèrent de la colline tandis que les Français la gravissaient avec un courage que balançait l'avantage du terrain.

Les deux armées étaient ainsi, l'une sur l'autre, comme une foule tumultueuse dans un chemin étroit et creux. L'attaque de la cavalerie française, sous Corbineau, fut si terrible, qu'elle passa outre, quoique la pente qu'elle gravissait n'eût pas été facile à monter au trot dans d'autres circonstances; et les canons des Prussiens furent un moment entre les mains des Français, qui leur tuèrent beaucoup d'artilleurs. Cependant les Prussiens se raillièrent bientôt, et les combattans se mêlèrent encore, moins pour la victoire ou le carnage, que pour s'ouvrir une route à travers les rangs les uns des autres. Tout était en confusion : les généraux

prussiens au milieu des Français; les officiers français au centre des Prussiens. Mais l'armée russe, qui était à la poursuite de Vandamme, mit fin à ce singulier combat. Les généraux Vandamme, Haxo et Guyot, furent pris avec deux aigles et sept mille prisonniers, outre un grand nombre de tués et de blessés.

L'armée de Vandamme fut dispersée, et ce ne fut que le surlendemain qu'elle rejoignit nos avant-postes.

La nouvelle des désastres de Vandamme ralentit les généraux français dans l'ardeur de leur poursuite :

Le roi de Naples fit halte à Sayda, Marmont à Zinnwalde, et Saint-Cyr à Liébenau. Le quartier-général de l'empereur Alexandre resta à Tœplitz.

Napoléon reçut la nouvelle de cette calamité inattendue avec le calme imperturbable qui était une de ses qualités distinctives. Le général Corbineau, qui commandait dans l'admirable charge de cavalerie, sur la colline de Péterswald, se présenta devant l'Empereur dans l'état

où il était en sortant du combat, couvert de son sang ét de celui de l'ennemi, et tenant à la main un sabre prussien, que dans la mêlée il avait changé contre le sien. Napoléon écouta tranquillement tous les détails qu'il lui donnait. « On devrait, dit-il, faire un pont d'or pour un ennemi en fuite, quand il est impossible, comme dans le cas de Vendamme, de lui opposer un rempart d'acier. »

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Défection. — Bataille de Leipsick. Bataille de Hanau.

Septembre 1813.

A dater de ce jour, Napoléon, par un enchaînement de fatalité sans exemple, ne compta plus que des désastres. Partout où il ne se trouvait pas les Français étaient écrasés.

L'armée de Silésie, commandée par Macdonald, éprouva une perte de vingt-cinq mille hommes contre Blücher, et fut refoulée en Lusace; celle qui marchait sur Berlin sous les ordres de Ney fut bat-

tue par Bernadotte ; la fortune semblait se complaire à faire pencher sa balance en faveur de nos ennemis.

De tels échecs, répétés coup sur coup, détruisirent le prestige. Le moral des Français fut attaqué, celui des alliés se rehaussa, la valeur numérique reprit ses droits, et tout marcha vers une catastrophe. Napoléon fit en vain d'héroïques efforts ; il courait vers chaque point menacé, et se trouvait aussitôt rappelé ailleurs. Partout où il se montrait, les alliés reculaient devant lui ; mais ils avançaient avec succès dès qu'ils ne l'avaient plus en face.

Toutefois, le Danemarck venait de conclure à Dresde avec la France un traité d'alliance offensive et défensive ; et son contingent alla augmenter l'armée du maréchal Davoust. L'armée française s'appuyait encore aux forteresses de Torgau, Wittemberg et Magdebourg ; Napoléon quitta Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de

repasser l'Elbe à Wittemberg et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts des alliés à Dessaw avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg, justifiant les inquiétudes déjà conçues sur la fidélité de la cour de Munich, annonça que le roi de Bavière avait subitement changé de parti, et que, sans déclaration de guerre, sans avertissement préalable, et en conséquence du traité de Reid, les deux armées autrichienne et bavaroise, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies en un seul camp, que ces quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du général de Wrède, marchaient sur le Rhin; que le Wurtemberg, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence.

A cette nouvelle inattendue, Napoléon crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forte-

resses et les magasins : ce plan était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et en manœuvrant sous la protection des places et des magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg et Hambourg ; d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur l'Oder Glaugau, Custrin, Stetin), et, selon les circonstances, de débloquer les places de la Vistule, Dantzick Thorn et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès de ce vaste plan, que la coalition en eut été désorganisée, et tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité, et dans l'alliance de la France. Si, comme on avait dû le penser, la Bavière eût tardé quinze jours à changer de parti, tout garantissait qu'elle nous demeurerait fidèle.

Les armées se rencontrèrent sur le champ de bataille de Leipsick ; les Français étaient au nombre de cent cinquante-sept mille combattans, et avaient six cents pièces d'artillerie ; mais les alliés présentaient trois cent cinquante mille baïonnettes, et mille pièces de canon. Le 16 octobre, on

se battit avec fureur, et, malgré la proportion du nombre, l'armée française fut victorieuse : la bataille eut été décisive, si l'un des corps français laissés à Dresde fût venu prendre part à l'affaire, ainsi que Napoléon l'espérait.

L'armée française était restée maîtresse du champ de bataille ; mais les alliés ayant reçu un immense renfort, vinrent l'attaquer de nouveau le 18. Les Français, quoique accablés par le nombre toujours renouvelé de leurs ennemis, et malgré l'échec éprouvé par le maréchal Marmont, auraient encore été vainqueurs dans cette sanglante journée, sans la défection de l'armée saxonne, qui, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi avec une batterie de soixante bouches à feu, qu'elle tourna contre l'armée française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine des Français ; et donner aux alliés les honneurs de la journée. Napoléon accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois.

Les alliés firent un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prirent leurs bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta encore aux Français.

Ces deux terribles journées, que l'histoire appellera des journées de géants, avaient coûté aux alliés cent cinquante mille hommes de leurs meilleures troupes, dont cinquante mille tués sur le champ de bataille. Il n'y avait nulle parité avec la perte des Français, qui ne s'élevait pas à cinquante mille hommes. L'immense différence des forces avait donc considérablement décru, et une troisième bataille se présentait avec des chances beaucoup plus favorables; mais l'armée française se trouvait à bout de ses munitions, ses parcs n'offraient plus que seize mille coups ; on en avait tiré deux cent vingt mille dans les deux batailles. Il fallut de nécessité ordonner la retraite.

Elle commença dans la nuit sur Leipsick : l'armée devait aller se placer derrière l'Elster, afin de se trouver en communication directe avec Erfurt, d'où elle at-

tendait les convois de munitions dont elle avait besoin ; mais, au jour, les alliés assaillirent les Français, et pénétrèrent avec eux dans la ville; on se battit dans les rues : l'arrirère-garde se défendait vaillamment et sans grandes pertes contre les troupes de Saxe et de Bade qui, ayant passé à l'ennemi, tiraient sur les Français du haut du faubourg où Napoléon les avait placés pour arrêter les alliés.

A ce moment, par une fatalité désespérante, un sergent du génie, s'imaginant que la retraite des Français était coupée, fit sauter, avant d'en avoir reçu l'ordre, le seul pont de l'Elster sur lequel s'effectuait la retraite. Ce funeste évènement fut cause que l'armée française, après avoir été victorieuse, éprouva les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses.

Cette catastrophe interceptait la retraite des corps de Macdonald et de Poniatowski, restés de l'autre côté de la rivière; les plus intrépides se précipitèrent dans le Pleiss et l'Elster pour échapper à l'ennemi. C'est

là que périt l'illustre prince Poniatowski, cet intrépide neveu du roi Stanislas, crée maréchal de France peu avant cette catastrophe. Poniatowski était un homme rempli d'honneur et de bravoure; c'était le vrai roi de Pologne, il en réunissait tous les titres et il en avait tous les talens, il eut régné sur son pays, sans les désastres de la guerre de Russie.

Après les malheurs du pont de Leipsick, l'armée française repassa la Saale à Weissenfeld : elle devait s'y rallier et recevoir des munitions d'Erfurt, lorsque Napoléon reçut des nouvelles précises de l'armée austro-bavaroise; elle avait fait des marches forcées, elle était arrivée sur le Mein; il fallait donc courir s'opposer à ses entreprises.

Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, le général Wrède qui la commandait voulait intercepter à l'Empereur le chemin de la France, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte et occupant de belles positions, son armée fut bientôt

culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, qu'elle repassa le 2 novembre.

Cette mémorable campagne sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française; il fut celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise; celui de l'esprit chez les Russes ; celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien. Elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peuples avec leurs souverains; enfin, la flétrissure des premières vertus militaires, la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en arriver à ce hideux et triste résultat; et le temps en déroulera la vérité et les conséquences.

Toutefois, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Napoléon n'eut pas un instant à se plaindre des princes ses alliés individuellement. Le bon roi de Saxe lui demeura fi-

dèle jusqu'à extinction; le roi de Bavière le fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître; la générosité du roi de Wurtemberg se fit plus particulièrement remarquer; le prince de Bade ne céda qu'à la force et au dernier instant. Tous, on doit leur rendre cette justice, avertirent Napoléon, afin qu'il pût se garantir de l'orage. Au fond, les lâchetés, les infamies demeurent étrangères aux rois, aux soldats et aux peuples, elles furent l'ouvrage de quelques *intrigans à épée*, de quelques politiques vendus, qui, sous le spécieux prétexte de secouer le joug de l'étranger, et de reprendre l'indépendance nationale, n'ont, au fait, que vendu et livré sciemment leurs maîtres particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs. Les vrais résultats ne se sont pas fait long-temps attendre : le roi de Saxe, le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, a été dépouillé de la moitié de ses provinces; le roi de Danemarck, si fidèle à tous ses engagemens, a été privé d'une de ses couronnes, et le roi de Bavière s'est vu forcé

à des restitutions bien précieuses. Qu'importait aux traîtres? ils tenaient leurs récompenses : les cœurs les plus droits, les âmes les plus innocentes reçurent les châtimens. Pour comble de douleur, c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne, un nourrisson de la France, qui a porté le coup de grâce à sa patrie.

Napoléon continua sa retraite vers la France; l'esprit de défection affaiblissait sensiblement son armée; ceux-là même sur qui il devait le plus compter l'abandonnèrent : il fut surtout sensible au départ de Murat, qui, sous prétexte d'aller chercher des renforts sur la frontière, s'éloigna de lui ; au moment de son départ l'Empereur, comme s'il avait quelque secret pressentiment qu'il ne devait plus revoir son ancien compagnon d'armes, l'embrassa étroitement et à plusieurs reprises.

Les Polonais qui restaient dans l'armée de Napoléon montrèrent un caractère plus généreux. Il se crut obligé d'en appeler à leur honneur, en leur laissant le choix de

rester à son service, ou de l'abandonner dans cette crise. Mais pour les braves Polonais le camp français était une autre patrie. Ceux même qui avaient pris les armes dans la guerre contre la Russie, dans l'intention d'affranchir la Pologne du joug de l'étranger sous lequel elle avait si longtemps gémi, sans oublier que Napoléon avait trompé leurs espérances, étaient trop généreux pour venger, dans ce moment, l'injustice avec laquelle ils avaient été traités, et ils convinrent unanimement qu'ils ne quitteraient point Napoléon avant de l'avoir conduit en sûreté au-delà du Rhin.

La retraite se poursuivait avec de grandes pertes causées surtout par la supériorité de la cavalerie des alliés.

Le sort des garnisons qu'il avait abandonnées en Allemagne excitait surtout les vives inquietudes de l'Empereur.

Saint-Cyr, à Dresde, se trouvant complètement abandonné à ses seules ressources, capitula le 11 novembre, pour évacuer la place avec sa garnison, il devait

avoir un sauf-conduit pour la France, sous la condition de ne pas combattre contre les alliés pendant six mois. Schwartzenberg osa refuser de ratifier la capitulation comme trop favorable aux assiégés ; il offrit à Saint-Cyr, qui avait déjà quitté Dresde, de le remettre dans le même état de défense où il se trouvait au moment de la convention. C'était une chose impossible et contraire aux lois de la guerre : comment eût-il été possible au commandant français d'être dans la même situation qu'auparavant, quand l'ennemi avait obtenu l'entière connaissance de ses ressources et de ses moyens de défense ? Le général français, victime de la mauvaise foi et de la lâcheté de son ennemi, fut fait prisonnier avec sa garnison de trente-cinq mille hommes.

Stettin se rendit le 21 novembre après un blocus de huit mois.

Le 29 novembre, Dantzick capitula aussi après quarante jours de tranchée ouverte. De même qu'à Dresde, les alliés refusèrent de ratifier le traité qui garantissait le retour de la garnison en

France; ils firent au général Rapp la même proposition illusoire qui avait été faite au maréchal Saint-Cyr, et que Rapp refusa également. Les Français furent envoyés prisonniers en Russie (1).

Une honte ineffaçable doit retomber sur les alliés qui violèrent ainsi tous les droits de la guerre, et l'histoire ne leur pardonnera pas d'avoir par de telles lâchetés affaibli ces armées françaises qu'ils n'osaient combattre.

Torgau se rendit le 26 décembre avec une garnison de dix mille malheureux que ravageait une fièvre pestilentielle. Zamosc capitula le 22 décembre, et Modlin le 25.

A la fin de l'année 1813, les seules places situées en arrière des alliés, qui restas-

(1) Le siége de Dantzick est un des plus brillans épisodes de nos fastes militaires : nos braves citeront long-temps encore les traits d'audace chevaleresque par lesquels se distinguèrent les officiers, les soldats, et jusqu'aux simples citoyens. Nous regrettons que notre cadre ne nous permette pas de consacrer quelques pages à ces brillantes actions.

sent aux Français, étaient : Hambourg, Magdebourg, Wittemberg, Custrin, Glogau et les citadelles d'Erfurt et de Wurtybourg, dont les villes avaient été évacuées.

Les souverains alliées cependant, parvenus sur les bords du Rhin, cantonnèrent leur armée le long de ce fleuve. Ils se réservaient ainsi le temps de découvrir si la fierté de Napoléon pourrait être amenée à une paix telle que l'exigeait les grands changemens apportés dans les affaires d'Europe par les deux dernières campagnes. Cette pacification était particulièrement désirée par l'Autriche; et l'on y croyait d'autant plus que les revers qui avaient repoussé Napoléon au-delà dn Rhin avait obscurci ailleurs son horizon politique.

L'Italie, si long-temps le théâtre de ses triomphes, s'échappait alors rapidement de ses mains. Au commencement de la campagne, le vice-roi Eugène avec quarante-cinq mille hommes environ, avait défendu le nord de l'Italie avec beaucoup

d'habileté et de valeur contre le général autrichien Hillier, qui lui opposait des triples forces, mais il avait enfin été obligé de se retirer derrière l'Adige.

La péninsule espagnole offrait une perspective encore plus alarmante. La bataille de Vittoria avait entièrement détruit l'autorité de Joseph Bonaparte; Napoléon lui-même désirait voir finir la guerre au prix de ce royaume.

La révolution de la Hollande vint aussi augmenter les embarras de Napoléon. Cette contrée avait d'abord été appauvrie par la destruction totale de son commerce sacrifié au système continental ; bientôt Louis Bonaparte abandonna avec dégoût une autorité stérile.

Les prussiens approchaient des bords de l'Yssel, les paisibles Hollandais crurent pouvoir sans danger se mettre en insurrection, et le 14 novembre le pavillon orange fut arboré à La Haye et à Amsterdam, au milieu des anciennes acclamations : « Vive le prince d'Orange ! »

Ainsi Napoléon perdait toutes ces belles

contrées dont il avait au prix de tant de sacrifices agrandi son Empire ; et la victoire ayant changé son cours, se retirait alors comme une vaste inondation de tous ces états que sa marche puissante avait envahis et changés d'aspect.

CHAPITRE IX.

Sommaire : Napoléon à Paris. — Dissolution du corps législatif. — Marie-Louise régente. — Départ. — Ouverture de la campage de France. — Combat de Brienne. — Bataille de la Rhotière.

Déc. 1813. — Janv. 1814.

Il fallait parer à tant de maux présens, à tant de dangers à venir. Napoléon après avoir établi la ligne de défense de son armée partit des bord du Rhin et arriva à Saint-Cloud avec une extrême rapidité.

Le sénat s'empressa encore de lui offrir les moyens de reconquérir et sa gloire, et de défendre le sol sacré, en mettant à sa

disposition une levée de cinq cents mille hommes.

A la députation du sénat, qui lui apportait ce décret, l'Empereur répondit. « Toute l'Europe marchait avec nous il y a un an : toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. Nous aurions donc tout à redouter sans l'énergie de la puissance de la nation. La postérité dira que si de grandes circonstances se sont présentées, elles n'étaient pas au-dessous de la France ni de moi.

Napoléon, cependant, ne dissimulait plus l'imminence du danger; il voyait clairement arriver l'heure décisive : son étoile commençait à pâlir. Il se trouvait placé entre les coalisés, qui menaçaient l'existence de l'empire, et l'esprit de l'intérieur, qui, parfois accablé sous le sentiment de ses maux, semblait faire cause commune avec eux; entre ses ennemis, qui s'apprêtaient à l'étouffer, et les harassemens de tous les siens, de ses ministres mêmes, qui lui créaient des difficultés et entretenaient la mauvaise impul-

sion de l'opinion, au lieu de l'éclairer : les trahisons commençaient à se glisser dans les rangs des Français ; la fatigue, le découragement gagnaient le grand nombre ; ses lieutenans devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux. Ce n'étaient plus là les hommes énergiques de la révolution, ni des beaux momens de l'Empire ; les hauts généraux n'aspiraient qu'à l'instant où ils pourraient jouir du repos : c'est que l'Empereur les avait gorgés de trop de considération, de trop d'honneurs, de trop de richesses. Ils étaient capables de tout pour mettre un terme à la guerre. Le feu sacré s'éteignait : ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV.

Par compensation, cette foule de jeunes et braves soldats, tous les officiers intermédiaires ne s'étaient jamais mieux battus. Ceux-là ne voyaient autre chose devant eux que l'ennemi ; en arrière que l'honneur, la gloire et le triomphe de la France.

La chute de Napoléon était le but où

tendaient tous les efforts des alliés, persuadés qu'une fois le colosse abattu, la France désillusionnée préférerait le bonheur à la gloire.

Cependant, après la bataille de Hanau et le passage du Rhin, des pourparlers eurent lieu entre le baron de Saint-Aignan, le prince de Metternich, le comte de Nesselrode, et lord Aberdeen. Les alliés posaient comme bases préliminaires de la paix, que Napoléon renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne et aux départemens de l'Elbe; que la France resterait entière dans ses limites naturelles des Alpes et du Rhin, et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui séparât la France et les états de la maison d'Autriche.

Napoléon adhéra à ces bases : le duc de Vicence partit pour Francfort; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public; car, au moment même où ces propositions

conciliatrices étaient faites, les alliés violaient la neutralité des Cantons, entraient dans la Suisse, refusaient de recevoir à Francfort le plénipotentiaire français, publiaient leur insidieuse proclamation datée de cette ville, et indiquaient Châtillon-sur-Seine pour le lieu de la réunion d'un nouveau congrès.

Napoléon avait fait fait mettre sous les yeux du sénat et du corps législatif les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il ferait sans regret les sacrifices que comportaient les bases préliminaires proposées par les alliés. Le corps législatif nomma une commission de cinq membres pour examiner ces actes, et en faire un rapport. Ce rapport; fait pour irriter Napoléon, lui fut présenté par une députation, à laquelle il répondit à peu près dans ces termes :

« J'ai supprimé l'impression de votre adresse; elle était incendiaire. Les onze douzièmes du corps législatif sont composés de bons citoyens, je les connais, et je saurai avoir des égards pour eux; mais un

autre douzième renferme des factieux, et votre commission est de ce nombre (cette commission était composée de MM. Lainé, Raynouard, Gallois, Maine de Biran et Flaugergues.) Le nommé Lainé est un traître qui correspond avec le prince-régent par l'intermédiaire de De Sèze; je le sais, j'en ai la preuve : les quatre autres sont des factieux... Ce n'est pas dans le moment où l'on doit chasser l'ennemi de nos frontières que l'on doit exiger de moi une constitution : il faut suivre l'exemple de l'Alsace, de la Franche-Comté et des Vosges. Les habitans s'adressent à moi pour avoir des armes... Je vous ai rassemblés pour avoir des consolations : ce n'est pas que je manque de courage; mais j'espérais que le corps législatif m'en donnerait; au lieu de cela, il m'a trompé; au lieu du bien que j'attendais, il a fait du mal... Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation. Moi seul je suis ici le représentant du peuple... Si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne me demande. Vous

aurez la paix dans trois mois ou je périrai; c'est ici qu'il faut montrer de l'énergie; j'irai chercher les ennemis, et nous les renverrons. Ce n'est pas au moment où Huningue est bombardé, Béfort attaqué, qu'il faut se plaindre de la constitution de l'état et de l'abus de pouvoir.

« C'est contre moi que les ennemis s'acharnent, plus encore que contre les Français ; mais pour cela seul, faut-il qu'il me soit permis de démembrer l'état ?

« L'adresse était indigne de moi et du corps législatif; un jour, je la ferai imprimer, mais ce sera pour faire honte au corps législatif.

« En supposant même que j'eusse des torts, vous ne deviez pas me faire des reproches en public; c'est en famille qu'il faut laver son linge sale. Au reste, la France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France. »

Après avoir exprimé son mécontentement au corps législatif, Napoléon se rendit au conseil d'état: « Vous connaissez,

lui dit-il, la situation des choses et les dangers dans la patrie. J'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du corps législatif. J'ai voulu les associer à leurs intérêts les plus chers; mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi, c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pouvait arrêter l'ennemi; leur conduite l'appelle; au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures. Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen pour l'obtenir était de me demander la guerre; ils se plaignent de moi, ils parlent de leurs griefs; mais quel temps, quel lieu prennent-ils? N'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi, qu'ils devaient traiter de pareils objets? Étais-je donc inabordable pour eux? Me suis-je jamais montré incapable de discuter la raison? Toutefois, il faut prendre un parti; le corps législatif, au lieu de m'aider à sauver la

France, concourt à précipiter sa ruine; il trahit ses devoirs; je remplis les miens, je le dissous!...

« Tel est le décret que je rends, et si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer aux Tuilerios, je le rendrais encore; car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir; si je les eusse crues insuffisantes, je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je sois un Louis XVI. Qu'on n'attende pas de moi des oscillations journalières. Pour avoir été empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être consacrée de nouveau, j'abdiquerais pour aller, dans la foule, jouir de ma part de la souveraineté, plutôt que de rester à la tête d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun, sans pouvoir protéger personne. Du reste, ma détermination est conforme à la loi, et si tous aujourd'hui veulent faire leur devoir, je

dois être invincible derrière elle, comme devant l'ennemi.

Après avoir fait tous les efforts que l'on devait attendre du génie et de l'activité de Napoléon, dans la crise où il se troutrouvait, tant pour réorganiser et renforcer les armées françaises que pour donner l'élan aux populations; après avoir envoyé des commissaires extraordinaires dans toutes les divisions militaires pour activer la levée et l'organisation des bataillons de la garde nationale, Napoléon conféra, pour la seconde fois, la régence à l'impératrice Marie-Louise, et se disposa à quitter Paris. Il réunit alors les officiers de la garde nationale parisienne, auxquels il adressa cette allocution, qui fit la plus vive impression sur tous ceux qui étaient présens : « Je pars, leur dit-il en leur présentant l'impératrice et le roi de Rome; je vais combattre nos ennemis; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher... Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage; c'est à vous à me défendre. »

Mais Napoléon était loin d'avoir, en

cette occasion, autant de confiance intérieure qu'en annonçaient ses actes et ses paroles : il partait l'âme contristée par les plus sinistres pressentimens.

Au moment de quitter les Tuileries, prévoyant déjà, dans cet instant décisif, des perfidies funestes, des trahisons, Napoléon résolut de s'assurer de la personne de celui-là même qui s'est trouvé, en effet, l'âme du complot qui l'a renversé. Il n'en fut empêché que par les représentations, et l'on pourrait même dire l'offre de garantie personnelle de quelques ministres, qui lui démontrèrent que le personnage suspecté était précisément celui qui devait le plus redouter les Bourbons. Napoléon leur céda, mais il leur dit plusieurs fois qu'il était bien à craindre qu'eux et lui n'eussent à s'en repentir !..

Napoléon partit de Paris le 25 janvier pour se mettre à la tête de ses armées : déjà le 1er du même mois, l'armée russo-prussienne de Silésie avait passé le Rhin sur plusieurs points : elle se composait de quatre divisions, formant ensemble un

total de soixante et dix mille hommes. Le duc de Raguse avait dû se retirer devant cette armée, mais sans éprouver aucune perte. D'un autre côté, une armée sous les ordres du prince Schwartzenberg, composée de Russes, d'Autrichiens, de Bavarois, de Wurtembergeois et de Badois, et forte de cent vingt mille hommes, était entrée en France par la Suisse; l'avant-garde était avancée sur Lyon. Le maréchal Augereau rallia alors en Dauphiné toutes les troupes sous ses ordres pour protéger Lyon. Quelques villes n'ayant pour garnison qu'une poignée de soldats et la garde nationale, s'étaient bien défendues, d'autres avaient ouvert leurs portes sans coup férir. Le moment était venu où, de tous les points du vaste empire français, ceux qui voulaient promptement délivrer le territoire de la patrie et conserver l'honneur national, devaient prendre les armes et marcher vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais Français.

Napoléon arriva le 25 aux avant-pos-

tes de son armée ; il était temps qu'il parût en personne sur le champ de bataille : les frontières orientales de son empire, attaquées sur tous les points, offraient aux armées qui les envahissaient, les moyens d'y pénétrer presque sans résistance.

Les succès que les alliés avaient obtenus pendant la campagne précédente ne leur avaient pas inspiré trop d'orgueil. Ils les avaient achetés cher ; et les événemens avaient prouvé que s'il était possible de résister à Napoléon et de le vaincre, ce n'était qu'en opposant des forces plus nombreuses à ses armées de vieux soldats, et en acculumant contre lui de telles masses, que ses talens et sa capacité dussent même les trouver irrésistibles. L'Autriche et la Prusse se rappelaient d'ailleurs les efforts et les triomphes de la France, à l'époque glorieuse où la république fut sauvée d'une première invasion.

Cette terrible campagne, où Napoléon devait retrouver tous les talens, toute l'énergie de sa jeunesse, et reproduire les

miracles des belles guerres d'Italie, était ouverte :

Les maréchaux Ney et Victor formaient l'avant-garde à Vitry-le-Français; Marmont était derrière la Meuse, entre Saint-Michel et Vitry; le duc de Trévise rétrogradait devant le corps principal de l'armée autrichienne, vers Troyes; Macdonald s'avançait sur Châlons.

L'Empereur arrivé à Châlons se fit rendre compte de la position des alliés. Le généralissime s'avançait sur Troyes, qu'il était près d'occuper. Les Prussiens, entrés à Saint-Dizier, semblaient se diriger sur l'Aube pour s'unir aux Autrichiens. Il importait surtout à Napoléon d'empêcher cette jonction ; il se porta donc rapidement en avant et vint se placer à Vitry. Averti dans la matinée du 17 que les ennemis se montraient sur la route de Vitry, venant de Saint-Dizier, l'Empereur courut au-devant d'eux; mais déjà la division Duhesme les avait battus et repoussés.

L'Empeur entra le même jour à Saint-

Dizier. Là les aveux de quelques prisonniers confirment les rapports des habitans et ceux des émissaires : Le corps que l'avant-garde française vient de culbuter est commandé par le général Lanskoï, et fait partie de l'armée de Silésie, qui poursuit sa marche, de Saint-Dizier sur l'Aube. Ainsi la jonction de Blücher et de Schwartzenberg est peut-être opérée, et la masse énorme des ennemis se trouve déjà placée entre Paris et l'Empereur : il les a dépassés !

Tous les avis indiquent que les Prussiens doivent être maintenant aux environs de Brienne. Cette nouvelle détermine l'Empereur ; il marche sur Blücher, à travers la forêt du Der, par les chemins les plus difficiles, et que le mauvais temps semblait devoir rendre absolument impraticables. En dépit de tant d'obstacles, l'armée française avance, et le matin du 29, elle atteint l'ennemi près du village de Maizières, à peu de distance de Brienne : l'avant-garde commence à se battre.

Mais déjà la communication était éta-

blie, par Bar-sur-Aube, entre les deux armées des alliés, Blücher, après avoir donné l'avis de l'approche des Français au généralissime, s'était fortifié sur les hauteurs de Brienne, pour attendre les renforts qu'il le pressait de lui envoyer. Schwartzenberg, répondant à cet appel, avait dirigé sur ce point les gardes russes et prussiennes avec les réserves ; heureusement pour l'armée française, ces troupes d'élite n'arrivèrent pas à temps pour prendre part à l'action.

Les dispositions de Blücher, tant sur les hauteurs où s'élève le château de Brienne, que dans la plaine autour de la ville, arrêtèrent quelque temps l'Empereur, qui crut devoir attendre l'arrivée de toutes ses forces pour attaquer. L'infanterie, retardée par le mauvais état des chemins, était restée en arrière; une partie seulement put rejoindre vers trois heures et demie. L'action s'engagea alors; elle fut terrible et dura jusqu'à cinq heures.

Bientôt le château fut emporté après

une vive résistance, Blücher redoubla d'efforts pour en chasser les Français. Ce fut en vain.

La nuit ne put interrompre ce combat acharné ; à neuf heures du soir, le théâtre principal de l'action était dans la ville, où la mêlée fut affreuse. A onze heures environ, Blücher, averti que son parc d'artillerie était hors d'atteinte à Dienville, jugea convenable de mettre fin à ce carnage inutile ; il commanda la retraite. Ses troupes prirent la direction de Bar-sur-Aube, et les Français restèrent maîtres du château et de la ville.

La nuit était très noire ; l'Empereur, en regagnant son quartier-général, à Maizières, fut assailli par une bande de cosaques ; l'un d'eux menaçait sa vie, quand le général Gourgaud l'abattit aux pieds de Napoléon, d'un coup de pistolet.

La bataille de Brienne fut un beau fait d'armes, mais produisit peu de résultats. La jonction des ennemis était opérée, et la perte des Français, quoiqu'inférieure à celle de l'ennemi, était pour eux, dans

ces momens de crise, d'une grande importance.

Cependant Napoléon n'avait pas de donnée précise sur la position réelle et la direction de la grande armée alliée. Tandis que Blücher s'en approchait en marchant sur Bar, Napoléon, persuadé qu'il fuyait, se mettait à sa poursuite. Mais les Prussiens, parvenus à Trannes le 31, s'y arrêtèrent en rencontrant les corps de Giulay, du prince de Wurtemberg, et les réserves commandées par Barclay de Tolly. Blücher, fort de ces appuis, résolut d'attaquer l'Empereur le 1er février.

L'armée française, au nombre de trente-six mille hommes au plus, avait pris position à la Rothière, et occupait les villages de Dienville, Petit-Mégnil, la Giberie, la Chaise et Morvilliers. Blücher développa, autour d'elle, quatre-vingt-quatre mille fantassins, vingt-deux mille sept cents chevaux, et deux cent quatre-vingt-six bouches à feu.

A la vue de ces formidables apprêts, Napoléon hésita de compromettre sa pe-

tite armée ; il eut un moment l'espérance que ce mouvement n'était qu'une démonstration, dans le but de lui dérober une manœuvre de l'armée principale sur Troyes. Il se disposait même à se diriger sur cette ville, et avait mis en mouvement les réserves du prince de la Moskowa vers le pont de Lesmont, quand il est averti, à une heure après-midi, que l'ennemi s'ébranle sur tous les points, pour une attaque générale. A cette nouvelle, l'Empereur contremande les mouvemens ordonnés, il monte à cheval, et se porte aux avant-postes. La neige tombait en flocons épais et obscurcissait le jour; il était difficile de juger les mouvemens de l'ennemi, qui signalait son approche par une forte canonnade à sa gauche et au centre, et à la droite par une vive fusillade.

Le général Sacken, près de s'emparer de la Rothière, fut repoussé par le général Duhesme et poursuivi par les généraux Piré, Colbert et Guyot; mais après un rude choc, eux-mêmes, ramenés jusqu'à Brienne-la-Vieille, laissèrent au

pouvoir des Russes vingt-quatre pièces d'artillerie de la garde. La Rothière fut alors emportée, et la division Duhesme prisonnière en grande partie.

Le centre des Français enfoncé, l'aile droite, commandée par le général Gérard, résistait encore ; mais le duc de Raguse, vivement pressé à la gauche, commença bientôt à rétrograder. L'Empereur se porta rapidement de ce côté ; sa présence, non plus que ses habiles dispositions, n'y purent rétablir les affaires, et les progrès du général de Wrède continuèrent à répondre, à notre gauche, à ceux de Sacken au centre. L'Empereur jugea dès lors la bataille perdue, et fit des dispositions pour la retraite. Auparavant, une dernière tentative fut encore essayée sur la Rothière, et d'abord elle obtint quelques succès ; mais Blücher en personne repoussa du village la jeune garde, déjà parvenue jusqu'à l'église.

Partout des forces supérieures opposées aux corps français repoussaient leurs attaques, dont le but était de déguiser le

le mouvement général de retraite sur Brienne. L'Empereur, pour contenir du moins l'ennemi, ordonna l'incendie de la Rothière. Alors Ney prit la route de Lesmont : Marmont suivit la même direction, avec la cavalerie du général Donmerc; Victor établit ses bivouacs à Beugné; Oudinot ne s'éloigna du champ de bataille qu'après avoir vu la Rothière en flammes; enfin le général Gérard abandonna le pont de Dienville à minuit.

L'Empereur se retira à Troyes. La bataille de la Rothière, dont l'issue n'avait pas été difficile à prévoir, à forces si inégales, exalta l'ardeur des alliés; ces généraux, qu'il avait tant de fois vaincus, s'enorgueillissaient d'un triomphe qu'ils payaient chèrement.

Une épreuve douloureuse attendait Napoléon à Troyes : c'est là qu'il apprit la défection de Murat. La campagne commençait sous de tristes auspices; l'Empereur se résolut à la terminer par un traité honorable, et le congrès de Châtillon fut résolu : il s'ouvrit aussitôt.

Le duc de Vicence y représentait la France, le comte de Stadion l'Autriche, le comte de Varmosky la Russie, le baron de Humbold la Prusse ; l'Angleterre y comptait trois négociateurs : les lords Aberdeen et Carthcart, et sir Charles Stewart.

CHAPITRE X.

SOMMAIRE : Bâtaille de Champ-Aubert. — Bataille de Montmirail. — Combat de Vauchamp. — Combat de Nangis.

Février. — Mars 1814.

Les hostilités cependant n'étaient pas suspendues, et tandis que les négociations se poursuivaient, l'ennemi pénétrait au cœur de la France.

Napoléon fit encore un pas rétrograde : il plaça son quartier-général à Nogent. C'est là que des courriers venus du Nord l'instruisent de la perte de la Belgique, et de la retraite du général Maison en dedans de l'ancienne frontière. Carnot était

entré dans Anvers, où le bloquait un corps d'Anglo-Prussiens. L'Empereur apprend en même temps que Blücher et Schwartzenberg, encouragés par leurs premiers succès, se sont séparés de nouveau, et marchent à l'envie l'un de l'autre sur Paris. Le Prussien, à la tête de l'armée de Silésie, grossie de renforts considérables, se dirige par la grande route de Châlons, et le prince de Schwartzenberg suit le cours de la Seine.

C'est parmi les alarmes nées de cette position critique que Napoléon reçut du duc de Vicence le protocole des conférences de Châtillon, du 7 février. Les plénipotentiaires délibéraient sous l'influence des événemens militaires qui se passaient autour d'eux. Leurs prétentions croissaient avec l'infortune de nos armes; déjà ils exigeaient, comme condition *sine quâ non*, la réduction de la France à ses *anciennes* limites de 1792.

Le plénipotentiaire français demandait des instructions précises sur les sacrifices qu'il pouvait consentir. Le grand maré-

chal Bertrand et le duc de Bassano pressèrent l'Empereur, les larmes aux yeux, d'accéder à la demande du duc de Vicence, en le laissant toutefois libre de s'écarter de ces instructions, et d'user de la carte blanche qui lui avait été donnée. Il fut décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique, et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait avoir la paix qu'à ce prix. Les instructions du plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens : l'Italie, le Piémont, Gênes, l'état de possession à établir en Allemagne, même les colonies étaient des sacrifices faits d'avance. Napoléon devait signer cette dépêche à sept heures du matin.

Il reçut à cinq heures un rapport sur les mouvemens de l'armée russe et prussienne, qui lui fit juger que des événemens glorieux allaient changer la face des choses : il ajourna se réponse au duc de Vicence, et partit pour Champ-Aubert. La marche de flanc de l'armée de Blücher, que Napoléon épiait en secret,

avait enfin lieu; le moment était devenu favorable pour l'attaquer.

Le 10 février, à la pointe du jour, Napoléon se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, pour couper en deux l'armée alliée. Le duc de Reggio passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Deux divisions françaises tournèrent les positions des alliés qui furent chassés de Baye. La garde impériale se déploya alors dans les plaines de Champ-Aubert: le maréchal Marmont fit enlever Champ-Aubert. Au même instant les cuirassiers chargèrent à droite, et acculèrent les Russes à un bois et à un lac: les alliés se voyant sans retraite, leurs masses se mêlèrent; artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois. Deux mille hommes se noyèrent dans le lac: trente pièces de canon, deux cents voitures, des généraux, des colonels et beaucoup de prisonniers restèrent au pouvoir des Francais.

Notre perte fut légère: les Français re-

trouvaient leur force en reprenant l'attitude offensive. Napoléon, replacé comme eux dans sa vraie position, en calcule tous les avantages, et les poursuit avec son habileté ordinaire.

Le 11, il arrive en avant de Montmirail. Le général Nansouty était en position avec la cavalerie de la garde, et contenait l'armée du général Sacken, qui était accourue pendant la nuit, en apprenant l'échec de Champ-Aubert. Le général York avait également quitté Château-Thierry. A onze heures, les alliés se formèrent en bataille : les divisions françaises arrivaient successivement. Napoléon aurait voulu les attendre toutes, mais à trois heures, la nuit approchant, il fit déboucher le duc de Trévise sur Montmirail. Le général Friant, avec quatre bataillons de la vieille garde; reçut ordre d'attaquer la ferme de l'Epine-aux-Bois, position d'où dépendait le succès de la journée, et que les alliés défendaient avec quarante pièces de canon.

Pour rendre cette attaque plus facile,

Napoléon ordonna au général Nansouty de s'étendre sur la droite, afin d'obliger les alliés à dégarnir leur centre. Au même instant, et dans le même but, Napoléon ordonna de céder une partie du village de Marchais. Alors les troupes russes et prussiennes du centre furent abordées au pas de course par la vieille garde, ayant le maréchal Ney à sa tête. Les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses; l'artillerie ne put plus jouer, mais la fusillade devint effroyable : le succès était encore balancé, lorsque les lanciers, les vieux dragons, les vieux grenadiers de la garde arrivèrent au grand trot sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise s'empara du village de Fontenelle; celui de Marchais fut mis entre deux feux : tout ce qui s'y trouvait fut pris ou tué. En moins d'un quart d'heure, le plus profond silence succéda à la fusillade. Les alliés ne cherchèrent plus leur salut que dans la fuite. Cette

journée, si glorieuse pour les armes françaises, leur coûta encore huit mille hommes tués ou prisonniers : la perte de notre côté fut de deux mille blessés.

L'effet moral de cette bataille fut immense : nos soldats grandissaient avec la victoire, et les ennemis s'effrayaient de retrouver les hommes d'Austerlitz et d'Iéna.

Le lendemain c'était le tour des Prussiens d'être buttus; Napoléon fit poursuivre les alliés sur la route de Château-Thierry : ils soutenaient leur retraite avec huit bataillons qui n'avaient pas donné la veille, étant arrivés trop tard : ces bataillons étaient appuyés par quelques escadrons et par trois pièces d'artillerie.

Le général Nansouty, avec deux divisions de cavalerie, se porta, par un mouvement à droite, entre Château-Thierry et l'arrière-garde des alliés. Le général Letort, avec une division de dragons de la garde, s'élança sur leurs flancs. Toute cette arrière-garde fut enveloppée; on en fit un horrible carnage : deux mille hommes furent faits prisonniers. En ce mo-

ment, le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec deux mille hommes, s'avança à la tête des faubourgs pour protéger les fuyards. Deux bataillons de la garde impériale arrivèrent au pas de course, et les faubourgs furent nettoyés. Alors, la réserve des alliés brûla ses ponts, et s'établit sur la rive droite de la Marne, où elle démasqua une batterie. Les alliés ne pouvant se retirer ni sur la route d'Epernay, ni sur celle de Soissons, qui leur étaient coupées, furent obligés de prendre la traverse dans la direction de Reims.

Blücher, comme étourdi de ces chocs rapides et imprévus, demeurait depuis trois jours immobile aux Vertus.

Le 12 février, il fut rejoint par le corps prussien du général Kleist : il réunit alors les débris des autres corps, et marcha avec vingt mille hommes contre le duc de Raguse, qui occupait Etoles. Ce maréchal n'étant pas en forces suffisantes, se retira sur Montmirail. Napoléon partit le même jour de Château-Thierry, il arriva à huit heures du matin à Montmirail.

Il fit sur-le-champ attaquer les troupes de Blücher, qui venaient de prendre position à Vauchamp. Le maréchal Marmont attaqua ce village; la cavalerie du général Grouchy tourna la droite des alliés, et se porta à une lieue au-delà de leur position, et, pendant que Vauchamp était attaqué vigoureusement et défendu de même, ce général arriva avec sa cavalerie sur les derrières de Blücher. Toute la cavalerie de la garde arrivait en même temps au grand trot : plusieurs carrés de Prussiens furent enfoncés, sabrés ou pris. A deux heures, les Français étaient au village de Fromentières, et avaient fait six mille prisonniers. Blücher, en déroute, arriva à la nuit à Champ-Aubert; mais le général Grouchy y était avant lui.

Toute l'armée de Blücher aurait été prise si le mauvaise état des chemins n'eût pas retardé la marche de l'artillerie. Toutefois, malgré l'obscurité de la nuit, la cavalerie française enfonça et sabra trois

carrés de troupes russes, et poursuivit les autres jusqu'à Etoles.

Dans la journée de Vauchamp, les alliés firent de grandes pertes : dix mille prisonniers, dix pièces de canon et dix drapeaux restèrent au pouvoir des vainqueurs. Ainsi, l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt mille hommes, fut, en quatre jours, battue, dispersée, anéantie.

En partant de Nogent, le 9 février pour manœuvrer sur l'armée de Silésie; l'Empereur avait laissé les corps du maréchal Victor et du général Gérard en avant de Nogent, et celui du maréchal Oudinot à Provins, chargé de la défense des ponts de Bray et de Montereau. Le maréchal Victor ayant appris que plusieurs divisions de l'armée autrichienne s'avançaient sur Nogent, fit repasser la Seine à son corps d'armée; il ne laissa dans Nogent que douze cents hommes qui s'y défendirent pendant deux jours entiers. Les divisions autrichiennes ayant passé à Bray,

le maréchal Oudinot se retira sur la rivière d'Yères, et le maréchal Victor se porta à Nangis.

Napoléon arriva le 16 février sur Yères, et s'arrêta à Guiges. Le lendemain, à la pointe du jour, il marcha sur Nangis. Les alliés furent attaqués aussitôt.

Le général Gérard déboucha sur le village de Mormant; les dragons du général Treilhard, arrivant d'Espagne, le tournèrent par sa gauche; le général Milhuad le tourna par sa droite; le comte Drouot s'avança avec de nombreuses batteries : dans un instant, tout fut décidé; les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés; tout fut pris, généraux, officiers : six mille prisonniers, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons restèrent au pouvoir des Français.

Le 18, le général Bianchi avait pris possession, avec deux divisions autrichiennes et deux divisions wurtembergeoises, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts de la ville.

Le général Chateau l'attaqua vainement, il dut se retirer : les troupes du général Gérard soutinrent le combat toute la matinée. Napoléon arriva au galop sur le champ de bataille, et fit aussitôt attaquer le plateau. Le général Pajol déboucha, chargea les alliés, et les jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les ponts furent passés au pas de charge. Le général Bianchi fut poussé dans toutes les directions, perdit neuf mille hommes, dont quatre mille prisonniers, quatre drapeaux, et six canons. L'armée française défila sur les ponts que les alliées n'avaient pu faire sauter.

L'armée du prince Schwartzemberg se trouva ainsi entamée par la défaite du corps du général Kleist, et par celle des généraux Wittgenstein et Bianchi, qui en faisait partie.

Cette série de triomphes inattendus releva les espérances de Napoléon : au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables, l'armée des alliés avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille

hommes en dix jours. Au lieu d'avoir à sauver la capitale par la paix, il croyait l'avoir sauvée par les armes. L'état des affaires avait changé; il changea de résolution. Il écrivit de Nangis à son plénipotentiaire pour lui retirer ses pouvoirs absolus, et lui ordonner de prendre désormais ses ordres sur tous les points de la négociation : elle se suivit dès-lors dans formes ordinaires.

Il ne s'agissait plus pour Napoléon d'aller au devant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, qu'elles étaient les véritables intentions des alliés, et les sacrifices que, à la faveur des événemens qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

A la fin de février Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On ne pouvait reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions exagérées. Abandonner tout ce que Napoléon avait conquis, il avait le droit d'en faire le sacrifice; aban-

donner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire : il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice les armes à la main, ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Béfort et Besançon, dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était, aux yeux de Napoléon, qu'une capitulation déshonorante.

Des instructions furent donc expédiées au duc de Vicence pour la rédaction d'un contre-projet. La proposition des alliés fut envoyée à l'impératrice avec ordre de la soumettre à un conseil extraordinaire

convoqué à cet effet, et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révolution, et qui avaient été élevés aux grandes fonctions de l'empire. Un seul repoussa le projet avec indignation, comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettait pas aux Français de rester soumis; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité.

Cependant les hostilités continuaient toujours, et ce fut vainement que des commissaires nommés par toutes les parties belligérantes furent réunis à Lusigny pour traiter des conditions d'une suspension d'armes: ils ne purent s'accorder sur la ligne de démarcation. Il fallut se battre tous les jours.

Les débris de l'armée de Blücher s'étaient réunis à Châlons-sur-Marne, où les cadres furent reformés au moyen des réserves et des recrues arrivées de Mayence;

ces nouvelles troupes avaient passé l'Aube à Arcis, et l'armée alliée dite du Nord, composée de quatre divisions russes et d'une division prussienne était venue remplacer, à Reims et à Châlons l'armée de Silésie.

Napoléon était rentré à Troyes; mais il dut bientôt se porter d'un autre côté, où l'armée alliée du Nord faisait des progrès. Les alliés s'étaient divisés en deux corps d'armée; les huit divisions russes de Sacken et Witzingerode avaient pris position sur les hauteurs de Craone, et les corps prussiens sur les hauteurs de Laon. Napoléon arriva le 6 mars devant les Russes: les hauteurs de Craonne furent attaquées et enlevées. Les Russes se retirèrent, et prirent position, le 7, sur une autre hauteur, ayant leur droite et leur gauche appuyées à des ravins, et un troisième ravin devant eux. Un seul passage d'une centaine de toises joignait cette position au plateau de Craonne, mais il était défendu par soixante pièces de canon. Le maréchal Victor, avec deux divisions de la

jeune garde, chassa les Russes de l'abbaye de Vaucler, à laquelle ils avaient mis le feu, et passa le défilé. Le général Drouot le franchit aussitôt avec plusieurs batteries. Au même instant, le maréchal Ney passa le ravin de gauche et déboucha sur la droite des alliés. Pendant une heure la canonnade fut terrible.

Le général Grouchy déboucha alors avec sa cavalerie, et le général Nansouty passa le ravin de droite. Une fois le défilé franchi, et les alliés forcés dans leur position, ils furent poursuivis pendant quatre lieues, et canonnés par quatre-vingts pièces de canon à mitraille, ce qui leur causa une très grande perte; mais les ravins dont ils étaient entourés pendant leur retraite furent cause que la cavalerie française ne put les déborder ni les entamer.

Le lendemain de la bataille de Craonne, le maréchal Ney poursuivit les alliés jusqu'au village d'Etouville. Le 9, les Russes s'étant réunis aux Prussiens, prirent leur position sur les hauteurs de Laon ; Napoléon jugea qu'ils y étaient inexpugnables

et ne crut pas devoir les attaquer. Ses intentions étaient de manœuvrer sur l'Aisne.

Le 13, il arriva sur les hauteurs du Moulin-à-vent, à une lieue de Reims, que le corps russe du général Saint-Priest venait d'occuper.

Ce corps couronnait les hauteurs en avant de Reims. Le maréchal Marmont, formant l'avant-garde française, l'attaqua, et la division du général Merlin cerna et prit plusieurs bataillons de landwehr prussienne. Le général Sébastiani attaqua la ville : les gardes d'honneur chargèrent entre la ville et les Russes, qu'elles jetèrent dans le faubourg. Le général Krasinski ayant coupé la route de Reims à Bery-au-Bac, les alliés abandonnèrent la ville, et se retirèrent en désordre, partie sur Châlons, partie sur Rethel et sur Laon. Les Français firent à cette bataille cinq mille prisonniers, et prirent en outre vingt-deux pièces de canon et cent voitures.

Napoléon, qui n'avait pu encore parvenir à connaître le véritable *ultimatum* des

alliés, envoya de Reims, quelques jours après la bataille de Craonne, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer; avec cette seule restriction, qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits de part et d'autre ne fussent pas le résultat immédiat. Son courrier rencontra le duc de Vicence à quelques lieues de Châtillon. Les alliés avaient fixé, comme à Prague, un terme fatal pour la durée des négociations : elles étaient rompues.

Napoléon marcha alors sur Plancy, par Epernay et la Fère-Champenoise; le 19, il passa l'Aube à Plancy, la Seine à un gué, et fit tourner Mery, qui était occupé par les alliés. Dès ce jour, cette partie de l'armée alliée fut en pleine retraite. Napoléon arriva le 20 à Arcis-sur-Aube; les souverains alliés évacuèrent Troyes et se retirèrent à Bar.

Le duc de Vicence écrivit alors au prince de Metternich, pour lui annoncer que Napoléon venait de le mettre à même de renouer les négociations de la manière

la plus franche et la plus positive, réclama les facilités nécessaires pour arriver jusqu'auprès de ce ministre. Le duc de Vicence se flattait que la paix pourrait être conclue dans moins de quatre jours. Il se rendit aux avant-postes; mais ce fut inutilement qu'il y attendit le laissez-passer qu'il avait demandé. Il ne restait donc plus aucun espoir de négociation.

Le 26 mars, Napoléon attaqua à Saint-Dizier le corps de cavalerie du général russe Witzingerode, qui y avait été laissé, afin de maintenir la ligne d'opérations des alliés, et de faciliter l'arrivée de l'artillerie et des munitions. Les dragons du général Milhaud, et la cavalerie de la garde, commandée par le général Sébastiani, attaquèrent le corps russe, et, après plusieurs charges brillantes, le mirent en déroute, et lui prirent dix-huit pièces de canon et deux mille chevaux.

Napoléon, continuant de poursuivre les alliés, arriva à Troyes le 29 mars; mais le même jour il apprit que les Russes et les Prussiens accouraient, à marches forcées

sur Paris, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour sauver la capitale. L'Empereur et son armée quittèrent Troyes à l'instant même, et se dirigèrent, avec toute la rapidité possible, au secours de Paris.

Mais déjà les alliés étaient aux portes de la capitale. Dès le 29, ils s'étaient dirigés de Meaux sur la capitale, divisés en trois grandes colonnes principales; celle de l'armée de Silésie, par la route de Charny, Mory, et Aunay; le centre, composé des gardes, des réserves et du corps du Rayewski, s'avança par Claye; la gauche, formée des Wurtembergeois, du Giulay et des grenadiers autrichiens, suivit le chemin de Charmentré et de Chelles.

C'est dans cet ordre, qu'une armée de trois cent mille combattans s'approchait de Paris sans défense. Elle inondait aux approches de la nuit, toute la plaine au nord de la capitale, en déployant ses masses sur une ligne immense.

Les souverains établirent leur quartier-général à Bondy; les troupes de Blücher s'étendaient à droite, de Villepinte à

Grand-Drancy et au Bourget; celles du prince de Wurtemberg, autour d'Annet; enfin, à gauche, Romainville et Pantin furent occupés par le corps de Rayewski et la cavalerie de Palhen.

Tout annonça pour le lendemain une bataille sanglante. Les destins de l'Empereur et l'avenir de la France allaient se décider sous les murs de Paris.

FIN DU TOME SEPTIÈME.

TABLE DES MATIÈRES.

FIN DE LA TABLE.

HISTOIRE

DE NAPOLÉON.

TOME VIII.

IMPRIMERIE DE J. BOUDON-CARON,
A AMIENS.



DÉBARQUEMENT A CANNES.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON.



PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE, ÉDITEURS

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

HISTOIRE POPULAIRE

DE

NAPOLÉON

ET DE

LA GRANDE ARMÉE,

PAR M. HORACE RAISSON.

TROISIÈME ÉDITION.

On parlera de sa gloire
Sous le chaume bien long-temps.
L'humble toit dans cinquante ans
Ne connaîtra pas d'autre histoire.

BERANGER.

TOME HUITIÈME.

PARIS,

JULES LEFEBVRE ET COMPAGNIE,
RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18.

1830.

HISTOIRE POPULAIRE
DE NAPOLÉON
ET DE
LA GRANDE ARMÉE.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE : Bataille de Paris.

Napoléon ne pouvait se dissimuler qu'une marche, ou, comme il l'appelait, un *hourra* sur la capitale ne fût le principal but des alliés. Tous les mouvemens en avant, faits par Blücher ou par Schwartzenberg, n'avaient que ce seul but. Ils laissaient derrière eux l'armée française entière agir sur la ligne de communication avec l'Allemagne. L'empereur pensa que son mouvement en arrière,

quoique l'écartant de la capitale, qu'il pouvait exposer à une alarme passagère, ne compromettrait pas sérieusement la sûreté de cette ville.

Il passa donc la Marne le 22 mars, sur un pont de radeaux construit à Frigincourt, et continua ensuite sa marche vers la frontière orientale.

Pendant ce temps, il s'était passé dans les environs de Lyon, des événemens d'une haute importance : les renforts envoyés par les Autrichiens sous le général Bianchi, et les corps de réserve amenés par le prince de Hesse-Hombourg, avaient rétabli leur supériorité sur l'armée d'Augereau, qu'ils repoussèrent, le 11 mars, et le 18 à Saint-George. Lyon, ainsi découvert, avait ouvert ses portes à Bianchi. Mais Napoléon n'était pas instruit de ces événemens, et il poursuivait son mouvement vers la frontière, croyant pouvoir compter sur la coopération de l'armée de Lyon. Ainsi, quoique le mouvement de l'Empereur sur Saint-Dizier fût une exception aux règles

ordinaires de la guerre, et qu'il ait mis les alliés en état de concevoir et d'exécuter le projet audacieux qui amena la fin de la campagne, il n'était pas, dans l'origine, sans chances de succès.

Les alliés, qui s'étaient déterminés, dans leur dernier conseil, à tenter une marche sur Paris, ne surent d'abord comment expliquer la disparition de Napoléon. Cette circonstance occasionna quelque hésitation et quelque perte de temps. Enfin ils interceptèrent un courrier français, et les dépêches dont il était porteur, et qu'il adressait à son gouvernement à Paris, les mirent en état de conjecturer le véritable motif et la direction de sa marche. Une lettre écrite par l'Empereur, de sa propre main, à Marie-Louise, confirma la certitude de cette information. Malgré ce changement inattendu de chances, les alliés n'en persistèrent pas moins dans la résolution hardie qu'ils avaient déjà prise.

Une circonstance où Napoléon ne put

s'empêcher de voir marqué le doigt de la fortune, encouragea la hardiesse des alliés, et les engagea surtout à poursuivre leur hasardeuse entreprise : Un courrier fut intercepté ; le paquet dont il était porteur informait Napoléon de la descente des Anglais en Italie ; de l'entrée des Autrichiens à Lyon ; de la situation critique d'Augereau ; de la déclaration de Bordeaux en faveur de Louis XVIII ; du mouvement de Wellington sur Toulouse ; de l'état de mécontentement de l'esprit public, et de l'épuisement des ressources nationales. La plupart de ces nouvelles étaient inconnues aux souverains alliés et à leurs généraux, elles décidèrent peut-être de l'attaque de la capitale.

Napoléon, tout en se retirant vers l'est, se préparait à tomber sur l'arrière-garde des alliés, mais il était nécessairement exposé lui-même au risque que ce mouvement avait pour but de faire courir à l'ennemi ; celui de voir ses communications coupées et ses convois interceptés.

Marmont et Mortier, qui se retiraient devant Blücher sur la Marne, avaient ordre d'avancer sur Vitry; ce mouvement les aurait placés sur les derrières de Schwartzenberg, s'il avait pris le parti de s'éloigner de la ligne de l'Aube, comme Napoléon s'y attendait. Mais les alliés avaient adopté une marche bien différente de celle que l'Empereur avait supposé; les deux maréchaux se trouvèrent à l'improviste en face de la grande armée autrichienne, près de La Ferté-Champenoise. Ils furent forcés de tenter de faire leur retraite sur Sezane, et en l'effectuant ils furent harcelés par la cavalerie nombreuse des alliés, qui leur causa de grandes pertes.

Tandis que toute la cavalerie harcelait les maréchaux, l'infanterie des alliés s'approchait de La Ferté-Champenoise, quand on entendit dans les environs un feu bien nourri: l'on vit bientôt paraître une colonne considérable d'infanterie, marchant en carrés, poursuivie et chargée, à plusieurs reprises, par des escadrons de ca-

valerie de l'armée de Silésie. Ce corps d'infanterie, composé de cinq mille hommes, venait de Paris avec un convoi considérable de provisions et de munitions. Il se rendait à Montmirail, quand il fut découvert et attaqué par la cavalerie de Blücher. Hors d'état de lui tenir tête, il changea sa marche, et chercha à gagner La Ferté-Champenoise, dans l'espoir d'y trouver, soit l'Empereur, soit Marmont et Mortier. Ce corps était composé de conscrits et de gardes nationaux qui n'avaient jamais vu le feu. Mais ni l'extrémité à laquelle ils étaient réduits, ni leur surprise en rencontrant d'abord une armée ennemie, puis une seconde, ne purent déterminer ces braves jeunes gens à se rendre. Rappatel, aide-de-camp de Moreau, que l'empereur Alexandre avait conservé en la même qualité, fut tué d'un coup de feu tandis qu'il essayait, par ordre de ce monarque, de faire comprendre à ces troupes l'impossibilité de la résistance. Le frère de Rappatel servait dans la com-

pagnie d'où partit le coup qui tua ce malheureux officier. Enfin l'artillerie tonna de toutes parts contre les Français : escadrons sur escadrons les chargèrent tour à tour ; la résistance fut héroïque, l'ennemi ne fit pas un prisonnier ; le convoi fut pris, tout ce qui formait l'escorte fut tué ou blessé.

Les alliés continuèrent ainsi à s'avancer vers Paris, mais les divisions de Mortier et de Marmont se séparèrent en deux corps qui se retirèrent l'un sur Meaux, l'autre sur Lagny.

Deux affaires malheureuses eurent lieu à La Ferté-Champenoise et à Lagny. Entourés et écrasés comme ils l'étaient par le nombre, il fallait que les soldats eussent autant de bravoure et de dévoûment que les chefs avaient d'habileté pour empêcher la désorganisation totale de l'armée.

Cependant Blücher s'approchait de Meaux, la garnison, qui faisait partie de l'armée de Mortier, l'évacua en faisant

sauter le magasin à poudre. C'était le 28 mars, et dans la soirée du même jour l'avant-garde de l'armée de Silésie s'avança jusqu'à Claye. Marmont et Mortier se retirèrent alors sous les murs de Paris.

Les armées alliées continuèrent à poursuivre le grand but de leurs opérations, et toutes leurs forces s'avancèrent en colonnes par les trois grandes routes de Meaux, de Lagny et de Soissons. Les princes eurent enfin sous les yeux cette capitale dont le souverain et ses soldats avaient si long-temps dominé dans les leurs; ce Paris, la capitale du monde.

Depuis plusieurs jours, Paris était sans nouvelles de l'Empereur, et le récit de ses derniers triomphes avait trouvé peu de créance; tout à coup une foule de villageois se présente avec toutes les marques du désespoir aux barrières de Paris; ils fuyaient devant les barbares du Don et les farouches soldats de Blücher. Tous leurs rapports annoncent l'arrivée des ennemis par

nués innombrables; ils les ont vus en marche sur Paris; ce soir ils camperont sous les murailles de la ville!

Ces récits répandent l'alarme dans la capitale, où déjà circulaient des nouvelles inquiétantes; l'Impératrice et le roi de Rome vont, dit-on, se réfugier derrière la Loire; les ministres y doivent aussi chercher un abri; le gouvernement sera transféré à Blois.

Le 29 mars, en effet, à la pointe du jour, Marie-Louise et son fils prennent le chemin de Versailles, escortés d'une partie de la garde; d'autres troupes sont dirigées sur Meaux. Il ne reste, pour la défense de la ville, que six cents soldats de la garde et trois cents cavaliers, commandés par le général Ornano.

Mais vers midi, l'on apprend que les ducs de Raguse et de Trévise, pressés de près par les alliés, viennent de se montrer au sud-est. Ils cantonnent leurs troupes: Marmont à Saint-Mandé, Vincennes,

Charonne, Montreuil; et Mortier, à Charenton, Conflans, Bercy et Picpus.

Joseph, à qui Napoléon a confié le commandement des forces de la capitale, adresse alors aux habitans la proclamation qui les appelle aux armes : « Citoyens de Paris, une colonne ennemie
» s'est portée sur Meaux. Elle s'avance par
» la route de l'Allemagne; mais l'Empe-
» reur la suit de près à la tête d'une armée
» victorieuse. Le conseil de régence a
» pourvu à la sûreté de l'Impératrice et
» du roi de Rome; *je reste avec vous....*
» l'Empereur marche à votre secours. Se-
» condez le par une courte et vive résis-
» tance, et conservons l'honneur français! »

Il était nuit encore quand Joseph, du Luxembourg, vint s'établir à Montmartre avec son état-major, le 30 au matin, dans un pavillon qui dominait la plaine au nord de Paris. A cinq heures, le canon grondant de ce côté, sur une ligne étendue, annonça aux Parisiens que le combat était engagé.

La garde nationale était déjà sous les armes. Le duc de Conégliano harangue les soldats citoyens ; à sa voix ils marchent à l'ennemi. L'amour de la patrie, la juste horreur du joug étranger, enflammaient leurs courages, que soutenait aussi l'espoir du prochain retour de Napoléon. Tous leurs vœux appelaient alors le grand guerrier, dont le seul aspect eût glacé d'effroi l'ennemi. Le duc de Conégliano distribue la garde citoyenne sur tous les points de la ligne.

Les troupes du duc de Raguse tenaient déjà les positions de Romainville et de Pantin ; celles du général Compans couronnaient le plateau entre ce point et les prés Saint-Gervais. Le duc de Trévise avait un long trajet à faire pour s'établir dans la position qui lui était assignée, depuis le canal de l'Ourcq jusqu'à la Chapelle ; il n'y parvint qu'un peu tard. Heureusement, de ce côté, Blücher encore immobile ne se montrait sur aucun point ; Mortier, ne trouvant devant lui que le

corps du comte de Langeron, se porta en avant sur le village d'Aubervilliers.

De la barrière de Clichy jusqu'à celle de Neuilly, l'enceinte et les faubourgs extérieurs n'étaient défendus que par la garde nationale.

La bataille de Paris fut une des plus terribles de cette campagne. Sur tous les points, on y combattit avec un acharnement qui tenait de la fureur; partout l'ennemi fut vigoureusement repoussé. L'armée fit des prodiges; les généraux avaient dû compter sur la bravoure des Parisiens, mais ils ne s'attendaient pas que des citadins inhabiles au maniement des armes, sans expérience des combats, eussent rivalisé de valeur et de constance avec les vieilles bandes de Marengo et d'Austerlitz. Placés en tirailleurs sur les flancs de l'ennemi, une partie des gardes nationales contribua puissamment au succès des premiers momens du combat; un grand nombre furent blessés, plusieurs tués sur la place.

Cinq cents élèves de l'École Polytechnique et du Lycée impérial, formés en compagnie d'artillerie, étaient répartis avec les gardes nationales sur plusieurs points de la ligne, depuis la barrière du Trône, par Belleville, Ménil-Montant et la butte Saint-Chaumont, jusqu'à Clichy. Partout ils offrirent à l'armée le spectacle d'une bravoure héroïque ; leur sang-froid et leurs talens précoces furent un objet de surprise et d'admiration, autant pour l'ennemi, dont ils écrasaient les masses, que pour les Français protégés par le feu de leurs batteries.

Barclay de Tolly ne s'était pas attendu à cette vigoureuse résistance : à onze heures, il donna un moment de relâche à ses troupes. Le duc de Raguse se maintenait dans ses positions, et n'avait cédé que le village de Montreuil. Le duc de Trévise occupait la plaine de Saint-Denis, et disputait Aubervilliers au corps de Langeron. A ce moment de la journée, le capitaine Peyre, tombé la veille au pouvoir de l'ennemi, et

renvoyé par Schwartzenberg avec ses proclamations, vint faire son rapport à Joseph : il confirma le bruit déjà parvenu au quartier-général, que toute la masse des forces alliées était aux portes de Paris.

Mais l'armée de Silésie entrait alors en ligne, et menaçait à la fois La Chapelle, La Villette et Aubervilliers.

Joseph s'effraie alors. Napoléon s'était mépris, en confiant un poste si important au plus faible de ses frères; au lieu d'affronter le péril, il abandonne son poste d'honneur, et adresse aux ducs de Raguse et de Trévise l'autorisation de capituler pour la ville et pour leurs troupes.

L'arrivée du feld-maréchal avait changé la face des affaires : bientôt le combat se rengagea avec plus de fureur; le centre de Marmont fut enfoncé à Romainville par les Russes; et le prince royal de Wurtemberg ayant fait aussi des progrès du côté de Charenton et de Bercy, menaça de près les barrières.

Cependant, au plus fort de la bataille,

les munitions manquent à nos artilleurs, et l'ennemi, enhardi par le silence des batteries, charge les redoutes, et les emporte sur presque tous les points.

Les alliés alors redoublent d'efforts; la valeur française, inutilement prodiguée, ne suffit plus contre cette immense supériorité de nombre, et toute l'armée semble parler par l'organe de ce vaillant grenadier, qui, tombant blessé d'un coup mortel, aux avant-postes, s'écria douloureusement. « Ah! ils sont trop! »

Marmont défendait, pied à pied, en personne, les hauteurs de Belleville; mais acculé contre l'enceinte de Paris, il voit que déjà l'ennemi jette, de Charonne et de Ménil-Montant, des obus dans la ville. Il se hâte alors d'informer de sa situation le duc de Trévise, opposé, dans la plaine, à Blücher, et, comme lui, accablé par le nombre.

Il fallut se résoudre à demander une capitulation.

Il était cinq heures. Une maison de La

Villette fut désignée pour la conférence ; les deux maréchaux s'y rendirent immédiatement. L'empereur Alexandre y envoya son aide-de-camp, le comte Orloff, et le ministre Nesselrode ; le comte de Paer, aide-de-camp de Schwartzenberg, s'y présenta au nom du généralissime, et Paterson pour le commissaire anglais. En même temps, des officiers d'état-major de l'une et l'autre armée parcouraient toute la ligne en parlementaire, et précédés de trompettes, pour suspendre les hostilités.

C'est seulement au moment où Paris succombe que Napoléon apprend le péril dont il est menacé : aussitôt il s'élance, gagne Troyes par une marche forcée ; et l'armée, qu'il entraîne sur ses pas, le suit jusqu'à Villeneuve-sur-Vannes. Là, certain que la route est libre, et ne pouvant plus maîtriser son impatience, il monte dans une voiture de poste avec le prince de Neufchâtel et le duc de Vicence, et vole vers Paris. C'était le 30, vers cinq heures, au moment même où sa destinée achevait de

se décider dans le dernier combat de cette mémorable campagne. A dix heures du soir, près de toucher au but, sa voiture s'arrête à la voix du courrier qui la précède. Napoléon s'étonne; il reconnaît le lieu: c'est un village en avant de Fromenteau, c'est la Cour de France; on ouvre la portière, et sa surprise redouble à la vue des troupes dont il est entouré. L'obscurité ne permet pas de distinguer les uniformes ; le courrier se hâte d'instruire l'Empereur que c'est la tête de la colonne des troupes des maréchaux Marmont et Mortier. Le général Béliard s'avance; Napoléon se précipite de la voiture, impatient de l'interroger. Les réponses rapides du général apprennent à l'Empereur la bataille de Paris, les événemens militaires qui l'ont précédée, le départ de l'Impératrice et du roi de Rome.... Tout est perdu !

Cependant Béliard assure que la capitulation n'est arrêtée que verbalement, et

qu'à son départ rien n'était encore signé ! L'Empereur est frappé de cette remarque ; peut-être est-il encore temps d'intervenir à ce traité. Il expédie, sur-le-champ, Caulaincourt avec des instructions, et consent à suspendre sa marche jusqu'au retour de son envoyé. Napoléon s'arrête donc à la *Cour de France*, et veille en attendant des nouvelles.

Enfin, à quatre heures du matin, arrive un courrier du duc de Vicence; une certitude accablante succède à la plus douloureuse anxiété. Tout est consommé ; après de longs débats, la capitulation a été signée à deux heures après minuit.

Les troupes françaises doivent évacuer Paris à sept heures du matin, et les hostilités ne recommenceront qu'à neuf.

Napoléon donne alors avec calme les ordres les plus pressans. Les troupes prendront position aux environs d'Essonne et sur les hauteurs de Longjumeau, au fur et à mesure qu'elles arriveront de Paris ;

pour lui, il part pour Fontainebleau, où il va recueillir ses esprits et se préparer aux grands événemens que la journée du lendemain doit voir éclore.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE : Napoléon à Fontainebleau. — Trahison du duc de Raguse.—Traité de Paris.

Avril 1814.

Tandis que ces affligeans événemens venaient renverser toutes les prévisions, toutes les espérances de Napoléon, Paris était plongé dans la plus cruelle anxiété.

Le canon avait cessé de gronder, mais on ignorait encore si quelque accord avait eu lieu; la population entière passa la nuit sur pied.

Placés au point le plus élevé de la colline Saint-Chaumont, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse contemplaient enfin, à leurs pieds, Paris dont l'abaissement vengeait l'humiliation de Berlin et les ruines

de Moscou ! Ils retournèrent à leur quartier général de Bondy.

Bientôt le préfet de la Seine et le préfet de police, chargés du gouvernement de la ville, depuis le départ des ministres se rendirent à Bondy.

Ces magistrats furent admis, à la pointe du jour, en présence de l'empereur Alexandre, qu'ils trouvèrent entouré de sa cour militaire. Le but principal de leurs supplications concernait la garde nationale : ils demandaient qu'elle fût admise à remettre militairement les barrières aux troupes alliées, et qu'elle conservât ses armes et son organisation, pour maintenir la police dans ces momens critiques, parmi de si grandes agitations. Alexandre se rendit à tous leurs désirs.

Les alliés firent leur entrée dans Paris.

L'aspect d'une armée étrangère attristait trop vivement la population pour n'être pas remarqué des souverains : un petit nombre de royalistes firent cepen-

dant entendre quelques acclamations sur leur passage.

L'empereur Alexandre s'arrêta à l'hôtel de M. Talleyrand : un conseil y fut aussitôt réuni, où furent appelés les ministres étrangers, et ceux des royalistes français qui, en trahissant Napoléon, avaient favorisé les succès des alliés.

Bientôt un gouvernement provisoire fut créé à Paris, et le sénat décrêta la déchéance de l'Empereur.

Ces tristes nouvelles parviennent à Fontainebleau avec la rapidité de l'éclair; on hésitait cependant avant d'oser en informer Napoléon.

Enfin Ney, Lefèvre, Oudinot, Caulaincourt, Maret, Bertrand, Macdonald, Berthier, se hasardèrent à se présenter ensemble devant lui. Ney porta la parole, et s'autorisa des actes du sénat et du gouvernement provisoire pour le presser de descendre volontairement du trône. A l'aspect de cette ligue, inopinément formée

contre lui, par ses anciens compagnons d'armes et de bonne fortune, Napoléon fut ébranlé. Il crut aux paroles de Ney déclarant qu'il exprimait le vœu de l'armée; il ajouta foi aux lettres de Paris, produites par Macdonald, et qui présentaient sous un jour défavorable les dispositions de la capitale. Tous paraissaient effrayés de la guerre civile, tous concluaient à l'abdication, terme assuré des maux de la patrie. Napoléon, vaincu, céda enfin à leurs instances; il écrivit : « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France, et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice, et du maintien des lois de l'Empire.

» Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814. « Napoléon. »

Mais Alexandre, au nom de tous les souverains de l'Europe, avait pris l'engagement formel de ne traiter avec aucun membre de la famille impériale; ainsi, quelque grand que fût le sacrifice conditionnel de Napoléon, il était encore douteux qu'on voulût l'accepter.

L'Empereur résolut donc d'envoyer à Paris des plénipotentiaires, chargés de défendre les intérêts de sa dynastie au tribunal des rois. Et d'abord il choisit le duc de Vicence, et les maréchaux Ney et Macdonald; il pouvait s'en fier à leur zèle et à la sincérité de leur parole; il voulut, toutefois, que son ancien compagnon d'armes, son aide-de-camp de prédilection, Marmont, se joignît à eux pour plaider sa cause.

Ce maréchal commandait douze mille hommes à Essonne; c'était l'avant-garde de l'armée, sa plus solide défense. Napoléon ordonna aux trois négociateurs de lui faire part de l'état des choses, en traver-

sant ce bourg, et de l'engager à les accompagner à Paris.

L'embarras évident de Marmont, en recevant cette ouverture, provoqua, entre lui et les négociateurs, une explication dans laquelle il avoua qu'il était en pourparler avec le généralissime Schwartzenberg, alors à Chevilly.

Les plénipotentiaires de Napoléon, arrivés à Paris dans la nuit du 4 au 5, furent admis sans délai en présence d'Alexandre; les membres du gouvernement provisoire firent partie de ce conseil; le général Dessoles, commandant de la garde nationale, y fut également appelé, ainsi que le comte Pozzo di Borgo.

Alors furent agitées les questions qui allaient décider du destin de la France. Il s'agissait d'opter entre la régence et le rappel des Bourbons. Ce n'était plus seulement le vœu équivoque de Paris, ni le vœu de la France représentée par trois ecclésiastiques; c'était aussi le vœu de l'armée qu'il était question d'écouter et de juger. Alexan-

dre voulait connaître la disposition réelle des esprits.

La régence et la royauté se trouvèrent donc en présence, et les débats furent animés.

L'avantage fut tout entier aux négociateurs de Napoléon. Ils combattirent avec énergie tous les argumens fallacieux de Talleyrand, toutes les pusillanimes terreurs du général Dessolles, et quand le conseil se sépara, les royalistes conservèrent bien peu d'espérance : Alexandre hésitait : un événement hors de toute probabilité vint changer la face des affaires, et motiver une détermination qui semblait impossible.

Dans un seconde audience, Ney et Caulaincourt, dans la même nuit, faisaient valoir, de nouveau avec avantage, les considérations déjà favorablement accueillies, Alexandre paraissait entraîné.... Un aide-de-camp du généralissime est introduit, et remet au souverain une dépêche qu'il ouvre à l'instant : « Messieurs, dit-il aux négo-
» ciateurs après l'avoir lue, vous vous

» autorisez du vœu de l'armée, le con-
» naissez-vous bien? savez-vous ce qui se
» passe? »

Ils apprirent alors que le corps du maréchal Marmont, qui défendait seul à Essonne la route de Fontainebleau, venait d'ouvrir ce chemin aux troupes alliés, et de leur livrer, pour ainsi dire, la personne de Napoléon, en passant au nombre de douze mille hommes, dans les rangs des Autrichiens et des Russes.

Ainsi, ajouta l'empereur Alexandre, l'armée, à laquelle on prêtait, dans le conseil, des vœux et un langage si favorables à la cause de Napoléon, vient de manifester, par une action éclatante et décisive, les sentimens véritables qui l'animent. Elle abandonne Napoléon sans défense; elle tourne ses armes contre lui.

Il n'y avait pas de réponse. La trahison de Marmont avait décidé de la cause de l'Empereur. Les maréchaux et Caulaincourt furent chargés d'annoncer à Napoléon qu'il fallait descendre du trône.

Ce fut en retournant à Fontainebleau, que les maréchaux purent seulement s'instruire des événemens incroyables qu'Alexandre leur avait annoncés.

Les soldats français ne s'étaient pas déshonorés en livrant lâchement leur Empereur : voilà ce qui s'était passé.

Nous avons dit que, le soir du 4 avril, Ney, Macdonald et le duc de Vicence, s'étaient arrêtés à Essonne pour conférer avec Marmont ; et que ce maréchal troublé, après l'aveu de ses pourparlers avec Schwartzenberg, leur avait donné l'assurance que rien n'était encore arrêté entre lui et le généralissime.

Malgré cette assertion positive, le moniteur n°. 97 de 1814 a publié la convention suivante, signée dans le cours de cette même journée du 4 avril, à Chevilly, par Marmont et Schwartzenberg.

« Art. 1er. Les troupes françaises, qui par suite du décret du sénat du 2 avril quitteront les drapeaux de Napoléon Bonaparte, pourront se retirer en Normandie,

avec armes, bagages et munitions, et avec les mêmes égards et honneurs militaires que les troupes alliées se doivent réciproquement.

» 2. Si, par suite de ce mouvement, les événemens de la guerre faisaient tomber entre les mains des puissances alliées la personne de Napoléon Bonaparte, sa vie et sa liberté seront garanties dans un espace de terrain, et dans un pays circonscrit, au choix des puissances alliées, et du gouvernement français. »

Le duc de Raguse avait suivi de près les plénipotentiaires à Paris, et confié le commandement de son corps d'armée au général Souham, que l'Empereur fit appeler à Fontainebleau dans la nuit du 4 au 5; il est probable que Napoléon ayant changé de dessein, à l'égard de la marche sur la capitale, mandait ce genéral afin de lui donner de nouveaux ordres. Mais Souham, confident de Marmont, et qui avait adhéré à la convention de Chevilly, fut alors frappé de l'idée que le mystère de ce traité

venait d'être révélé à l'Empereur ; et que c'était un juge irrité qui lui commandait de venir rendre compte d'une action criminelle.

Effrayé, ce général assemble ceux des chefs que l'on avait cru pouvoir mettre sans danger dans le secret, on délibère, et le résultat de cette conférence est de précipiter l'exécution d'un complot découvert. Au milieu de la nuit, le corps se mit en marche en suivant la route qui conduit à Versailles. Les soldats croyaient aller combattre; mais le jour venu, ils virent avec surprise que, partout cernés au milieu de l'immense armée ennemie, ils traversaient paisiblement les cantonnemens russes; en même temps, deux régimens de cavalerie wurtembourgeoise, marchant à distance, de droite et de gauche dans une direction parallèle à la ligne qu'ils suivaient, semblaient l'escorte qui les conduisait prisonniers.

L'indignation de ces braves gens éclata alors; le désespoir, l'effroi du déshon-

neur leur inspirèrent des discours véhémens dont la mâle éloquence étonna les généraux, le soldat ne voulait pas partager leur crime, ils tremblèrent qu'il ne leur fit expier son déshonneur.

Jusqu'alors ce corps ignorait encore l'importance de sa désertion involontaire: il l'apprit à Versailles. Réunis sur la place d'armes, on vit alors les soldats s'agiter violemment; des cris douloureux s'élèvent de toutes parts. Bientôt ce sont des transports de fureur; les officiers arrachent leurs épaulettes et brisent leurs épées, les soldats jettent leurs armes, les foulent aux pieds avec rage; de généreuses larmes coulent de tous les yeux. Les généraux s'efforcent en vain de se faire entendre; des milliers de voix les accusent de trahison; saisis de frayeur, ils fuient; on les poursuit; des coups de feu sont dirigés sur eux.

Dans ce désordre, un seul vœu se manifeste, celui de courir au secours de l'Empereur, mais il manque un centre où

ces désirs énergiques viennent converger, et ce n'est que le soir que tous se mettent en marche sur Fontainebleau. Dans la nuit, ils arrivent à Mantes.

Dans ces étranges événemens, Napoléon, surpris des retards de Souham, lui avait envoyé un aide-de-camp pour lui réitérer l'ordre de se rendre immédiatement à Fontainebleau. A l'approche du jour, cédant au besoin du repos, il venait de s'enfermer pour s'y livrer quelques instans, quand le général Gourgaud se présente; il revient d'Essonne; il rapporte des nouvelles : Marmont a fait son traité particulier, son corps d'armée a quitté ses positions, il a passé tout entier à l'ennemi..... Les atteintes du sénat n'avaient inspiré que du mépris à Napoléon, les reproches de ses maréchaux l'avaient irrité, ce dernier coup le frappa au cœur.

Le duc de Trévise, averti à temps du mouvenent des troupes de Marmont, s'était hâté de remplir le vide que cette grande défection laissait dans la ligne de

défense; il avait couvert Essonne et les autres points abandonnés, avant que l'ennemi s'en fût emparé. On attendit dans cette position le retour des plénipotentiaires; l'anxiété était générale. En revenant, Ney, Macdonald et le duc de Vicence s'étaient arrêtés à Chevilly, quartier-général de Schwartzenberg, afin de conclure, avec l'autorisation d'Alexandre, une suspension d'armes.

Les alliés occupèrent donc la rive droite de la Seine, depuis son embouchure, et les limites méridionales des départemens de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, du Rhône et de l'Isère, jusqu'au Mont-Cenis.

Par cette convention, Napoléon, avec une armée réduite à moins de vingt-cinq mille hommes par la défection de Marmont, se trouva cerné de toutes parts par la masse incessamment croissante de tous ses ennemis.

Le péril était imminent: il fallait une

résolution prompte et forte, et cependant l'esprit de Napoléon flottait incertain pour la première fois. Du parti qu'il allait prendre dépendait tout l'avenir.

Il était encore à la tête de quarante à cinquante mille soldats, les meilleurs, les plus dévoués de l'univers; il pouvait à son gré maîtriser les généraux infidèles, ou les expulser sans inconvénient. Trois partis se présentaient à son esprit : le premier était de rentrer à Paris; car il ne pensait pas qu'il existât un général assez hardi sur la terre pour oser le combattre avec cette immense capitale sur ses derrières. Il ne doutait pas que toute la population ne s'insurgeât à sa voix : il espérait se recruter de cent ou deux cent mille hommes; mais les alliés, en se retirant, eussent pu brûler Paris, et ce désastre eût été considéré comme son ouvrage. Ce n'est pas que l'incendie de Paris n'eût pu devenir au fond le salut de la France, comme l'incendie de Moscou avait été celui de la Russie; mais Napoléon pensait qu'il est de

ces sacrifices qu'il n'appartient qu'aux intéressés seuls d'exécuter.

Le second parti était de gagner l'Italie, en ralliant les vingt-cinq mille hommes de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le général Grenier ramenait de ce royaume, les quinze mille du maréchal Suchet, et les quarante mille du maréchal Soult; mais ce parti était désespéré, offrait-il un résultat analogue. Ce théâtre était éloigné, les esprits eussent eu le temps de se refroidir; et puis ce n'était plus la France; or, ce sol sacré pouvait seul porter les Français aux prodiges devenus indispensables.

Aucun de ces deux premiers partis ne parut praticable : restait le troisième, qui consistait à disputer le terrain pied à pied. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie; il aurait long-temps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix, il

n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de la nation. Après avoir tout fait pendant vingt ans pour le bonheur et la gloire de la France, il se décida à remettre à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

Il signa donc, le 6 avril, son abdication en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'Empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses enfans au trône de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France.

» NAPOLÉON. »

CHAPITRE III.

SOMMAIRE : Abdication. — Adieux de l'Empereur à la garde impériale.

Avril 1814.

Le vœu du parti royaliste avait triomphé. Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi, était appelé à occuper sur le trône de France la place que la chute de Napoléon laissait vacante.

Il restait à fixer le sort de l'Empereur.

Un traité particulier fut signé le 11, entre le prince de Metternich, et les plénipotentiaires; il le ratifia le 13, à Fontainebleau.

Le bruit de ce grand événement fut bientôt répandu dans le palais et dans l'armée. Les soldats restèrent à leur poste; les courtisans prirent la fuite. On vit les

amis et les serviteurs de Napoléon, malheureux, s'éloigner de lêur prince comme les feuilles de l'arbre flétri; et d'autres, que la honte retenait encore près de sa personne, n'attendre plus que quelque prétexte, comme le pilote attend un vent propice, pour partir.

La défection gagna tous les rangs, depuis Berthier jusqu'au valet de chambre Constant (1). Depuis Yvan jusqu'au mameलouk Roustant : le départ de Berthier doit être remarqué : Il demanda la permission de se rendre à Paris, pour quelques affaires, disant qu'il reviendrait le lendemain. « Il ne reviendra pas, dit Napoléon avec calme au duc de Bassano.—Comment! s'écria le ministre, seraient-ce ses adieux? — Je vous dis que oui : il ne reviendra plus. »

Cependant de nobles cœurs, s'ouvrant à des sentimens généreux, relevèrent la di-

(1) On annonce aujourd'hui au public des Mémoires de Constant. Quelle foi méritent les récits apocryphes de ce valet qui a fui son maître le jour même de sa chute?

gnite de l'homme aux yeux de Napoléon, trop enclin à la méconnaître depuis qu'il observait du haut d'un trône. Bertrand, Drouot, Cambronne, s'attachant plus étroitement à lui par l'infortune, voulurent le suivre et partager son exil. Ses regards purent encore se reposer avec consolation sur un groupe d'amis fidèles : Maret, Béliard, de Bussi, Anatole Montesquiou, Gourgaut, Fouler, Fain, de Laplace, Lelorgne d'Ideville, Mesgrigny, de Turenne, Jouanne, Atalin, ne le quittèrent plus jusqu'au moment de son départ.

Par le traité du 11, Napoléon et Marie-Louise conservaient les titres d'Empereur et d'Impératrice.

L'île d'Elbe lui était accordée pour résidence et comme principauté indépendante, avec deux millions de revenus en rentes sur le grand-livre de France. Les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla furent donnés en toute propriété et souveraineté à Marie-Louise, et après elle

à son fils, qui dut prendre immédiatement le titre de prince de Parme.

Plusieurs articles assignaient des domaines et des rentes, sur le trésor de France, à tous les membres de la famille impériale, et un établissement au prince Eugène. Les autres dispositions étaient relatives à son voyage et à l'escorte chargée de l'accompagner jusqu'au lieu du débarquement. Enfin Napoléon avait la faculté d'emmener à l'île d'Elbe et d'y conserver, pour sa garde, quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

Les parens de Napoléon, aussi bien que ses amis intimes, furent séparés de lui dans ce naufrage général.

On n'a pas oublié que, la veille de la bataille de Paris, plusieurs membres de l'administration impériale partirent avec l'Impératrice. Ils s'arrêtèrent à Blois, où ils furent rejoints par Joseph et d'autres membres de la famille Bonaparte.

Pendant quelque temps, ce conseil de régence répandit des proclamations et agit comme gouvernement. La nouvelle de la prise de Paris et les événemens subséquens engagèrent Joseph et Jérôme Bonaparte à se retirer dans les provinces au delà de la Loire; mais Marie-Louise ne put les accompagner, et dans l'intervalle, le comte Schouwalow, un des ministres autrichiens, arriva pour la prendre sous sa protection. La régence éphémère fut dissoute et se dispersa de divers côtés; les frères de Napoléon se dirigèrent vers la Suisse, tandis que le cardinal Fesch et la mère de Napoléon se retirèrent à Rome.

Marie-Louise fit plus d'un effort pour rejoindre son epoux, mais les puissances s'opposèrent constamment à ses vœux. Peu de temps après, l'Empereur d'Autriche fit une visite à sa fille et à son petit-fils, qui étaient alors à Rambouillet; il donna à entendre à Marie-Louise qu'elle devait, du moins pendant quelque temps, rester séparée de son mari, et qu'elle et

son fils retourneraient avec lui à Vienne. Elle dût se soumettre à la volonté de son père.

Il est à propos de faire également remarquer ici, et ce n'est pas la particularité la moins extraordinaire de cette triste série d'infortunes, que Joséphine ne survécut pas long-temps à la chute de Napoléon. On eût dit que sa première épouse eut lu dans l'avenir; car du moment où Napoléon se sépara d'elle, son astre commença à pâlir, et la mort de Joséphine ne suivit que de trois semaines la chute de l'Empereur. La France regretta cette princesse, qui avait été bonne dans la prospérité et résignée dans l'infortune.

Lorsqu'on examine toutes les disgrâces dont Napoléon fut accablé à cette époque, on est porté à penser involontairement que la fortune voulut alors montrer qu'elle ne s'était pas engagée à arrêter le cours de ses vicissitudes, triste apanage de l'humanité, même en faveur de l'homme qui avait été si long-temps son favori; elle

sembla s'être réservé de renverser le soldat obscur qu'elle avait élevé jusqu'à être presque le roi de l'Europe, pour lui faire subir autant d'humiliations qu'elle lui avait prodigué d'honneurs

Tout ce qui, trois ans auparavant, semblait comme inhérent à sa personne, il en avait été violemment dépouillé. Le vainqueur était vaincu, le monarque était détrôné, celui qui avait tant fait de prisonniers était captif; le général était abandonné par ses soldats, le maître trahi par ses domestiques, le frère séparé de ses frères, le mari de sa femme, et le père de son unique enfant.

Et pour le consoler de la perte du plus grand et du plus bel empire sur lequel l'ambition ait jamais régné, on lui laissait le titre dérisoire d'Empereur et la propriété d'une île obscure!

Un Romain aurait vu dans cette foule de désastres un signal pour tourner la pointe de son épée contre sa poitrine; Napoléon voulut, si l'on doit en croire un té-

moignage d'un grand poids, celui de M. le baron Fain, son secrétaire, se débarrasser d'une vie qu'il ne pouvait plus consacrer à la gloire.

L'Empereur, suivant le récit du baron Fain, avait toujours porté sur lui, depuis la retraite de Moscou, un sachet contenant une préparation d'opium. Dans la nuit du 12 au 13 avril, son valet de chambre l'entendit se lever, verser quelque chose dans un verre, boire et se recoucher. Peu de temps après, des gémissemens et des sanglots étouffés attirèrent son attention; l'alarme se répandit dans le château; on alla réveiller quelques-uns des serviteurs les plus intimes de Napoléon, qui se rendirent dans son appartement. Yvan, le chirurgien qui avait remis le poison, fut aussi appelé; mais comme tant d'autres, il s'était sauvé précipitamment de Fontainebleau.

Napoléon tomba dans un long assoupissement pendant lequel il eut une sueur abondante. Il s'éveilla fort épuisé; surpris

de vivre encore, il s'écria : « Dieu ne le veut pas ! » et depuis il parut résigné à subir sa destinée.

Les opinions varient, comme nous l'avons déjà fait entendre, sur la cause de la maladie de Napoléon. Ce qui est un fait incontestable, néanmoins, c'est qu'il fut gravement indisposé. Un général qui travailla avec lui dans la matinée du 13 avril, le trouva pâle et abattu comme s'il venait de faire une maladie qui eût miné ses forces.

Après cette crise, et lorsqu'il eut ratifié le traité que ses maréchaux avaient fait pour lui, Napoléon parut soulagé ; il semblait avoir l'esprit plus libre qu'il ne l'avait eu depuis quelque temps, et il se mit à causer familièrement avec ceux qui l'entouraient, sur les affaires de la France.

Il se livra sur les destinées probables de la France à des réflexions dont l'événement prouva plus tard la justesse ; puis s'adressant à ses officiers, il leur dit :

« Messieurs, quand je ne serai plus

avec vous, et que vous aurez un autre gouvernement, vous devez vous y attacher franchement, et le servir aussi fidèlement que vous m'avez servi moi-même; je vous en prie, et même au besoin je vous l'ordonne. Tous ceux donc qui voudraient aller à Paris peuvent partir, je le leur permets; quant à ceux qui resteront ici, ils feront bien d'envoyer leur adhésion au gouvernement des Bourbons. »

Résigné à son sort, l'Empereur commanda les apprêts de son départ, qui ne fut plus retardé que par l'attente des commissaires chargés, au nom des rois alliés, de le suivre à l'île d'Elbe.

Le 20 avril, vers une heure après midi, tout était disposé pour le départ; Napoleon, après avoir serré la main du peu d'amis que le malheur lui avait laissés, descendit dans la grande cour du Cheval-Blanc, où la garde impériale, sous les armes, formait la haie sur son passage. L'Empereur s'avança vers ses compagnons d'armes. Une vive émotion se peignait sur

ses traits ; des larmes mouillaient sa paupière ; il s'arrêta au milieu d'eux.

A l'aspect de leur général, qu'ils contemplent avec amour pour la dernière fois, les soldats s'agitent et murmurent sourdement. Un geste de Napoléon indique qu'il va parler ; ils se taisent, avides de ses paroles, et leur profond silence n'est plus interrompu que par leurs soupirs douloureux.

« Géneraux, officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde, leur dit Napoléon d'une voix attendrie, je vous fais mes adieux : depuis vingt ans je suis content de vous ; je vous ai toujours trouvés sur le chemin de la gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute l'Europe contre moi ; une partie de l'armée a trahi ses devoirs, et la France ellemême a voulu d'autres destinées.

» Avec vous et les braves qui me sont restés fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile pendant trois ans ; mais la

France eût été malheureuse, ce qui était contraire au but que je me suis proposé.

» Soyez fidèles au nouveau roi que la France s'est choisi ; n'abandonnez pas notre chère patrie, trop long-temps malheureuse. Aimez-la toujours, aimez-la bien, cette chère patrie !

» Ne plaignez pas mon sort ; je serai toujours heureux, lorsque je saurai que vous l'êtes.

» J'aurais pu mourir ; rien ne m'eût été plus facile ; mais je suivrai sans cesse le chemin de l'honneur. J'ai encore à écrire ce que nous avons fait.

» Je ne puis vous embrasser tous ; mais j'embrasserai votre général... Venez, général..... (il serra le général Petit dans ses bras) ; qu'on m'apporte l'aigle.... (il la baisa). Chère aigle ! que ces baisers retentissent dans le cœur de tous les braves !.... Adieu, mes enfans !.... mes vœux vous accompagneront toujours ; conservez mon souvenir. »

Cette allocution de Napoléon fit répandre des larmes, non seulement à tous ses vieux soldats, mais encore aux commissaires anglais et prussiens, présens à ce spectacle sublime et déchirant : elle causa sur tous une impression ineffaçable.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE : Napoléon à l'île d'Elbe. — Retour en France.

Avril 1814 à Mai 1815.

Napoléon a abdiqué : il sacrifie son bonheur et sa gloire au repos de la France ; les alliés lui ont demandé quelle destinée, quelle retraite il veut choisir en échange de son trône : « Eh ! que m'importe ! a-t-il répondu, un petit écu par jour, un cheval, voilà tout ce qui m'est nécessaire. » Il n'a signé qu'à regret le traité du onze avril qui lui donne l'île d'Elbe ; il avait pris, dit-il lui-même, du dégoût et du mépris pour tout ce qui l'entourait, il en prenait pour la fortune qu'il se plaisait à braver ; mais dans cette infime île d'Elbe, il était du moins à portée d'observer les fautes

que l'on allait faire et dont il devait profiter.

Il part enfin. De fidèles amis se disputent l'honneur de l'accompagner.

Napoléon quitta Fontainebleau le 20 avril à deux heures après-midi ; partout sur son passage il reçut d'abord les témoignages du respect et de l'admiration des habitans; les maires, les préfets se présentaient sur son passage, et le cri de *vive l'Empereur !* l'accueillait; mais arrivé dans le midi il trouva un tout autre esprit : les populations fanatisées le couvrirent d'imprécations. Depuis Montélimart et Avignon jusqu'à la Calade il courut même quelques dangers.

Enfin il arriva à Fréjus, dans ce même port qui l'avait reçu, lorsqu'à son retour d'Égypte il était à la veille de commencer son étonnante carrière, et qui le voyait maintenant revenu au même point d'où il était parti.

La frégate française *la Dryade* et le brick *l'Inconstant*, étaient venus de Toulon à

Fréjus, et se tenaient prêts à le recevoir; mais ne se souciant peut-être pas de s'embarquer sous le pavillon blanc, Napoléon préféra monter à bord du vaisseau de sa majesté britannique *l'Intrépide*, mis à la disposition du commissaire anglais.

Le 28, à onze heures du soir, Napoléon s'embarqua; il fut salué de vingt-un coups de canon. « Adieu, César et sa fortune, » dit l'envoyé russe. Les commissaires anglais et autrichien l'accompagnèrent dans la traversée.

Elle fut courte et heureuse: le 4 mai on arriva en vue de Porto-Ferrajo. L'Empereur, à son débarquement, fut reçu par le préfet, les magistrats de l'île, et par le général Dalesme, commandant français. « Général, lui dit l'Empereur, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je me suis réservé la propriété et la souveraineté de l'île d'Elbe; faites connaître aux habitans le choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour, dites-leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet de mon

intérêt le plus vif. » Le maire présenta les clefs de la ville à Napoléon qui choisit la mairie pour son palais. Le grand-maréchal du palais, Bertrand, le général d'artillerie, Drouot, le général Cambronne, et quelques autres braves restés fidèles, formèrent d'abord la cour du nouveau souverain. Bientôt sa mère et sa sœur, la princesse Borghèse, vinrent partager et adoucir son exil.

L'île d'Elbe, dans les limites de laquelle le vaste empire de Napoléon se trouvait alors resserré, est située en face de la côte de la Toscane, et peut avoir environ soixante milles de circonférence. L'air y est sain, le pays montagneux, et la végétation, aussi belle qu'en Italie, lui donne en général un aspect pittoresque.

Le premier soin de Napoléon fut de visiter son petit Empire. Il vit avec intérêt les mines de fer, et ayant appris qu'elles produisaient un revenu annuel de 500,000 francs : « Cette somme m'appartient donc? » dit-il. Mais comme on lui rappela qu'il

avait donné ce revenu à la Légion-d'Honneur, il s'écria : « Qu'elle continue d'en jouir! Les braves de la France recevront avec joie ce dernier tribut de la reconnaissance de leur Empereur. »

Dès son arrivée, Napoléon adopta de nouvelles armes et un nouveau pavillon pour l'île d'Elbe : ce pavillon était blanc et amarante, parsemé d'abeilles. Il devint le premier de la Méditerranée, et le plus respecté. Il était sacré même pour les barbaresques, habitués à admirer le vainqueur de l'Égypte, et à respecter ses couleurs.

Il conçut d'abord le projet d'embellir et de faire prospérer son petit royaume, et dressa lui-même les plans d'importans travaux, dont l'exécution commença immédiatement. Des routes furent percées dans tous les sens; des quais, des magasins furent construits sur les ports; plusieurs belles maisons s'élevèrent au milieu et dans les environs de Porto-Ferrajo; les meilleurs peintres de l'Italie se disputaient

l'honneur d'y travailler, sollicitant comme une faveur de pouvoir les embellir.

Napoléon paraissait résigné et tranquille sur son rocher ; mais ses yeux et ses pensées étaient toujours tournés vers la France. L'idée qu'il pût un jour débarquer sur les côtes de France, pour faire la guerre au roi, n'était pas admise: elle n'avait été prévue par aucune puissance.

Une corvette anglaise croisait, il est vrai, entre Gênes, Livourne, Civitta-Vecchia et l'île d'Elbe, mais elle n'avait aucune mission relative à Napoléon que celle de se comporter convenablement, et de rendre aux Français de l'île d'Elbe tous les services en son pouvoir : ce bâtiment servait au colonel Campbell, tant pour ses commissions que pour la traversée des voyageurs anglais qui, de Livourne ou de Gênes, voulaient se rendre à l'île d'Elbe.

Les communications entre le continent et l'île d'Elbe étaient libres et faciles.

Dans l'espace de neuf mois, plus de cent officiers français ou italiens étaient arrivés

successivement à Porto-Ferrajo, avec leur uniforme et leur épée, ayant des passeports en règle, et venant en droite ligne de France, de Corse, de Gênes, de Livourne, de Piombino, de Civitta-Vecchia ou de Naples; tous avaient causé plus ou moins long-temps avec Napoléon, tous pour s'en faire reconnaître n'avaient eu besoin que de lui citer les traits de bravoure qui les avaient fait distinguer.

Parmi les hommes dévoués qui ont suivi Napoléon à l'île d'Elbe, on remarquait avec attendrissement M. Théologue, descendant d'une des premières familles de l'empire grec. On pourrait dire avec justice que la présence de cet homme modeste, aussi dévoué que désintéressé, fut un témoignage vivant de l'admiration des siècles passés pour le grand homme de notre époque : malgré le peu d'espoir qui lui restait, de secourir sa malheureuse patrie sous les auspices de Napoléon, M. Théologue n'en a pas moins voulu consacrer le reste de ses jours au service de l'homme qu'il admirait

avec idolâtrie : ce brave et noble enfant de la Grèce eut plus tard suivi l'Empereur à Sainte-Hélène, si la politique embrageuse n'eut mis obstacle à son dévouement. Tel est l'ascendant des grands hommes et des héros sur les âmes fortes.

Napoléon accueillait avec distinction tous ces braves; c'est en écoutant leurs récits, et en lisant chaque jour les papiers publics, que l'Empereur s'instruisit de ce qui se passait en France et en Italie.

Dès Fontainebleau, Napoléon avait prévu la possibilité de son retour en France; il pensait déjà que, si les Bourbons s'obstinaient à vouloir continuer une troisième dynastie, l'Empire ne tarderait pas à être regretté.

Il crut enfin le moment favorable arrivé pour accomplir sa hasardeuse entreprise : seul il conçut le projet, forma le plan, et dirigea l'exécution.

Le dimanche, 26 février, le bataillon de la garde et tous les fidèles serviteurs qui s'étaient exilés à l'île d'Elbe, reçurent or-

dre de s'embarquer. Chacun pensait que l'expédition était dirigée sur Naples ou sur quelque autre point de l'Italie. A huit heures du soir, Napoléon mit le pied sur le brick *l'Inconstant*, et s'écria, comme César: *Le sort en est jeté!* Les officiers, les soldats de la flottille entouraient silencieusement Napoléon, tout le monde brûlait d'apprendre où l'on allait. Au bout d'une heure de marche, il rompit le silence: « *Grenadiers*, dit-il, *nous allons en France, nous allons à Paris.* » A ces mots, la joie cessa d'être inquiète, tous les visages s'épanouirent, et les cris de *vive la France! vive l'Empereur!* retentirent sur les sept bâtimens composant la flottille.

Au moment du départ de l'île d'Elbe, la corvette anglaise était à Livourne; on n'avait donc rien à craindre d'elle; mais, le lendemain, on aperçut un brick de guerre français qui venait vent arrière sur *l'Inconstant*. C'était *le Zéphyre*, commandé par le capitaine Andrieux.

Le capitaine de *l'Inconstant* proposa

d'aborder ce brick et de l'enlever; mais Napoléon repoussa cette idée comme absurde, excepté dans le cas où l'on serait forcé d'en venir aux extrémités. Il ordonna à ses grenadiers de se cacher dans l'entrepont. Les deux briks furent bientôt à portée de la voix, et se firent les saluts d'usage. Le commandant du *Zéphyre* ayant reconnu le brick de l'île d'Elbe, demanda des nouvelles de l'Empereur, et Napoléon lui répondit lui-même, avec un porte-voix, qu'il se portait fort bien. Le capitaine Andrieux ne se doutait nullement de la proie qu'il laissait échapper.

Avant de quitter l'île d'Elbe, Napoléon avait rédigé deux proclamations; mais lorsqu'il voulut les faire mettre au net, personne ne put les déchiffrer. Il les jeta dans la mer, et en dicta deux autres; l'une adressée à l'armée, l'autre au peuple français. Tous ceux qui savaient écrire en firent aussitôt des copies: les tambours, les bancs, les bonnets servirent de pupitres, et chacun se mit gaîment à l'ouvrage.

Les généraux, les officiers firent aussi une adresse à l'armée. Elle était à peine achevée que l'on aperçut les côtes d'Antibes.

Le sol sacré de la France fut salué avec enthousiasme.

Mais d'importans événemens s'étaient passés en France durant le séjour de Napoléon à l'île d'Elbe. Nous allons revenir sur nos pas pour tracer un rapide tableau de la restauration, afin de montrer ses fautes, et de dire quelles impolitiques mesures, quels brusques changemens avaient mécontenté la nation, et motivaient l'audacieuse entreprise de Napoléon.

CHAPITRE V.

SOMMAIRE : Restauration des Bourbons.

Avril 1814 à Mars 1815.

Le sénat, en décrétant la déchéance de Napoléon et le rappel des Bourbons, se fondait sur le droit d'élection qui dérive du principe de la souveraineté du peuple, « Le peuple français, disait-il, appelle librement au trône de France Louis-Stanislas-Xavier, frère du dernier roi. »

Ainsi les dispositions du sénat étaient conséquentes au principe de la révolution, dont elle appelait le frère de Louis XVI à recueillir l'héritage.

Louis XVIII, doué d'un tact fin, d'un esprit délié, comprit tout d'abord qu'il serait imprudent de heurter de front l'esprit de la nation entière, la restauration était

assurément fondée, dans sa conviction, sur le droit de légitimité; dans sa déclaration datée de Saint-Ouen, il évita de prononcer ce mot, et rien n'y indiqua la prétention de se prévaloir du droit divin. « *Rappelé par l'amour de notre peuple* au trône de nos pères, disait-il, éclairé par les malheurs de la nation que nous sommes destinés à gouverner, notre première pensée est d'invoquer cette confiance mutuelle, si nécessaire à notre repos, à son bonheur.» Il promettait ensuite d'*adopter* une constitution *libérale*, bien plus, il *s'engageait* à mettre sous les yeux du sénat et du corps législatif un travail qu'il devait faire de concert avec ses sujets.

Le contentement fut unanime, et Louis XVIII, à son entrée à Paris, fut accueilli comme un souverain bien aimé, tant le peuple français tient compte, même d'une promesse, lorsqu'il s'agit de liberté.

Le choix des ministres ajouta encore à la confiance, non qu'ils fussent bons, mais parce qu'ils semblaient constitu-

tionnels; c'étaient MM. de Talleyrand, Louis Dambray, Montesquiou, Malouet et Beugnot.

Le gouvernement royal fut reçu en France avec faveur, grâces à ses flatteuses promesses; il ne les tint pas, et plus promptement encore, il se trouva dépopularisé.

Au milieu des agitations convulsives qui avaient suivi l'entrée des alliés à Paris, un acte important de M. le comte d'Artois, lieutenant-général du royaume, arrivé dans la capitale avant le roi, avait passé presque inaperçu du public. La convention relative à la suspension des hostilités, signée le 23 avril par S. A. R., réglait que, « les alliés feraient évacuer par leurs armées le territoire français, tel qu'il était le 1er janvier 1792, à mesure que les places occupées encore hors de ces limites par les troupes françaises seraient évacuées, et remises aux alliées. » Un autre article portait : « La dotation des forteresses, et tout ce qui n'est pas propriété par-

ticulière, sera remis *en entier* aux alliés. »
Ainsi, en quelques lignes, la France se trouvait dessaisie de cinquante-trois places fortifiées ; elle abandonnait un matériel immense, de grands dépôts de toutes sortes, et douze mille bouches à feu.

Louis XVIII, en signant le traité de paix le 30 à Paris, consomma tous ces sacrifices. Il fallut joindre à cette monstrueuse rançon, trois colonies, Sainte-Lucie, Tabago et l'Ile-de-France. Ce n'était pas encore assez, la France dut livrer, en outre, trente et un vaisseaux de haut rang, et douze frégates.

Ainsi, la France cessait d'être une grande puissance : elle perdrait sa prépondérance en Europe, acquise par vingt-deux ans de victoires.

Un seul traité nous ravissait le prix de vingt années de gloire et de sacrifices : Louis XVIII inclinait le front sous de nouvelles fourches caudines.

Louis XVIII cependant, fit, peu de jours après la signature du traité de paix,

l'ouverture des séances du corps-législatif, encore composé des députés de l'empire. Le discours du Roi, dicté par une haute sagesse, fut accueilli par d'unanimes applaudissemens : il le termina en appelant l'attention des députés sur l'objet particulier de cette solennité, la promulgation de la charte consitutionnelle.

M. Dambray prit la parole. Le discours du roi avait été libéral et paternel, celui du chancelier lui ressemblait bien peu. Il montrait à la France Louis XVIII « en pleine possession de ses droits héréditaires, ne voulant exercer l'autorité qu'il tient *de dieu et de ses pères*, qu'en posant *lui-même les bornes de son pouvoir.* « Le roi, continua M. Dambray, a éloigné l'idée que la souveraineté doive être dégagée de contre-poids, il les pose *lui-même*. Il *ne veut être que le chef suprême*... la nation *peut désirer* une garantie contre les abus... Le roi déploie l'appareil imposant de la royauté, pour apporter à son peuple le

bienfait precieux *d'une ordonnance de ré-formation !* »

Le discours fut improuvé de la France entière, et l'impression de mécontentement qu'il produisit redoubla quand on lut, au titre de la charte, les mots de *concession* et *d'octroi.* La fin surprit plus douloureusement encore : on y voyait pour la première fois la notification officielle du point où la France en était du règne de Louis XVIII, la dix-neuvième année courait à notre insu.

La révolution entendit la menace, elle prit l'alarme, et se prépara au combat. Il fallut bien reconnaître là l'ouvrage du parti de l'émigration.

Louis XVIII, malgré sa sagesse, se trouvait entraîné à soutenir les projets, les espérances et les passions d'un parti insensé ; la France se tint sur ses gardes et veilla au maintien de ses droits, trop chèrement acquis pour ne pas lui être précieux.

C'était dans le palais du roi, sons ses

yeux, au sein de son ministère que la faction contre-révolutionnaire s'était formée.

Louis XVIII avait juré l'oubli du passé, et partout bientôt l'esprit de réaction se fit sentir. Les emplois furent retirés dans toutes les administrations aux patriotes; l'armée fut hautement accusé, et vexée en secret; bientôt la nation entendit son roi déclarer à l'Europe qu'il reconnaissait tenir sa couronne, après Dieu, du prince régent d'Angleterre!

D'odieux pamphlets, des journaux salariés par l'émigration, commencèrent aussi à redire aux peuples les utopies des salons du faubourg Saint-Germain; ils semaient partout la discorde, et menaçaient sans ménagement les possesseurs des domaines nationaux. Les esprits commencèrent à s'aigrir et les partis à se former. Dans leur ignorance, les absolutistes appelèrent du nom de *bonapartistes* tout ce qu'il y avait de constitutionnel, la France fut bientôt scindée en deux partis.

Les esprits étaient dans cet état de fer-

mentation, lorsque le 12 juillet, l'abbé de Montesquiou lut aux chambres un *Rapport sur la situation du royaume ;* c'était une censure envenimée de la révolution toute entière, depuis 1789 jusqu'à la restauration. Cette diatribe est demeurée un modèle dans son genre. Le ministre ne faisait grâce à rien. Jamais la passion ne prêta un plus indigne langage à l'esprit de parti.

A la voix officielle de M. Montesquiou la France s'alarme. Une foule d'écrits vigoureux répondent à cette agression de la contre-révolution; ils avertissaient les ministres de la fausse direction de leur marche, ils signalaient sans ménagement les dangers dont le trône et le peuple était menacés. Le ministère repliqua par une loi oppressive de la liberté de la presse, en opposition directe avec l'esprit et la lettre de la Charte ; il établit une censure préalable.

A peine édifié, le trône de Louis XVIII menaça dès lors ruine ; et l'Europe qui nous observait, put s'instruire, en con-

templant la marche et la puissance de l'opinion, chez un grand peuple qu'on veut imprudemment comprimer.

La France en effet offrait alors le spectacle d'un roi vénérable, sacré par l'infortune, mais séparé de son peuple par une faction que guidaient seule la vanité et la vengeance.

Le ministère, débile, effrayé de la mâle énergie d'un grand peuple, écartait avec soin tout ce qui peut contribuer à exalter l'orgueil national, à élever l'esprit public; il comprimait l'essort des sentimens généreux; il fomentait l'esprit de discorde et de haine; sa marche était tortueuse, rétrograde; ses mesures, ses actes, ses écrits, ses idées, tout paraissait chez lui marqué du sceau de la petitesse et de la fausseté.

L'armée, découragée, humiliée, en butte aux plus odieuses calomnies, aux soupçons les plus outrageans, dévorait impatiemment ses regrets. Deux noblesses en pré-

sence se mesuraient des yeux et se bravaient jusque dans le palais du souverain.

La France alors avait changé d'aspect; ses habitans, de caractère. Chaque domaine national avait deux propriétaires; chaque village vit un seigneur disputer au maire ses droits et l'autorité municipale. La population des campagnes, poussée durement sous le joug du clergé, qui déjà parle de dîmes, résiste en murmurant. La nation tout entière enfin, trompée dans ses espérances, inquiète, effrayée, soupire après un changement, et l'appelle de tous ses vœux.

Ainsi, la restauration, corrompue dans sa source, égarée dans sa direction, marche contre son but; elle n'est plus que le triomphe d'un parti! parti faible, odieux, anti-national; sédiment que les flots d'une inondation de cosaques ont déposé sur le sol de la patrie, comme une trace impure et durable de leur rapide passage.

Et tandis que le gouvernement royal en

France est ainsi miné graduellement, le reste de l'Europe ressemble à un océan qui se calme après une tempête violente.

Le congrès des représentans des principaux états de l'Europe s'était assemblé à Vienne pour y régler les intérêts compliqués qui s'étaient élevés pendant les longues vicissitudes de vingt-cinq ans de guerres.

On attendait, de cette assemblée européenne, de nobles décisions, d'importantes, mais justes modifications; on n'y vit qu'égoïsme, avidité, manque de foi. Tout devait être fondé sur le principe de la *légitimité*; et par une conséquence de l'obscurité de ce mot talismanique, chacun l'interprétant suivant ses vues, l'Autriche adjugea le trône de Ferdinand de Naples à Murat son allié, et se donna la république de Venise; la Russie maintint la couronne de Gustave à Bernadote, et prit la Pologne; la Prusse demanda les états du roi de Saxe; l'Angleterre obtint la république de Hollande pour le prince d'Orange; celle de

Gènes échut au roi de Sardaigne ; enfin, Ferdinand VII fut reconnu roi d'Espagne malgré les réclamations de son père détrôné par des factieux à Aranjuez. Tant de prétentions en présence, le choc de si grands intérêts, devaient produire une rupture générale; elle éclata partiellement.

Parmi les travaux du congrès, son attention se porta sur le royaume de Naples; et Talleyrand en paticulier, insista sur ce point, que conserver à Murat la souveraineté de ce beau royaume, c'était compromettre la paix future de l'Europe pour consolider un empire fondé sur les principes de Napoléon, et gouverné par son beau-frère. La France, par son organe, demandait à l'Autriche de lui sacrifier Murat; elle s'offrait même d'aller le détrôner.

Le roi de Naples apprit bientôt que sa couronne était en péril. Un mot du congrès le faisait rentrer dans la classe obscure d'où Napoléon l'avait élevé au trône: il se rappela alors son bienfaiteur; il parut, de

ce jour, avoir adopté le téméraire projet de changer encore une fois de parti, et renoué sa correspondance avec Napoléon. Le peu de distance entre l'île d'Elbe et Naples rendait ses communications faciles; et de plus, ils avaient l'assistance active de Pauline, qui allait et venait d'Italie à la petite cour de son frère. Cependant Napoléon a toujours affirmé, et on doit l'en croire, n'avoir eu aucune connaissance précise de l'entreprise méditée par Murat.

Le roi de France, dans le même temps, rappela, par une proclamation, tous les Français qui étaient au service du royaume de Naples, et fit omettre, dans l'Almanach royal le nom du roi Joachim.

Murat, alarmé de ces démonstrations d'intentions hostiles, se prépara à défendre sa couronne contre les entreprises injustes des souverains alliés.

C'est au milieu de cette crise que le maréchal Soult fut appelé au ministère de la guerre. Sa nomination produisit, en général dans l'armée, l'effet d'une défec-

tion, au moment où les courtisans se montraient le plus acharnés à flétrir la gloire et à déprécier les services des guerriers nationaux.

Les appréhensions de l'armée étaient fondées; l'espoir de l'émigration fut rempli. Le maréchal signala son avènement au pouvoir par l'injustice et l'arbitraire.

Le général Excelmans fut rayé des contrôles de l'armée, les officiers en demi-solde se virent en butte à millevex ations, le terme de paiement du faible secours que leur accordait l'état, fut reculé de façon à combler leur ruine.

Dès-lors, le retour de Napoléon fut le but de toutes les espérances, l'objet de tous les vœux; ce retour cependant paraissait impossible.

Tout à coup on apprend à Paris que l'Empereur a touché le sol français. La nouvelle arrive aux Tuileries le 5 mars : la terreur est générale à la cour. Le ministère épouvanté se hâte de convoquer les chambres; il placarde aux murs de Paris

cette proclamation : « Napoléon est déclaré traître et rebelle pour s'être introduit, à main armée, dans le département du Var. Il est enjoint à tous les gouverneurs, aux commandans, aux gardes nationales, aux autorités, aux simples citoyens, etc., de lui courir sus, de l'arrêter, de le faire juger et exécuter immédiatement.... Sont coupables des mêmes crimes et passibles des mêmes peines, tous ceux qui lui porteraient aide et assistance. »

Monsieur, comte d'Artois, part à la hâte pour Lyon.

Déjà Napoléon était aux portes de cette ville.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE : Marche de Napoléon. — Entrée à Paris.

Mars 1815.

En effet le 1er mars à 3 heures, la flottille avait mouillé au golfe Juan; à cinq heures Napoléon mettait pied à terre. Une vive émotion s'empara de son cœur en revoyant cette France dont il venait faire la pacifique conquête. Le bivouac fut établi dans un champ d'oliviers. Vingt-cinq grenadiers et un capitaine de la garde furent aussitôt envoyés à Antibes pour sonder les dispositions de la garnison et la débaucher si ses dispositions paraissaient favorables; mais entraînés par leur ardeur, les grenadiers entrèrent dans la ville aux cris de

vive l'Empereur ? Le commandant fit lever les pont-levis et les retint prisonniers.

A la nouvelle de cet échec, quelques officiers voulaient marcher sur Antibes, et l'enlever de vive force, pour prévenir le mauvais effet que pouvait produire la résistance de cette place.

Mais pour Napoléon les momens étaient précieux, il résolut de remédier à l'événement d'Antibes en marchant plus vite que les nouvelles.

Dans la soirée on amena au bivouac un courrier qui venait de Paris, précédant le prince de Monaco. Napoléon le questionna, et reçut de cet homme du peuple l'assurance que son nom était dans toutes les bouches, et qu'on le regrettait hautement partout.

Il se plut aussi à interroger quelques paysans qui s'étaient approchés du bivouac; l'un d'eux, ancien militaire, voulut absolument suivre Napoléon; « Bon, dit en riant l'Empereur au comte Bertrand, voilà déjà un renfort. »

Déjà les proclamations de l'Empereur, au peuple et à l'armée, se répandaient autour de lui et précédaient au loin sa marche. Dans la première, adressée aux Français, après un tableau rapide de ses dernières victoires, il déclarait qu'à cette époque l'élite de l'armée ennemie allait être perdue sans ressource, quand la double trahison de Marmont et d'Augereau avaient changé le destin de la guerre. Il poursuivait: « Français, élevé au trône par votre choix, tout ce qui a été fait sans vous est illégitime.... Un prince qui régnerait sur vous par la force des mêmes armées qui ont ravagé notre territoire, chercherait en vain à s'étayer des principes du droit féodal, il ne pourrait assurer l'honneur et les droits que d'un petit nombre d'individus ennemis du peuple..... Français, il n'est aucune nation qui n'ait eu le droit de se soustraire aux déshonneur d'obéir à un prince imposé par un ennemi victorieux un moment. Lorsque Charles VII rentra dans Paris et renversa

le trône éphémère de Henri VI, il reconnut qu'il tenait son trône de la vaillance de ses braves, et non pas d'un prince régent d'Angleterre. »

Son langage à l'armée était encore plus véhément : « Soldats, nous n'avons pas été vaincus. Deux hommes sortis de nos rangs ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur. Arrachez cette couleur que la nation a proscrite, et qui pendant vingt-cinq ans servit de ralliement à tous les ennemis de la France ; arborez cette cocarde tricolore que vous portiez dans nos grandes journées ; reprenez vos aigles.... Pensez-vous que cette poignée de Français, aujourd'hui si arrogans, puissent en soutenir la vue ? ils retourneront d'où ils viennent ; et là, s'ils le veulent, ils règneront comme ils prétendent avoir régné depuis dix-neuf ans !

« Soldats, venez-vous ranger sous les drapeaux de votre chef. Ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres. La victoire marchera au pas de charge. L'aigle

avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusque sur les tours de Notre-Dame ! Honneur aux braves soldats de la partie ! honte éternelle aux Français criminels qui combattirent vinq-cinq ans avec l'étranger, pour déchirer le sein de la patrie! »

Le bivouac fut rompu au lever de la lune, et Napoléon se mit en marche pour Paris, à la tête de cinq cents hommes de sa garde, de deux cents chasseurs corses, et de cent lanciers polonais. Ceux-ci, n'ayant pu embarquer leurs chevaux, en avaient emporté l'équipement, et marchaient gaîment courbés sous ce poids. Napoléon ne s'arrêta pas à Cannes; il traversa la ville de Grasse le matin, il fit faire halte sur une hauteur un peu au delà. Il y fut bientôt entouré de la population de cette ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à un cercle des Tuileries : ce furent la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'eût jamais quitté la France : l'un se plaignait à l'Empereur de

n'avoir pas encore reçu sa pension; l'autre priait qu'on voulût bien augmenter la sienne; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux; celui-là demandait de l'avancement, et il fallut recevoir une foule de pétitions qu'on venait d'écrire à la hâte, et qu'on lui remettait comme s'il arrivait de Paris, faisant une tournée départementale.

Napoléon croyait trouver à Grasse une route qu'il avait ordonnée, elle n'avait pas été exécutée; il fallut se résoudre à laisser dans cette ville sa voiture et les quatre pièces d'artillerie qu'il avait débarquées, et passer par des défilés difficiles et pleins de neige. Néanmoins, il marchait comme l'éclair: le succès devait être dans sa célérité. Le soir il coucha au village de Cerenon, après avoir fait vingt lieues. Le 3 mars, il arriva à Barême; le 4 à Digne, et le 5 à Gap. Ce fut dans cette ville qu'il fit imprimer, pour la première fois, ses proclamations: elles se répandirent avec la rapidité de la pensée: le 6,

Napoléon quitta Gap à midi, et alla à Corps. A mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur. Toutefois, l'Empereur n'était pas sans de vives inquiétudes : les habitans, il est vrai, accouraient en foule sur sa route; mais il n'avait encore vu aucun soldat. Ce ne fut qu'entre Mure et Vizile, que le général Cambronne, marchant à l'avant-garde avec quarante grenadiers, rencontra un bataillon envoyé de Grenoble pour fermer le passage. Le chef de ce bataillon refusa de parlementer. Napoléon n'hésita pas; il s'avança seul: cent de ses grenadiers le suivaient à quelque distance, les armes renversées. La vue de l'Empereur, son chapeau, sa petite redingote grise, firent un effet magique sur les soldats, qui demeurèrent immobiles : arrivé à quelques pas d'eux, il s'arrêta, effaça sa poitrine, et s'écria : « S'il est parmi vous un soldat qui veuille tuer son général, son Empereur, il le peut : me voilà. » Le cri unanime de *vive l'Empereur !* fut leur réponse.

Napoléon alla droit alors à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et, le prenant rudement par la moustache, il lui demanda s'il aurait eu le cœur de tuer son Empereur. Le soldat, mouillé de larmes, mit la baguette dans son fusil : il n'était pas chargé. « Tiens, regarde si j'aurais pu te faire beaucoup de mal : tous les autres sont de même. » Napoléon commanda au bataillon un demi-tour à droite et l'on marcha sur Grenoble.

Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes, ils étaient ivres de joie. Quand le premier bataillon hésitait encore, il s'en trouvait des milliers sur les derrières qui cherchaient à le décider par leurs cris de *vive l'Empereur!* tandis qu'un foule d'autres suivaient la marche de Napoléon, excitant la petite troupe à s'avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal. Une vallée surtout offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes, ayant avec elles leurs maires et leurs curés.

Du milieu de cette foule sort un des plus beaux grenadiers de la garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait formé des doutes; ses yeux étaient remplis de grosses larmes de joie: il tenait dans ses bras un vieillard de quatre-vingt-dix ans. C'était son père qu'il était allé chercher, et qu'il avait conduit au milieu de cette multitude, pour lui procurer le plaisir de voir l'Empereur avant de mourir.

Bientôt après on entendit au loin de nombreuses acclamations: c'était le 7e de ligne, commandé par Labédoyère, qui venait se joindre à Napoléon. Les deux troupes, impatientes de se réunir, rompirent leurs rangs, et coururent s'embrasser aux cris de *vive Napoléon! vive la garde! vive le septième!* Alors l'impulsion fut prononcée, et la question à peu près décidée.

En continuant sa marche sur Grenoble, Napoléon fut arrêté par un jeune négociant, officier de la garde nationale: « Sire, lui « dit-il, je viens offrir à V. M. cent mille

» francs et mon épée. — J'accepte l'un et
» l'autre, lui répondit Napoléon; restez
» avec nous.

Un peu plus loin, il fut rejoint par un corps entier d'officiers.

Cependant le général Marchand, commandant à Grenoble, et le préfet s'étaient déclarés contre Napoléon. Les remparts étaient couverts par le 3e régiment du génie, composé de deux mille vieux soldats; par le 4e régiment de ligne, dans lequel Napoléon avait servi, des deux derniers bataillons du 5e de ligne, et des hussards du 4e.

Napoléon arriva sous les murs de Grenoble à huit heures du soir; la célérité de sa marche avait déjoué toutes les mesures; on n'avait pas eu le temps de couper les ponts; mais les portes de la ville étaient fermées, et le commandant de la place refusa de les ouvrir. Une circonstance qui doit caractériser spécialement cette époque sans pareille, c'est que les soldats ne manquèrent pas, jusqu'à un certain point,

point, ni de discipline, ni d'obéissance envers leurs chefs; seulement, ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie, comme un droit qu'ils croyaient leur appartenir. C'est ainsi qu'on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, et ne vouloir pas communiquer; mais il ne chargea point ses armes: il n'aurait pas tiré. Devant Grenoble, toute la garnison sur les remparts criait *vive l'Empereur !* on se donnait les mains par les guichets; mais on n'ouvrait pas, parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que Napoléon fît enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouche de dix pièces d'artillerie des remparts chargées à mitraille.

Du reste, il n'est point de bataille où Napoléon ait couru plus de dangers qu'en entrant à Grenoble. Les soldats, les habitans se jetèrent sur lui avec toutes les apparences de la rage; on frémit un instant, on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces; il fut enlevé lui et son cheval; mais

ce n'était que le délire de la joie. A peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fit entendre : c'étaient les portes de la ville que les habitans venaient lui offrir, au défaut des clefs qu'on n'avait pu lui présenter.

Une fois dans Grenoble, Napoléon, devenu une véritable puissance, eût pu nourrir la guerre, s'il fut devenu nécessaire de la faire : il jugea que tout était décidé, et fut assuré d'aller à Paris.

Le lendemain de son entrée à Grenoble, le clergé, l'état-major, la cour impériale, les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires allèrent reconnaître Napoléon, et lui offrir leurs félicitations. L'audience finie, il passa la revue de la garnison, forte de cinq à six mille hommes, qu'il fit partir immédiatement pour Lyon.

Le 9 mars, après avoir rendu trois décrets qui signalèrent le rétablissement du pouvoir impérial, Napoléon se mit en route pour Lyon, et alla coucher à Bour-

goin. La foule et l'enthousiasme allaient en augmentant.

On approchait de Lyon. Napoléon s'était fait devancer par des émissaires qui le firent prévenir que le comte d'Artois, le duc d'Orléans et le maréchal Macdonald voulaient défendre la ville, et qu'on allait couper le pont Morand et le pont de la Guillotière. Il rit de ces préparatifs, parce qu'il n'avait aucun doute sur les dispositions des Lyonnais, encore moins sur celles des soldats. En effet une reconnaissance du 4e hussards étant arrivée à la Guillotière, elle y fut accueillie par l'immense population de ce faubourg patriote, aux cris de *vive l'Empereur !* Napoléon mit à profit ce premier mouvement d'enthousiasme en se portant au galop au faubourg de la Guillotière.

Le maréchal Macdonald était parvenu à faire barricader le pont de la Guillotière, et y conduisait en personne deux bataillons d'infanterie, lorsque les hussards débouchèrent de la Guillotière, et se présen-

tèrent devant le pont, précédés, entourés et suivis de toute la jeunesse du faubourg, le maréchal contint les soldats pendant quelques momens; mais émus, séduits, entraînés par les provocations du peuple et des hussards, ils se jetèrent sur les barricades, les brisèrent, et furent bientôt dans les bras et dans les rangs des soldats de Napoléon. A cinq heures du soir, la garnison tout entière s'élança au-devant de l'Empereur. Une heure après, l'armée impériale prit possession de la ville. Napoléon y fit son entrée à sept heures, seul, en avant de ses troupes, mais précédé et suivi d'une foule immense, qui faisait retentir l'air de ses acclamations.

Durant les quatre jours que Napoléon demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille âmes sous ses fenêtres: les cris ne discontinuèrent pas. C'était comme un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets: il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, recevait toutes les administrations; toutes

les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus ardent dans le parti opposé, qui ne sollicitât l'honneur de garder sa personne : ils furent les seuls maltraités. « Je vous remercie de vos services, leur dit Napoléon, nos institutions ne reconnaissent point de gardes nationales à cheval, et d'ailleurs votre conduite envers M. le comte d'Artois m'apprend ce que vous feriez si la fortune venait à m'abandonner; je ne vous soumettrai pas à cette nouvelle épreuve. » En effet, en quittant Lyon, M. le comte d'Artois n'avait trouvé qu'un seul de ces gardes nationaux qui se dévouât à le suivre. Napoléon apprit la fidélité de ce volontaire; il le décora de l'étoile de la légion, en lui disant : « Je n'ai jamais laissé une belle action sans récompense. »

Napoléon, dans Lyon, administrait déjà par des actes publics, avec cette précision, cette fermeté, cette confiance, compagne-

d'une stabilité non interrompue : rien en lui ne laissait apercevoir la trace des grands revers qui avaient précédé, ou des chances immenses qui pouvaient suivre.

A peine sorti de Lyon, Napoléon fit écrire au maréchal Ney, alors à Lons-le-Saulnier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche, et à venir le joindre. Le maréchal Ney était parti de Paris tout au roi; mais au milieu de l'entraînement général, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de Napoléon, des adresses du Dauphiné, de la défection des troupes de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes, Ney, l'enfant de la révolution, se livra au torrent, et publia son fameux ordre du jour.

En cette occurence, Ney, au lieu de commander à ses troupes, fut commandé par elles; il ne se décida à abandonner le parti du roi pour se tourner du parti de Napoléon, que parce que déjà la plus grande partie de ses régimens l'avaient

abandonné, et que le reste allait se déclarer. Dès ce moment, il correspondit avec le grand-maréchal, faisant fonctions de major-général; on savait où étaient ses troupes, et quel jour elles arriveraient à Auxerre. Ney écrivit à Napoléon que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui: mais Napoléon lui fit répondre de venir le rejoindre, qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moscowa.

Napoléon coucha à Mâcon le 15, et le lendemain à Châlons. Il n'avait plus besoin, comme à Grenoble et à Lyon, d'attendre aux portes des villes; le peuple et les magistrats accouraient à sa rencontre, et se disputaient l'honneur d'être les premiers à lui offrir leurs hommages.

A Châlons, Napoléon fut fort étonné de voir des caissons et de l'artillerie; on lui apprit alors que ces canons étaient destinés à agir contre lui, mais qu'on les

avait arrêtés au passage pour les lui présenter.

Napoléon marchait presque en poste; nulle part il n'y avait ni combat, ni lutte, ni opposition; ce n'était à son aspect qu'un changement de décorations théâtrales. Il entra le 17 à Auxerre, où, pour la première fois, il fut reçu par un préfet. Le maréchal Ney arriva à huit heures du soir; il se montra embarassé, et ne demanda à Napoléon qu'une place parmi ses grenadiers. Sa conduite, en effet, lors de l'abdication de Fontainebleau, n'était pas irréprochable; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant de belles actions! Napoléon lui sauta au cou, en l'appelant le *brave des braves*, et dès lors tout fut comme jadis.

Napoléon apprit en route que des Vendéens étaient partis de Paris déguisés en femmes et en soldats pour l'assassiner; les officiers de sa maison redoublèrent de surveillance; mais il semblait avoir pris à tâche de défier les coups de ses ennemis;

il était sans cesse dans la foule, confondu avec le peuple et les soldats.

En avant de Fossard, on aperçut, rangés en bataille, les dragons du régiment du Roi, qui avaient abandonné leurs officiers pour venir joindre Napoléon : il mit pied à terre et alla au devant de ce régiment, qui le salua par les plus vives acclamations. Quels soldats eussent résisté en voyant l'Empereur ?

Quoique Napoléon eût appris que l'on avait fait de grands préparatifs pour lui disputer l'approche de la capitale, il n'en continua pas moins sa marche rapide. S'il l'eût voulu, ou qu'il ne s'y fût pas opposé, il aurait pu arriver à Paris avec deux millions de paysans; mais il se borna à s'entourer des troupes qu'il rencontrait sur son passage. Les généraux Girard et Cambronne marchaient en avant avec quelques centaines de braves; cette avant-garde avait des cartouches ; l'armée de Napoléon traînait à sa suite une soixan-

taine de pièces de canon, afin de surmonter toute résistance qui lui serait opposée. Napoléon avait dit au général Cambronne : « J'espère que vous ne tirerez pas un seul coup de fusil ; » et cette prédiction s'accomplit.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon arriva à Paris, comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, et à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée. Arrivé dans la cour des Tuileries, on se précipita sur lui, mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe dans le palais. Les appartemens offraient en ce moment la réunion confuse d'une foule immense de généraux, d'officiers, de fonctionnaires qui couraient dans tous les sens, s'embrassaient, et épanchaient sans contrainte leur joie et leur ravissement : les salles semblaient métamorphosées en un champ de bataille, où des frères, des amis échappés inopinément à la mort, se retrouvent après la

victoire. L'heure avancée put seule mettre fin à ces scènes attendrissantes. Durant le reste de la soirée, Napoléon s'entretint longuement avec le duc d'Otrante et les autres ministres et dignitaires de l'État; tous montraient un merveilleux étonnement de son arrivée à Paris. Napoléon leur répétait sans cesse : « Ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale : ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout. »

Jamais, sur le champ de bataille le plus sanglant, l'irrésistible et glorieux ascendant du génie de Napoléon ne fut aussi remarquable que pendant sa marche ou plutôt sa promenade de Cannes à Paris. Il avait quitté la France, abandonné, déchu; il y revenait dans toute sa grandeur, comme une vague ramenée sur le rivage avec d'autant plus de violence qu'elle en a été repoussée plus loin. Ses regards semblaient posséder le pouvoir attribué aux magiciens du Nord, d'émousser les

lances et les épées. Le plus brave d'entre les braves, qui venait avec la résolution de le combattre, s'était rangé sous son étendard, ne demandant en échange de son bâton de maréchal qu'un mousquet de soldat.

La nation avait tout oublié, et son impopularité, et ses revers; elle était prête à renouveler pour lui les prodiges qu'elle avait enfantés en 1789 pour conquérir cette chère liberté qu'il lui avait plus tard ravie, mais qu'il semblait venir lui rendre.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE : Les cents jours. — Négociations. — Agression de Murat. — Champ de mai.

Mars. — Avril 1815.

Les calculs de Napoléon ne l'avaient pas trompé : il était entré dans sa capitale sans coup férir : c'était beaucoup de fait, mais pour recueillir le fruit de son heureuse entreprise, il lui restait plus encore à faire.

La nuit même de son arrivée à Paris, il délibéra si, avec les trente-cinq à trente-six mille hommes, seules troupes qu'il pût réunir dans le Nord, il commencerait les hostilités le 1er avril, en marchant sur Bruxelles, et en ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne, cantonnées sur les bords du Rhin, étaient faibles et disséminées, sans chefs et sans places. Le duc de Wellington

était à Vienne, Blücher à Berlin. On pouvait espérer que l'armée française serait à Bruxelles dans les premiers jours d'avril.

Mais on nourrissait des espérances de paix; la France la voulait. Elle aurait blâmé hautement un mouvement offensif prématuré. D'ailleurs, pour réunir ces trente-cinq à trente-six mille hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais jusqu'à Philippeville, formant la triple ligne du Nord. Si l'esprit public, sur cette frontière, eût été aussi bon que sur celles de l'Alsace, des Vosges, des Ardennes ou des Alpes, il n'y eût pas eu inconvénient; mais les esprits étaient divisés en Flandre, il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales, il fallait un mois pour lever et y faire arriver, des départemens voisins, des bataillons d'élite de garde nationale, pour remplacer les troupes de ligne; enfin, le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble. La première nouvelle

du commencement des hostilités leur eût donné des chances de succès ; il était essentiel avant tout que le pavillon tricolore flottât sur tous les points de la France. Ainsi cette première idée offrait de grands inconvéniens ; elle fut abandonnée.

Dès le lendemain matin, Napoléon s'occupa de réorganiser le gouvernement impérial. Il choisit d'abord ses ministres : Cambacérès, après quelques difficultés, accepta le ministère de la justice; le duc de Vicence aurait voulu servir activement dans l'armée, mais Napoléon le plaça aux affaires étrangères; le maréchal Davoust fut nommé ministre de la guerre; le duc de Gaëte et le comte Mollien reprirent les porte-feuilles des finances et du trésor; Maret, duc de Bassano, fut replacé au ministère de la secrétairerie d'État; Decrès fut rappelé à la marine; Fouché fut chargé de la police, parce que Cambacérès, Maret, Lavallette, Savary même, Réal, toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réuni-

rent pour témoigner de sa conduite en 1814; ce qui fit surmonter à l'Empereur sa répugnance pour mettre en place un homme qu'il connaissait d'une immoralité si profonde : ce choix déplut aux Français; mais il fut compensé par le bon effet que produisit la nomination de Carnot au ministère de l'intérieur. Le duc de Rovigo fut nommé commandant général de la gendarmerie ; M. de Montalivet, ancien ministre de l'intérieur, devint intendant de la liste civile. Le conseil d'État fut réorganisé sur l'ancien pied, et composé à peu près des mêmes membres. Napoléon rappela auprès de lui ses anciens aides de camp, à l'exception du général Lauriston, et leur nombre fut augmenté des généraux Letort et Labédoyère. Les généraux Bertrand et Drouot furent maintenus dans leurs places de grand-maréchal du palais, et de major-général de la garde. Napoléon replaça près de sa personne la plupart des chambellans, des écuyers et des maîtres de cérémonies qui l'entouraient en 1814.

Enfin, il réorganisa la maison de l'impératrice.

Par ses décrets de Lyon, Napoléon avait renversé la chambre des pairs et celle des députés, appelé les électeurs au *Champ de mai*, aboli la noblesse féodale, et déclaré que *le Trône est fait pour la Nation, et non point la Nation pour le Trône:* il avait chassé les émigrés non rayés; expulsé de l'armée les étrangers et les émigrés; rendu à la Légion-d'Honneur ses dotations et ses prérogatives, et rétabli sur leurs siéges les magistrats qui en avaient été éloignés. Par un nouveau décret de Paris, il rendit la presse libre, et cette concession fut la plus grande qu'il pût faire à l'opinion.

Le 26 mars, tous les grands corps de l'Empire furent admis à exprimer les vœux de la France: Napoléon répondit aux ministres que sa devise était *tout à la Nation et tout pour la France.* Il dit au conseil d'État qu'il avait renoncé aux grandes idées, et que désormais le bon-

heur et la consolidation de l'Empire français seraient l'objet de toutes ses pensées.

Napoléon ne perdit pas de vue la classe ouvrière qui l'avait surnommé le *grand Entrepreneur;* les travaux commencés avant 1814 furent repris avec activité, et la capitale redevint un vaste atelier.

Le 27 mars, Napoléon annonça aux troupes, en les passant en revue, que le Roi, le comte d'Artois, le duc de Berry et le duc d'Orléans avaient passé la frontière du Nord, et étaient allés chercher un asile chez l'étranger. De toute la famille des Bourbons, le duc et la duchesse d'Angoulême persistaient seuls à lutter contre leur mauvaise fortune.

Tandis que la duchesse se conduisait à Bordeaux en héroïne, le duc, à la tête des volontaires du Languedoc, de ceux de la Provence, et de quatre régimens, composant en tout une armée de dix à douze mille hommes, s'était avancé vers Lyon : déjà il était entré à Valence, lorsque la défection d'une partie des troupes de ligne

le mit tout à coup dans la nécessité de faire sa retraite : pressé bientôt par les colonnes du général Grouchy arrivées de Lyon, et par celles du général Gilly venant de Nîmes, le duc d'Angoulème, n'ayant plus l'espoir d'être secouru par les troupes du roi de Sardaigne, consentit à se rendre.

Il fut convenu entre le général Gilly et le baron de Damas que l'armée du prince serait licenciée, et que le prince s'embarquerait à Cette ; mais le général Grouchy ne crut pas devoir autoriser l'exécution de la convention, sans avoir pris les ordres de Napoléon. La nouvelle de cet événement fut transmise à Paris par le télégraphe. L'Empereur, aussitôt, adressa la lettre suivante au général Grouchy :

« M. le comte Grouchy, l'ordonnance du roi, en date du 6 mars, et la déclaration signée à Vienne le 13, par ses ministres, pourraient m'autoriser à traiter le duc d'Angoulème comme cette ordonnance et cette déclaration voulaient qu'on me traitât, moi et ma famille; mais, constant

dans les dispositions qui m'avaient porté à ordonner que les membres de la famille des Bourbons pussent sortir librement de la France, mon intention est que vous donniez des ordres pour que le duc d'Angoulême soit conduit à Cette, où il sera embarqué, et que vous veillez à sa sûreté et à écarter de sa personne tout mauvais traitement. »

L'Empereur demandait seulement que le duc d'Angoulême s'engageât a la restitution des diamans de la couronne, propriété nationale que Louis XVIII avait emportée en quittant Paris.

La capitulation du duc d'Angoulême mit fin à la guerre civile, et le drapeau tricolore flotta aussitôt dans toute la France. Napoléon porta alors toute son activité vers le recrutement de l'armée, l'approvisionnement et l'armement des places fortes, la fabrication des armes, les levées de chevaux, et vers tout ce qui pouvait assurer la défense du territoire.

Tout annonça dès lors que la France

allait se trouver de nouveau engagée dans une guerre terrible; en vain Napoléon avait écrit à chacun des souverains alliés, en leur exprimant son désir de faire la paix sur les mêmes bases qui avaient été fixées avec les Bourbons. Il ne reçut pas de réponse à ses lettres : la résolution des alliés étaient déjà prise.

En effet, le congrès de Vienne n'était pas encore dissous lorsque la nouvelle de la fuite de l'Empereur de l'île d'Elbe lui fut transmise par Talleyrand, le 11 mars.

A l'étonnement succéda bientôt, au sein du congrès, la terreur; et tous ses membres jugèrent nécessaire, dans cette circonstance extraordinaire, de consigner les sentimens des alliés dans une déclaration qui parut le 13 mars.

« En rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, y était-il dit, Bonaparte a détruit le seul titre légal d'où dépendait son existence; et en reparaissant en France avec des projets de trouble et de désordre, il s'est privé de la protection

des lois, et a prouvé à l'univers qu'il ne peut plus y avoir ni paix ni trève avec lui. »

En conséquence, les puissances déclarèrent que Napoléon Bonaparte s'etait placé en dehors des relations civiles et sociales, et que, *ennemi et perturbateur du repos du monde, il est livré comme tel à la vindicte publique*. Elles déclarent en même temps que, fermement résolues à maintenir entièrement le traité de Paris du 30 mai 1814, et les dispositions sanctionnées par ce traité, ainsi que celles qui ont été résolues depuis, ou qui pourront l'être désormais, afin de le consolider et le rendre complet, elles emploieront tous leurs moyens pour que la paix générale, objet des désirs de l'Europe et le but constant de leurs travaux, ne puisse plus être troublée, et pour prévenir toute entreprise qui menacerait de replonger le monde dans les désordres des révolutions.

Ce manifeste fut suivi immédiatement d'un traité entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Prusse et la Russie, qui

renouvelait et confirmait l'alliance formée entre ces puissances, à Chaumont. Le premier article déclarait 1° la résolution des hautes parties contractantes de maintenir et de renouveler le traité de Paris, qui excluait Bonaparte du trône de France, et de donner plus de force au décret de proscription lancé contre lui, et que nous avons mentionné plus haut; 2° chacune des parties contractantes s'engageait à tenir constamment sur pied une armée de cent cinquante mille hommes, avec une égale proportion de cavalerie et d'artillerie; elles s'engageaient à ne pas quitter les armes, sans un commun consentement, jusqu'à ce que le but de la guerre fût atteint, ou qu'on eût rendu Bonaparte incapable de troubler la paix de l'Europe.

Après d'autres articles moins importans, le septième portait que les autres puissances de l'Europe seraient invitées à accéder au traité; et le huitième que le roi de France serait particulièrement appelé à y prendre part.

Les termes de la déclaration des alliés furent généralement désapprouvés par toute l'Europe.

En effet, en mettant Napoléon hors la loi, cet acte appelait plutôt contre lui le poignard des assassins que le glaive de la justice. Mais les alliés semblaient alors avoir pris pour devise : *si veut la fin, si veut les moyens.* Cependant en conséquence de ces résolutions, toute l'Europe accélérait ses préparatifs de guerre; et le nombre des troupes avec lesquelles les alliés se disposaient à entrer en France, était évaluée à un million et onze mille soldats (1).

(1) Voici le détail du contingent fourni par les différentes puissances :

Autriche.	300,000 hommes.
Russie.	225,000
Prusse.	236,000
États d'Allemagne. .	150,000
Graude-Bretagne . .	50,000
Hollande.	50,000
Total. .	1,011,000

C'est dans ces conjonctures que l'on apprit l'irruption de Murat dans les États du pape. Napoléon en quittant l'île d'Elbe lui avait expédié un émissaire à Naples, chargé de l'instruire de son dessein de rentrer en France. Il engageait alors son beau-frère à dépêcher un courrier à Vienne, et à signifier, en son nom, aux puissances qu'il était résolu à maintenir le traité de Paris, et qu'il renonçait spécialement à toute prétention sur l'Italie. Il pensait désarmer par là les rois de l'Europe, dont les troupes étaient déjà parvenues derrière l'Inn, l'Oder et le Niémen. Du reste, l'Empereur jugeant que, dans tous les cas, les hostilités ne pourraient commencer avant la fin de juillet, faisait observer à Murat que la France et Naples auraient le temps nécessaire pour se concerter. Il lui recommandait donc de renforcer son armée, et surtout, s'il était attaqué, de se conduire d'après le principe qu'il valait mieux reculer qu'avancer; livrer bataille derrière le Tagliamento que derrière le Pô; enfin,

il l'avertissait de considérer qu'il pouvait beaucoup comme diversion, et lorsqu'il serait appuyé par une armée française, mais *qu'il ne pouvait rien sans cela*

Mais l'impétueux Joachim n'attendit pas même l'arrivée de Napoléon à Paris pour commencer d'agir. Il crut que la presqu'île, soulevée à sa voix, allait le proclamer le libérateur de l'Italie.

Il se mit donc à la tête d'une armée de cinquante mille hommes : et, sans expliquer ses intentions, il s'empara de Rome, d'où le pape et les cardinaux avaient pris la fuite. Il menaçait toute la ligne du Pô, que les forces autrichiennes ne pouvaient pas maintenir; et le 31 mars, il adressa une proclamation à tous les Italiens, les excitant à s'armer pour l'affranchissement de leur pays. La proclamation était signée Joachim Napoléon.

Cette proclamation ne produisit d'effet que sur la classe élevée, sur les étudians surtout de l'université de Bologne; Murat marcha néanmoins vers le nord. Il défit le

général autrichien Bianchi, et occupa Modène et Florence.

L'attitude de Murat était capable d'alarmer l'Europe. S'il pénétrait plus avant dans la Lombardie, il pourrait unir ses efforts à ceux de Napoléon qui venait de se replacer sur le trône, et ses forces seraient probablement augmentées par des milliers de vétérans de l'armée du prince Eugène. L'Autriche s'en alarma; le congrès fut confirmé par cette folle agression dans sa pensée, que Napoléon ne reparaissait sur la scène politique que pour bouleverser toute l'Europe, et les préparatifs de guerre se poursuivirent avec d'autant plus d'ardeur.

« Ainsi, dit l'Empereur, deux fois en proie aux plus étranges vertiges, le roi de Naples fut deux fois la cause de nos malheurs; en 1814, en se déclarant contre la France; en 1815, en se déclarant contre l'Autriche. »

Les succès de Murat furent de courte durée : l'Italie restait sourde à sa voix, ou

plutôt s'étonnait de la confiance d'un roi proclamant l'indépendance, et n'offrant pour caution du succès que sa gloire effacée, et sa bravoure mal secondée par une nuée de faibles Napolitains. En effet, l'armée autrichienne passa le Pô, battit Murat, et le poursuivit dans Naples même, où elle entra victorieuse le 12 mai.

La guerre, dès-lors, pressa la France de tous les côtés à la fois : Des renforts nombreux vinrent grossir les rangs des Autrichiens en Lombardie; ils s'avancèrent vers les Alpes, au pied desquelles se rassemblaient les troupes du roi de Sardaigne.

L'Espagne armait de son côté.

Au nord, les Anglais et les Prussiens se trouvèrent en ligne dans les premiers jours de juin. Les Russes accouraient; leurs premières colonnes avaient passé Nuremberg le 19 mai, elles commençaient à se former sur les bords du Rhin.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse,

quittèrent Vienne le 26, et l'empereur d'Autriche le 27.

Ces souverains allèrent se mettre à la tête de leurs armées.

L'Angleterre jetait sur nos côtes des hommes, des armes et des munitions pour alimenter nos discordes civiles, et la Vendée levaient l'étendard de la révolte.

Napoléon dut préparer ses moyens de défense avec un redoublement d'activité.

A son retour l'armée présentait un effectif de cent quarante mille hommes, force à peine suffisante pour garder les places de guerre et les principaux établissemens maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés, à l'exception d'un vaisseau de ligne et de trois frégates à Toulon, et de deux frégates à Rochefort. Il fallait que l'armée de terre pourvût à la défense des ports militaires. Le matériel de l'artillerie, malgré les pertes éprouvées, pouvait suffire aux besoins des plus grandes armées, et réparer

les pertes qu'elles pourraient faire dans plusieurs campagnes. Mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs, et trois cent mille à réparer; cela était très-insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées; les palissades et les approvisionnemens de siége avaient été vendus.

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'ennemi à forces égales. Napoléon porta ses premiers soins sur le moral de l'armée. Il restitua aux régimens les numéros qu'ils avaient illustrés par tant de combats depuis 1793, il créa les cadres des 3ᵉ, 4ᵉ et 5ᵉ bataillons des régimens d'infanterie, des 4ᵉ et 5ᵉ escadrons de cavalerie, ceux de trente bataillons d'artillerie, de vingt régimens de jeune garde, de dix bataillons d'équipages militaires, et de vingt régimens de marine. Il requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, forts chacun de cinq cent soixante hommes. Il rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires : tous quittèrent leurs occupations pour en-

dosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée : elle devait donner cent quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes devait être proposé aux Chambres dans le courant de juillet : la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite, s'élevait à plus de cent mille ; trente mille étaient en état de servir ; on les rappela sous les drapeaux.

Mais l'objet le plus important était les armes à feu : l'artillerie prit les mesures nécessaires, elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût pu faire confectionner en six. Il y eut dans la capitale plus d'activité qu'en 1793 ; tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration.

Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes étaient nom-

breuses en 1812 et 1813; elles pouvaient fournir à tous les besoins de l'armée; mais, en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le Trésor avança plusieurs millions aux fabricans pour les relever.

Les fournisseurs avaient livré vingt mille chevaux de cavalerie avant le 1er juin; dix mille tout dressés furent achetés et payés comptant aux gendarmes qui les remplacèrent à leur choix. D'autres ressources portèrent à quarante-six mille, au 1er juin, le nombre total des chevaux en ligne ou dans les dépôts. L'artillerie en comptait dix-huit mille à la même époque.

Tous les services ne pouvant se faire qu'argent comptant, la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances; cependant, la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude : toutes les dépenses de l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées; le grand système des travaux publics avait repris son activité dans toute

la France. Le Trésor négocia quatre millions de rente de la caisse d'amortissement à cinquante pour cent, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux; cela produisit, net de tous escomptes, quarante millions argent comptant qui rentrèrent avec une incroyable rapidité.

L'infatigable activité de Napoléon et ses talens prodigieux enfantèrent ces immenses résultats, comme par enchantement. Il est vrai que l'élan national le secondait partout. Les contribuables devançaient, la plupart, les époques du recouvrement des impositions ; un grand nombre y joignaient des dons patriotiques.

Le premier octobre, la France aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes complettement armés , organisés et habillés. Le problême de son indépendance consistait à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'à cette époque. Les mois de juin , de juillet, août, et septembre , étaient nécessaires, mais ils suffisaient. Au 1er. octobre, les frontières de

l'Empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance n'eût pu franchir impunément.

Dans le courant de mai, lorsque la France fut ralliée, mais qu'il n'était plu, possible de conserver l'espoir de la paix. Napoléon médita sur le plan de campagne qu'il avait à suivre. Il s'en présentait plusieurs : le premier, de rester sur la défensive, en laissant les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, et s'engager dans les places fortes, pénétrer sous Paris et Lyon. Là, alors eût commencé, sur ces deux bases, une guerre vive et décisive. Les alliés ne pouvant être prêts à entrer en campagne que le 15 juillet, ils n'auraient pu arriver sous Paris et Lyon que vers le 15 août, époque à laquelle l'armée française sous Paris aurait eu deux cent mille combattans, et celle sous Lyon soixante mille, et les fortifications de ces deux villes auraient été terminées. Au 15 août, le camp retranché de

Paris aurait compté encore cent mille défenseurs, indépendamment de l'armée, dont quarante mille hommes des dépôts, six mille canonniers de la ligne, et vingt-cinq mille tirailleurs. Le camp retranché sous Lyon eût encore offert vingt-cinq mille combatans.

En évaluant à six cent mille hommes la force des armées ennemies qui auraient pénétré sur Paris par le nord et par l'est, comme ils auraient été obligés de laisser cent cinquante mille hommes devant les quarante-deux places fortes de ces deux frontières, leur force se serait réduite à quatre cent cinquante mille combattans, à leur arrivée devant Paris. De même, en admettant à cent cinquante mille hommes la force des alliés qui pénétreraient sur Lyon, comme ils seraient aussi obligés de laisser cinquante mille hommes pour observer les dix places fortes du Jura et des Alpes, ils ne pourraient arriver devant Lyon qu'au nombre de cent mille hommes.

Tandis que les forces ennemies auraient diminué, tout serait allé en augmentant du côté de la France.

Deux cent quarante mille hommes entre les mains de Napoléon, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp retranché de Paris, gardé par plus de cent mille hommes de troupes non mobiles, seraient sortis vainqueurs de la lutte contre quatre cent cinquante mille ennemis.

Soixante mille hommes commandés par le maréchal Suchet, manœuvrant sur les deux rives du Rhône et de la Saône, sous la protection de Lyon, gardé par vingt-cinq mille hommes non mobiles, seraient venus à bout de l'armée ennemie. La cause sainte de la patrie aurait triomphé !

Le second plan était de prévenir les alliés, et de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts. Or, les alliés ne pouvaient commencer la guerre que le 15 juillet : il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-

hollandaise et l'armé prusso-saxonne, qui étaient en Belgique, avant que les armées russe, autrichienne, bavaroise, wurtembergeoise, etc., fussent arrivées sur le Rhin. En supposant, comme tout portait à le croire, que l'on battît l'armée anglaise et prusienne, la Belgique se fût soulevée, et ses soldats eussent recruté l'armée française.

La défaite de l'armée anglaise eût entraîné la chute du ministère anglais, qui aurait été remplacé par l'opposition, protectrice de la liberté et de l'indépendance des nations. Cette seule circonstance eût terminé la guerre. S'il en eût été autrement, l'armée victorieuse en Belgique serait allée rallier le cinqueime corps resté en Alsace, et ses forces réunies se seraient portée sur les Vosges contre l'armée russe et autrichienne. Les avantages de ce projet étaient nombreux ; il était conforme au génie de la nation, à l'esprit et au principe de cette guerre ; il remédiait au terrible inconvénient attaché au premier pro-

jet, d'abandonner la Flandre, la Picardie, l'Artois, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Dauphiné, sans tirer un seul coup de fusil.

Mais pouvait-on, avec une armée de cent quarante mille hommes, battre les deux armées qui couvraient la Belgique, c'est-à-dire deux cent vingt mille hommes? L'armée française était toute composée de bonnes troupes; les armées alliées l'étaient de troupes plus ou moins bonnes, cantonnées sous le commandement de deux généraux en chef, et formées de nations divisées d'intérêts et de sentimens.

Le mois de mai se passa dans ses méditations. L'insurrection de la Vendée vint affaiblir de vingt mille hommes l'armée de Flandre et la réduisit à cent vingt mille combattans; ce fut un événement funeste, en ce qu'il diminua les chances de succès; mais la guerre de la Vendée pouvait s'étendre, il fallait l'étouffer à sa naissance.

Pendant que le général Lamarque et le

général Travot réprimaient l'insurrection vendéenne, Napoléon fit fortifier Paris et Lyon; le général Haxo fut chargé des ouvrages destinés à couvrir Paris; ceux de la rive droite de la Seine étaient terminés et armés de sept cents pièces de canon au 1er juin; il fallait encore quinze jours pour achever ceux de la rive gauche. Les travaux de la défense de Lyon, confiés au général Léry, étaient élevés et armés le 25 juin. Des magasins considérables d'approvisionnemens avaient été formés dans cette grande ville, dont le patriotisme et le courage assuraient d'ailleurs la défense.

Au 1er juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes étaient de cinq cent cinquante-neuf mille hommes; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé quatre cent quatorze mille hommes; près de sept mille par jour. Ni Carthage, indignée d'avoir été trompée par Scipion; ni Rome, voulant conjurer le danger de Cannes; ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick; ni la Mon-

tagne en 1793, n'ont montré plus d'énergie, plus d'activité que Napoléon dans ce court espace de temps. Il est impossible de citer trois mois de l'histoire ancienne ou moderne mieux employés. L'ordre et l'économie, unis à la plus grande activité, distinguèrent l'administration de cette époque. Mais le temps était un élément nécessaire, et le temps manqua à Napoléon.

Il était alors l'idole de la France : paré des couleurs de la liberté, parlant son langage, il pouvait compter sur l'appui de la nation, toujours prête à payer avec usure les sacrifices que le pouvoir fait à son indépendance.

L'Empereur s'était empressé de reconnaître la souveraineté du peuple ; il avait proclamé hautement le droit des gouvernés de concourir à l'établissement du gouvernement fait pour eux ; il s'était engagé à favoriser la réunion d'une vraie représentation nationale, pour délibérer une constitution. Déjà même, un décret du 29 avril avait rendu aux communes le droit d'élire

les maires et les officiers municipaux. Enfin la presse était libre !

Un contrat se préparait entre le monarque et la nation, des hommes sages, des publicistes habiles mûrissaient les élémens de ce grand travail sous les yeux de l'empereur : la France était dans l'attente.

Mais tout à coup, reculant devant son ouvrage, Napoléon s'épouvante à l'idée de la liberté ; habitué à jouir sans partage du pouvoir absolu, il craint la France ; . . . . c'en est assez, l'Empereur révoque toutes ses promesses, il *octroie* à son tour une *ordonnance de réformation !*

L'acte additionnel aux constitutions de l'Empire fut publié le 22 avril. Les Français, arrêtés brusquement dans leur élan de liberté, virent avec douleur que Napoléon ne l'avait présentée que comme un appât, qu'il s'en était servi comme moyen, mais qu'elle n'était pas son but. Le mécontentement fut général ; l'Empereur entendit des murmures de funeste présage. Des voix indépendantes l'avertirent qu'il

avait blessé profondément la nation. Il reconnut cette faute, et s'efforça de la pallier par de nouvelles promesses ; elles furent sans effet sur les cœurs ; le coup était porté.

L'ardeur martiale excitée par l'injuste agression des rois ne parut, il est vrai, nullement refroidie. L'ennemi et la contre-révolution étaient aux portes; le premier besoin était de les repousser; il fallait combattre; et malgré ses défaites, Napoléon était encore le plus grand capitaine de l'Europe; mais aussi, la condition du succès lui fut tacitement imposée par la France. On put prévoir dès-lors, que le sort d'une bataille déciderait de sa destinée; l'infortune devait briser des liens que l'affection ne serrait plus ; et pourtant il avait semblé se jouer en donnant à la France, qui attendait de lui la liberté franche, entière, *son acte additionnel aux Constitutions de l'Empire.*

Napoléon, par un décret daté de Lyon le 13 mars, avait pris l'engagement de

réunir les colléges électoraux à Paris, *en assemblée extraordinaire du Champ-de-Mai*, afin de modifier et de corriger les Constitutions de l'Empire, selon l'*intérêt et la volonté* de la nation. Les électeurs devaient en même temps assister au couronnement de Marie-Louise et du roi de Rome. Mais l'acte additionnel avait paru; l'impératrice et son fils étaient retenus à Vienne; cette grande solennité n'avait plus d'objet; elle fut pourtant célébrée avec éclat le 1er juin, au Champ-de-Mars.

L'Empereur y fit proclamer l'acceptation, par le peuple, de sa charte octroyée; il en jura sur l'Évangile la religieuse exécution; des discours furent prononcés, des aigles distribuées à la garde. Paris s'émut, comme toujours, à la vue de cette pompe théâtrale; la nation en lut les récits avec une profonde indifférence.

L'attention publique fut, au contraire, vivement excitée par l'ouverture des séances du Corps législatif, peu de jours après. Les élections avaient été libres; l'opinion

de la France y devait enfin être représentée, et la parole lui était rendue. Dès les séances préparatoires, l'Empereur put savoir que les députés, tous patriotes, n'étaient pas disposés à marcher dans le sens qu'il lui plairait de leur imprimer.

Toutefois la cérémonie de l'ouverture eut lieu le 7 juin, et le discours de Napoléon fut accueilli par le cri unanime de *vive l'Empereur !* mais l'adresse de la Chambre, en réponse à ce discours, indiquait que les députés ne regardaient pas la Constitution de l'Empire et l'acte additionnel donné par l'Empereur, comme offrant assez de garanties à la liberté et à l'égalité du peuple français.

« La constitution est notre point de ralliement, répondit Napoléon aux députés ; elle doit être notre étoile polaire dans les momens d'orage. Toute discussion publique qui tendrait à diminuer directement ou indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses dispositions, serait un malheur pour l'État ; nous nous trouverions

au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. La crise où nous sommes engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tous côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité, en s'occupant de discussions abstraites, au moment où le bélier brisait les portes de la ville. »

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE : Napoléon part de Paris. — Force respective des armées. — Plan d'attaque.—Bataille de Fleurus.—Bataille de Waterloo.

Juin 1815.

Napoléon partit de Paris le 12 juin, avec le sentiment des difficultés que les Chambres allaient créer à la dictature dont il aurait besoin dans ce moment de crise. Le 13, il était arrivé à Avesne, après avoir visité les fortifications de Soissons et de Laon.

Au 14 juin, sur l'effectif des troupes françaises, l'armée de ligne comptait trois cent soixante-trois mille hommes, dont deux cent dix-sept mille étaient présens sous les armes, habillés, armés, instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils

furent divisés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation, et l'armée de la Vendée, répartis le long des frontières, les couvrant toutes.

Cinq corps de troupes formant ensemble environ cent mille hommes, dont seize mille de cavalerie, composaient l'armée commandée par Napoléon, qui avait en outre avec lui la garde impériale, forte de quatorze mille fantassins et de quatre mille cinq cents cavaliers.

Le général Rapp commandait le 5e corps, sous le nom d'*armée du Rhin :* il était chargé de protéger les frontières de l'Alsace.

L'*armée des Alpes*, formée du 7e corps, était sous les ordres du maréchal Suchet, il devait défendre les débouchés des Alpes et la lisière du pays de Gex.

L'*armée de la Vendée* avait été confiée au général Lamarque. Il avait ordre d'aller joindre la grande armée, après la pacification de la Vendée.



Le général Lecourbe commandait le 1er corps d'observation placé à Béfort. Le maréchal Brune avait sous ses ordres le 2e corps réuni sur le Var. Le général Clausel commandait le 3e à Bordeaux, et le général Decaen le 4e, des Pyrénées-Orientales.

Ces trois armées et ces quatre corps d'observation devaient être renforcés par les troupes de ligne des dépôts, et par les bataillons de grenadiers et de chasseurs de la garde nationale mobilisée.

L'armée commandée par Napoléon était superbe et pleine d'ardeur; elle marcha toute la journée du 14 juin, et le soir, le quartier-général s'arrêta à Beaumont.

Les armées alliées restaient dans une grande sécurité en leurs cantonnemens. L'armée prussienne, commandée par le maréchal Blücher, était forte de cent vingt mille hommes: elle avait trois cents bouches à feu; le quartier-général était à Namur. L'armée anglo-hollandaise était de plus de cent mille hommes, et avait

deux cent cinquante-huit bouches à feu ; le duc de Wellington, qui la commandait, avait son quartier général à Bruxelles.

Dans la nuit du 14 au 15 juin, des espions, de retour au quartier-général de Napoléon, annoncèrent que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles, et même à Charleroi ; ce qui fit concevoir l'espoir de séparer les deux armées ennemies, et de les combattre l'une après l'autre. C'était déjà un succès obtenu que les mouvemens de l'armée française, depuis deux jours, eussent été dérobés à l'ennemi. Cependant, dans la journée du 14, le général Bourmont, chef d'état-major du 4e corps, le colonel Clouet, et l'officier d'état major Villontrays étaient passés à l'ennemi avec le secret des dispositions de l'Empereur. Averti bientôt après de cette lâche désertion, qui avait jeté de l'inquiétude dans l'esprit du soldat, Napoléon s'écria: « Leurs » noms seront en exécration tant que le » peuple français formera un nation (1).

(1) Mémoires de 1815, page 184.

Napoléon avait calculé que l'armée prussienne serait la première réunie ; il concevait même l'espérance de l'attaquer avant que tous ses corps se fussent joints.

Le 15, au point du jour, toute l'armée se mit en mouvement sur trois colonnes ; les avant-gardes prussiennes furent culbutées. Napoléon entra à Charleroi à onze heures, précédé de la cavalerie du général Pajol, qui sabrait les Prussiens fuyant devant elle. Cette ville venait d'être évacuée à la hâte par le corps prussien du général Ziéthen, qui fut également chassé de Gilly. Napoléon ordonna alors au maréchal Ney de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche de l'armée, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position avec les quarante mille hommes sous ses ordres, au-delà des Quatre-Bras. Les Prussiens s'étaient retirés sur Fleurus.

Après avoir entamé le corps de Ziéthen, Napoléon revint à Charleroi pour y rece-

voir tous les rapports. Dans la nuit du 15 au 16, la gauche de l'armée française, alors sous les ordres du maréchal Ney, avait son quartier-général à Gosselies. Le centre bordait le bois vis-à-vis de Fleurus, la droite était en avant du Châtelet ; la garde impériale était échelonnée entre Fleurus et Charleroi.

L'armée prussienne avait son premier corps rallié à Fleurus ; les trois autres corps étaient en mouvement pour se réunir à leurs points de concentration, afin de se porter ensuite sur Sombref et Ligny. L'armée anglaise venait seulement de recevoir l'ordre de se rallier.

Le 16 au matin, Napoléon donna ordre au général Kellermann de se porter, avec son corps de cuirassiers, aux Quatre-Bras, pour y renforcer la gauche. Il fit dire en même temps au maréchal Ney de marcher en avant avec toutes ses troupes, et de prendre une bonne position au-delà de celle des Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas prise la veille ; et, dans le cas où l'ar-

mée prussienne recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de faire un détachement sur le flanc droit des Prussiens. Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre. La droite, sous les ordres du général Gérard, joignit le centre à une heure après midi.

Napoléon ne tarda pas à reconnaître l'armée prusienne, dont la gauche était à Sombref, le centre à Ligny, la droite à Saint-Amand. Cette position de bataille était très-forte par elle-même; mais elle parut extraordinaire, car les Quatre-Bras se trouvaient sur les derrières des Prussiens, dont la droite était ainsi tout-à-fait en l'air. L'armée prusienne paraissait forte de quatre-vingt-dix mille hommes, et semblait attendre l'arrivée du corps de Bulow, d'une part, et de l'autre, l'arrière-garde de de l'armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras. Napoléon résolut d'attaquer à l'instant. Toute l'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, en pivotant sur l'extrémité de la gauche. De nouveaux ordres

furent envoyés au maréchal Ney; il lui était prescrit d'attaquer avec la plus grande vigueur, et de tomber sur les derrières de l'ennemi, aussitôt qu'il aurait pris position en avant des Quatre-Bras. Ce mouvement devait causer la ruine totale de l'armée prussienne. Napoléon en était si persuadé, qu'il fit dire à ce maréchal que le sort de la France était entre ses mains.

Cependant à Namur, Blücher, averti du mouvement des Français, en donna sur-le-champ l'avis à Wellington, et pressa la concentration de ses propres forces qu'il dirigea vers le point menacé. L'alarme fut grande à Bruxelles: le courrier du feld-maréchal surprit Wellington au milieu d'une fête: des ordres furent expédiés à l'instant même pour rassembler l'armée anglaise.

A trois heures, tous les préparatifs étant terminés, Vandamme aborda la droite de l'ennemi à Saint-Amand, que la division Gérard devait tourner. Quelques instans après, Gérard attaqua le centre à Ligny,

en même temps que Grouchy rejetait au-delà du ruisseau de Ligny toute la cavalerie ennemie, et forçait la gauche des Prussiens à rentrer dans sa position de Sombref. La canonnade et la fusillade engagées sur toute la ligne, le feu devint très-vif. Le village de Ligny fut pris et repris plusieurs fois: à cinq heures et demie, le général Gérard n'en était pas encore entièrement maître. Napoléon allait faire une attaque décisive sur ce point important, avec sa garde et toute la cavalerie, lorsque le général Vandamme l'envoya prévenir qu'à une lieue sur sa gauche, une colonne ennemie, d'une vingtaine de mille hommes, débouchait des bois et tournait les Français, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. Ce mouvement paraissait inexplicable: il fallait que ce corps ennemi eût pénétré entre le corps du maréchal Ney et la gauche de l'armée: Napoléon fit faire halte à sa garde, et ordonna diverses dispositions pour recevoir cette colonne. A six heures et demie, l'aide-de-

camp, envoyé par Napoléon pour reconnaître les mouvemens de cette colonne, vint annoncer que c'était le premier corps d'armée commandé par le général d'Erlon. L'erreur une fois reconnue, il fallut une demi-heure pour rappeler les réserves, et ce ne fut qu'à sept heures que Napoléon put marcher sur Ligny. L'attaque eut lieu comme elle avait été projetée; mais cette malheureuse erreur l'avait retardée de deux heures. Ligny fut emporté; les Prussiens, battus partout, ayant leur centre enfoncé, leur droite tournée au-delà de Saint-Amand par la division Gérard, abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, et se mirent en retraite dans plusieurs directions. Quarante pièces de canon, six drapeaux et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. L'obscurité de la nuit ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire.

Dans cette journée, l'armée prussienne; forte de quatre-vingt-dix mille hommes

(le corps de Bulow, arrivant de Liege, ne la rejoignit que dans la nuit), fut battue par soixante mille Français. Le maréchal Blücher, renversé de son cheval, fut quelques instans au pouvoir des cuirassiers français.

Le maréchal Grouchy, les généraux Excelmans et Pajol méritèrent aussi une mention particulière de l'empereur. Pour faire justice, il aurait dû nommer toute l'armée qui se couvrit de gloire à Ligny. Après une lutte opiniâtre, les réserves de l'ennemi furent culbutées à la bayonnette; le centre de sa ligne fut percé; quarante pièces de canon, huit drapeaux ou étendards, trophées de cette journée, restèrent au pouvoir du vainqueur. Des rapports officiels portent la perte de l'armée prussienne à vingt-cinq mille hommes tués, blessés ou prisonniers. La nôtre fut exactement évaluée à six mille neuf cent cinquante hommes; mais la France perdit à Ligny le brave général Gérard.

Blücher opéra sa retraite en deux colon-

nes, l'une par Tilly, l'autre par Gembloux. C'est là que le général Bulow rejoignit, dans la nuit, avec les trente mille Prussiens qui n'avaient pas pris part à la bataille.

Pendant que le centre et la droite de l'armée française obtenaient ces succès, de grandes fautes se commettaient à la gauche: déjà, le 15, Ney s'était arrêté trop long-temps à Marchiennes, et n'avait pas pris position en avant des Quatre-Bras, ainsi que Napoléon le lui avait prescrit. Il s'excusa en disant qu'ayant eu avis que toute l'armée prussienne était à Fleurus, il craignait de se trouver débordé par sa droite, en se portant aux Quatre-Bras. Par la même raison, le lendemain 16, il n'exécuta pas l'ordre de se diriger à la pointe du jour sur les Quatre-Bras, position qui n'était alors occupée que par des troupes légères, qui ensuite le furent par une division hollandaise depuis midi jusqu'à l'arrivée des divisions anglaises, à quatre heures: de sorte que l'occupation

de cette position si importante, qui n'offrait aucun obstacle depuis le jour jusqu'à midi, qui était facile de midi à quatre heures, devint impossible à l'approche de la nuit. Ce ne fut qu'après avoir entendu la canonnade du côté de Ligny, que le maréchal Ney se décida à attaquer la position des Quatre-Bras; mais, par une autre fatalité inexplicable, il ne s'y porta qu'avec vingt-deux mille hommes, laissant en arrière la cavalerie légère de la garde, et le corps entier du général d'Erlon.

Les Anglais avaient alors trente mille hommes aux Quatre-Bras. Il est impossible de se battre avec plus de courage et d'ardeur que le maréchal Ney et ses troupes n'en montrèrent aux Quatre-Bras; et s'il eût employé la cavalerie de la garde et le corps d'Erlon, cette portion de l'armée entière aurait été détruite et rejetée au-delà de la Dyle. Mais à la nuit, deux nouvelles divisions anglaises vinrent rétablir les affaires des ennemis. Ce renfort porta leurs forces à cinquante mille hommes;

dès-lors les troupes de Ney furent réduites à ne se battre que pour conserver leur position. Les mouvemens du corps d'Erlon, sous les ordres de Ney, sont difficiles à expliquer : il était resté à tort, la nuit du 15 au 16, échelonné entre Marchiennes et Julmet ; il s'était ensuite dirigé sur Fleurus, par la route de Charleroi à Bruxelles, et par un autre faux mouvement, le 16 au soir, lorsqu'il fut instruit que le village de Saint-Amand était enlevé, il fit une seconde marche de flanc pour retourner près du maréchal Ney, qu'il ne rejoignit qu'à neuf heures du soir. Ainsi, durant cette journée, qui pouvait être décisive, ce corps ne fut utile nulle part.

« Dans les autres campagnes, dit Napoléon, ce maréchal eût occupé à six heures du matin la position en avant des Quatre-Bras, eût défait ou pris toute la division belge ; il eût surpris en marche et détruit les divisions de Brunswick et une division anglaise sur la route de Bruxelles ; et de là, marché contre deux autres qui accou-

raient par la chaussée de Nivelles, harassées de fatigue et sans artillerie. »

Dans ces combats, les soldats français se battaient avec la même bravoure et la même confiance en la victoire, qu'ils avaient montrées dans les plus belles journées ; mais plusieurs généraux, le maréchal Ney lui-même, n'étaient plus les mêmes hommes. Ils n'avaient plus cette énergie, cette brillante audace qu'ils avaient si souvent déployées autrefois, et qui avaient eu tant de part aux grands succès. Ils étaient devenus craintifs et circonspects dans toutes leurs opérations ; leur bravoure personnelle seule leur était restée. C'était à qui se compromettrait le moins. Telle était la situation des esprits, que les soldats n'avaient réellement de confiance qu'en Napoléon : ils étaient disposés à se croire trahis à chaque instant.

Napoléon ne rentra à Fleurus, où était son quartier-général, qu'à onze heures du soir. Il reçut le rapport de ce qui s'était passé aux Quatre-Bras, et expédia tout

de suite l'ordre au maréchal Ney, d'avoir ses troupes prêtes à la pointe du jour, et de poursuivre vivement l'armée anglaise, aussitôt qu'elle commencerait sa retraite, qui nécessiterait la perte de la bataille de Ligny par les Prussiens.

Le lendemain matin, Napoléon mit sous les ordres du maréchal Grouchy deux corps d'armée, et lui donna l'ordre de poursuivre vivement les Prussiens, de culbuter leur arrière-garde, et de les presser au point de ne pas les perdre de vue. Il lui prescrivit surtout de déborder l'aile droite des Prussiens, de manière à être toujours en communication avec le reste de l'armée. Napoléon avec les autres corps, marcha aussitôt sur les Quatre-Bras, où il arriva avant le maréchal Ney. L'armée française se dirigeait ainsi sur Bruxelles en deux colonnes, l'une de gauche, commandée par Napoléon, et forte de soixante-six mille hommes et de deux cent cinquante bouches à feu, y compris les corps du maréchal Ney, ayant devant

elle toute l'armée anglo-hollandaise; l'autre de droite, forte de trente-six mille hommes et de cent dix bouches à feu, commandée par le maréchal Grouchy devait passer la Dyle à Wavres.

Le 17, à dix heures du soir, Napoléon croyant Grouchy à Wavres, lui expédia l'ordre de diriger sept mille hommes et une batterie du côté de Saint-Lambert, afin de le seconder dans la bataille qu'il allait livrer à Wellington. Bientôt après, on reçut des nouvelles de ce maréchal, il mandait qu'il ignorait la route prise par Blücher; la dépêche était datée de Gembloux. L'Empereur lui fit adresser là l'ordre précédemment expédié à Wavres. Enfin, un nouveau rapport de Grouchy parvint, à deux heures du matin, au quartier-général; il savait que Blücher était à Wavres et s'apprêtait à l'y poursuivre à la pointe du jour.

L'Empereur, malgré toutes ces dispositions, ne croyait pas à la bataille du lendemain; il était persuadé que les An-

glais et les Prussiens allaient traverser la forêt de Soignes et opérer leur jonction devant Bruxelles.

C'eût été beaucoup hasarder alors, que d'aller combattre au delà de cette forêt, des forces plus que doubles, formées en position; et cependant il fallait se hâter; les Russes, les Autrichiens, les Bavarois, allaient passer le Rhin, se porter sur la Marne; le corps d'observation en Alsace n'était que de vingt mille hommes! Préoccupé de ces pensées, l'Empereur sortit à pied, à une heure du matin, accompagné seulement du grand-maréchal Bertrand. Il parcourut la ligne des grandes gardes; la forêt de Soignes apparaissait comme un vaste incendie; la campagne à l'entour resplendissait du feu des bivouacs. Napoléon, agité de la crainte que l'ennemi ne lui échappât, était attentif au moindre signe qui pouvait trahir la retraite des Anglais. Il crut un moment distinguer, au loin, le retentissement des pas d'une colonne en marche; mais l'erreur fut courte; bientôt

tout rentra dans le silence, et malgré la pluie qui continuait à tomber avec violence, tout le camp ennemi restait enseveli dans un profond sommeil. Vers trois heures et demie, des rapports fidèles donnèrent à Napoléon la certitude qu'aucun mouvement rétrograde ne s'était opéré dans l'armée anglaise, et qu'elle se préparait à la bataille pour le lendemain. Le jour commençait à poindre; l'Empereur rentra, plein de satisfaction, à son quartier-général; sa seule inquiétude était que le mauvais temps ne mît obstacle à ses projets. Mais déjà l'atmosphère s'éclaircissait; Napoléon, à l'aspect des premiers rayons du soleil, espéra le voir éclairer, avant la fin du jour, la perte de l'armée anglaise et la gloire de la France prète à se relever plus puissante et plus grande que jamais!

Les Anglo-Hollandais étaient rangés en bataille sur la chaussée de Charleroi à Bruxelles, en avant de la forêt de Soignes,

occupant une ligne de hauteurs à partir d'un plateau dominant le château de Gomont jusqu'au penchant d'un autre plateau qui couronne les fermes de la Haye et de la Papelotte. A huit heures et demie, on venait de servir le déjeûner de l'Empereur, le maréchal Ney se présenta en assurant que les colonnes de Wellington étaient en pleine retraite et commençaient à disparaître dans la forêt : « Vous avez » mal vu, répondit l'Empereur ; il n'est » plus temps ; il s'exposerait à une perte » certaine ; il a jeté les dés et ils sont pour » nous. »

On vint alors annoncer à Napoléon que l'artillerie pouvait déjà manœuvrer avec quelques difficultés, qui dans une heure seraient bien diminuées. Aussitôt il monte à cheval, reconnaît la ligne ennemie ; après un quart d'heure de réflexion, il dicte le plan de la bataille, que deux généraux écrivent, assis par terre ; et les aides de camp volent dans toutes les di-

rections, portant des ordres aux divers corps d'armée, déjà sous les armes, pleins d'ardeur et d'impatience.

Peu à peu l'armée s'ébranla et se mit en marche sur onze colonnes ; jamais de si grandes masses ne se remuèrent avec tant de facilité ; elle était complétement rangée en bataille vers dix heures et demie. L'Empereur parcourut les rangs ; il serait difficile d'exprimer l'enthousiasme des soldats. Les derniers ordres donnés, Napoléon, à la tête de sa garde, se posta sur les hauteurs de Rossomme ; il découvrait de là les deux armées ; la vue s'étendait fort au loin, à droite et à gauche du champ de bataille. Le combat s'engagea d'abord sur la gauche, au bois de Gomont, défendu par les gardes anglaises ; Jérôme Bonaparte l'enleva plusieurs fois, et plusieurs fois il en fut repoussé. Ces vicissitudes employèrent une partie de la matinée. Le bois occupé, le château était encore vivement disputé ; l'Empereur fit avancer sur ce point une batterie d'obus, qui mit

le feu aux toits; les Français restèrent maîtres de cette position.

Avant de donner le signal de l'attaque du centre, confiée au maréchal Ney, l'Empereur, jetant un dernier coup d'œil général autour de lui, aperçut du côté de Saint-Lambert un nuage qui lui parut être des troupes. Il consulta Soult, son major-général, qui crut distinguer une force de cinq à six mille hommes, et jugea que ce devait être le détachement demandé à Grouchy. Les avis se partagèrent dans l'état-major. Napoléon incertain, ordonna au général Daumont de diriger vers ce point sa division de cavalerie, pour communiquer avec ces troupes, si elles appartenaient au corps de Grouchy, ou pour les contenir, si elles étaient ennemies.

Un quart d'heure après, une lettre interceptée apprit à l'Empereur que c'était Bulow qui s'avançait de ce côté avec trente mille Prussiens. Il était onze heures; l'ordre fut expédié à Grouchy de venir prendre à dos ce corps d'armée; et le comte

de Lobau se porta au-devant de Bulow, à la tête de dix mille hommes. Par cette disposition, Napoléon restait avec cinquante-neuf mille combattans contre quatre-vingt-dix mille. Il fit alors observer à Soult que les chances favorables étaient bien diminuées pour l'armée française, par l'arrivée des Prussiens : mais, ajouta-t-il, si Grouchy répare l'horrible faute qu'il a commise de s'amuser à Gembloux, et envoie son détachement avec rapidité, la victoire en sera plus décisive, car le corps de Bulow doit être entièrement perdu. »

A midi, les tirailleurs étaient engagés sur toute la ligne, mais il n'y avait encore eu de combat que sur la gauche, dans le bois et au château de Gomont; Bulow paraissait stationnaire. L'Empereur envoie l'ordre au maréchal Ney d'enlever la ferme de la Haye-Sainte et le village de la Haye, afin de couper la communication de Wellington avec Bulow. Alors quatre-vingt bouches à feu vomissaient la mort sur toute la gauche des Anglais; une de leurs

divisions est détruite. Cependant, une charge de la cavalerie ennemie repousse l'infanterie française, lui enlève deux aigles et désorganise sept pièces de canons; aussitôt, l'Empereur lance sur les assaillans une brigade des cuirassiers du général Milhaud; la cavalerie anglaise est rompue, l'artillerie reprise, l'infanterie protégée.

Le combat fut terrible sur ce point, et le terrain vaillamment disputé; mais, après trois heures d'une lutte opiniâtre, la ferme de la Haye-Sainte était au pouvoir des Français, malgré la belle résistance des Écossais; la 2e division belge, les 5e et 6e anglaises, étaient écrasées et repoussées avec de grandes pertes, et deux régimens de dragons entièrement détruits; le général Picton avait été tué sur le champ de bataille.

Au milieu de cette horrible mêlée, l'Empereur parcourait les rangs, parmi les boulets et la mitraille; le brave général Devaux tomba mort à ses côtés. A quatre heures la victoire paraissait décidée : le

désordre était dans l'armée anglaise; les charrois, les bagages, les blessés pressaient leur retraite par le principal débouché de la forêt; des milliers de fuyards sabrés par la cavalerie se précipitaient en foule sur la chaussée de Bruxelles, quand Bulow, en se rapprochant, opéra sa diversion. Au même instant, l'Empereur qui fondait tant d'espérances sur l'arrivée du corps de Grouchy, fut informé que ce maréchal n'avait pas encore quitté Gembloux, à dix heures du matin!

La canonnade était vivement engagée entre les troupes de Bulow et celles de Lobau. Les Prussiens, marchant droit au centre de la ligne d'opération de l'armée française, s'avancèrent bientôt à tel point, que leur artillerie labourait la chaussée devant et derrière la belle-Alliance, où se trouvait l'Empereur. Pour repousser cette attaque, Napoléon ordonne au général Duhesme, commandant deux divisions de la jeune garde, de se porter en avant, avec vingt-quatre pièces de canons,

formidable batterie, dont le feu, commencé un quart d'heure après, a bientôt acquis la supériorité sur celui de l'ennemi. La jeune garde est à peine engagée que les Prussiens s'arrêtent; on remarque de l'indécision dans toute leur ligne. Le général Morand s'avance à son tour, suivi des bataillons de la vieille garde; Bulow recule alors : il était en retraite à sept heures du soir.

Dejà le comte d'Erlon s'était emparé des fermes de la Haye et de la Papelotte, débordant la gauche des Anglais et la droite des Prussiens; mais vers cinq heures, pendant l'attaque de Bulow, la cavalerie legère poursuivant l'ennemi au-delà du hameau de la Haye-Sainte, sur le plateau qui se prolonge à droite et à gauche de la chaussée, avait été ramenée par une cavalerie supérieure en nombre. Alors le général Milhaud, à la tête de ses cuirassiers, et Lefèvre-Desnouettes avec les chasseurs et les lanciers de la garde, gravissent les hauteurs et occupent le plateau : les Anglais

repoussés abandonnent tout le champ de bataille entre la Haye-Sainte et Mont-Saint-Jean.

A la vue de ces charges brillantes, des cris de victoire s'élèvent autour de l'Empereur. Cependant, peu satisfait de cette occupation prématurée du plateau : « C'est » trop tôt d'une heure, dit-il, mais il faut » soutenir ce qui est commencé. »

Aussitôt, il envoie aux trois mille cuirassiers Kellermann l'ordre d'appuyer la cavalerie dans sa position. Pendant cet instant de crise, tout ce qui se trouvait à la portée de Napoléon l'observait avec inquiétude. On cherchait à lire dans ses yeux si l'armée était victorieuse ou en danger; son regard plein de calme ranima la confiance. C'était, depuis vingt ans, la cinquantième bataille rangée qu'il commandait.

Cependant la division de grosse cavalerie de la garde, sous les ordres du général Guyot, en deuxième ligne derrière les cuirassiers Kellermann, suivait au

grand trot, et se portait aussi sur le plateau. L'Empereur s'en aperçut, et envoya le comte Bertrand pour la rappeler; mais elle était déjà engagée, et tout mouvement rétrograde eût été dangereux. Ainsi, dès cinq heures, Napoléon fut privé de sa réserve de cavalerie, de cette réserve qui, bien employée, lui avait si souvent donné la victoire.

Toutefois, ces forces réunies enfoncent l'ennemi; tout est culbuté devant elles. Enfin, les Anglais et les Prussiens repoussés, écrasés, et cette brave cavalerie restée maîtresse du plateau qu'elle avait conquis, la bataille était gagnée. L'armée française, moins forte de moitié, venait de battre cent vingt mille ennemis qui fuyaient devant elle..... Mais tout à coup ils s'arrêtent et se rallient; un événement décisif venait de tout changer; Blücher entrait en ligne avec trente-un mille Prussiens.

Si le maréchal Grouchy eût couché devant Wavres, comme il le devait et en avait l'ordre, le soir du 17, Blücher y fût

resté en observation avec toutes ses forces. Si le maréchal, comme il l'avait écrit de Gembloux, à deux heures du matin, eût pris les armes à la pointe du jour, il fût du moins arrivé à Wavres assez à temps pour arrêter Blücher; la victoire était encore certaine. Mais, parti à dix heures seulement de Gembloux, il se trouva vers midi à moitié chemin de Wavres; là, il entendit l'épouvantable canonnade de Waterloo; aucun militaire exercé ne pouvait s'y tromper, ni douter un moment que l'Empereur ne fût aux prises avec toute l'armée anglaise. Et cependant, malgré les vives sollicitations des généraux Excelmans et Gérard, qui le pressaient de voler au secours de Napoléon, il continua sa marche sur Wavres. Grouchy n'y trouva plus que le corps de Thielman; Blücher en était parti le matin, et à sept heures du soir il débouchait sur le champ de bataille, ouvrant la communication entre Bulow et Wellington.

L'un et l'autre se croyaient perdus; ils

reprennent courage, et redoublent d'efforts pour regagner du terrain. A cet instant critique, Napoléon conçut et ordonna une belle et brillante manœuvre dont la réussite devait, malgré l'intervention de Blücher, décider en faveur des Français l'issue de la bataille : c'était un grand changement de front, dans le but de remplacer par des troupes fraîches les régimens des corps les plus maltraités; de dégager et d'appuyer la cavalerie trop aventurée sur le plateau de la Haye-Sainte, et enfin de faire face à la fois aux deux armées ennemies.

La résolution des chefs; la valeur héroïque des soldats, tout seconde dans les premiers momens le dessein de l'Empepereur. Le choc est terrible, Ney démonté marche à la tête des grenadiers; Napoléon lui-même conduit quatre bataillons de la garde en avant de la Haye Sainte, et par son ordre des aides-de-camp parcourent toute la ligne, annonçant l'arrivée de Grouchy. Il s'efforçait ainsi d'animer la

troupe, tandis que huit autres bataillons de la garde, restés en arrière, accourraient sur ce point. Il étaient important qu'elle s'engageât tout à la fois; cependant, la cavalerie décontenancée avant d'être immédiatement soutenue par de l'infanterie, l'Empereur fait avancer les quatre premiers bataillons, sous les ordres du général Friant. Ils attaquent avec impétuosité; des charges de cavalerie portent la terreur dans les rangs anglais. Le soleil était couché: le général Friant blessé, passant auprès de l'empereur, lui dit que tout va bien, que l'ennemi se dispose à la retraite, et qu'elle sera décidée aussitôt que les huit autres bataillons de la garde donneront. Ils venaient d'arriver depuis quelque minutes; l'Empereur les range en bataille, ils allaient déboucher, il fallait encore un quart-d'heure..... Mais tout à coup Blûcher, parvenu au village de la Haye, culbute la division chargée de le défendre.... Il faisait déjà nuit: c'est

la que, du sein des ténèbres, s'éleva ce funeste cri de *sauve qui peut !*

A ce signal de détresse, quelques soldats se troublent et reculent ; en un clin d'œil l'effroi les saisit, se propage, on fuit ; la déroute est complete sur ce point. La trouée faite, la ligne rompue, la cavalerie ennemie innonde le champ de bataille ; Bulow revient sur ses pas et attaque de nouveau. Alors la cohue devient telle, qu'il faut ordonner un changement de front à la garde ; au même instant, de nouvelles divisions de cavalerie anglaise chargent à leur tour.... Le désordre parvient au comble, il est épouvantable partout à la fois (1). L'Empereur, les maréchaux Soult et Ney, les généraux Ber-

(1) Dès cinq heures, on avait vu, sur les derrières de l'armée, des hommes à cheval, courant à toute bride et annonçant aux réserves, aux ambulances et aux équipages, que Napoléon était battu et que l'armée commençait sa retraite. (Victoires et Conquêtes, tom. 24, p. 230.)

trand, Drouot, Flahaut, Labédoyère, Gourgaud, n'eurent que le temps de se jeter dans le carré de la garde, commandé par Cambronne; ce général, atteint d'un éclat d'obus à la tête, est renversé de cheval. La mitraille porte le ravage et la mort dans les rangs éclaircis de ce qui tient encore, et l'obscurité, ajoutant à l'horreur de ce désastre, ravit à l'Empereur tout moyen d'y porter remède.

La nuit voila une foule de beaux faits d'armes et de traits glorieux, dont les récits, recueillis depuis, seront à jamais l'entretien de la France; ils charmèrent alors un moment ses douleurs, et toute la nation répéta ces accens héroïques d'un brave: « La garde meurt, et ne se rend pas! »

Napoléon resta quelques momens encore sur un mamelon, avec les débris de la garde; mais le feu de l'ennemi se rapprochant de minute en minute, il fallut, se décider à la retraite. L'empereur la fit à travers champs: cavalerie, infanterie,

artillerie, tout était pêle-mêle. L'état major gagna la petite ville de Genape. Là, Napoléon se flattait de rallier du moins un corps d'arrière-garde, il fit de vains efforts, rien n'était plus possible.

Il ne restait donc plus d'espoir; Napoléon céda à la nécessité, et prit la route de Charleroi, après avoir expédié plusieurs officiers au maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille.

Les pertes que les Français y firent furent très-grandes, dix-neuf mille hommes restèrent sur le champ de bataille, sept mille furent pris, avec la majeure partie du matériel; mais les alliés, malgré leur victoire, y perdirent encore plus de monde, et leurs propres rapports en font monter le nombre à trente-trois mille hors de combat.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE : Retraite de Waterloo. — Situation et ressources de la France. — Conduite des Chambres. — Nouvelle abdication de Napoléon. — Capitulation de Paris. — Retour de Louis XVIII.

« J'aurais dû mourir à Waterloo, a dit Napoléon ; mais le malheur veut que lorsqu'on cherche la mort on ne puisse la trouver. Il y a eu des hommes tués autour de moi, devant, derrière, de tous côtés, mais pas un boulet pour moi. »

Cette journée était désastreuse pour la France; quelques ressources cependant restaient encore : indépendamment du pont sur la Dyle, au village de Genape, il y en avait plusieurs autres dans les villages voisins ; mais, au milieu de l'extrême confusion où était l'armée, tous les fuyards

se dirigèrent sur Genape, qui, en un moment, en fut encombré. Tous les corps, toutes les armes étaient confondus : soldats d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, tous se pressaient, s'écartaient mutuellement. Beaucoup de charriots et de caissons étaient renversés, tant sur le pont que dans les rues : plusieurs étaient fixés entre eux, ce qui était un nouvel indice de la malveillance. Napoléon s'arrêta quelques instans pour essayer encore de rétablir un peu d'ordre; mais le tumulte, augmenté par l'obscurité de la nuit, rendit de nouveau toutes ses tentatives inutiles. Il continua donc sa route, et arriva à cinq heures du matin à Charleroi. Il donna ordre aux équipages des ponts et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur-le-champ pour Philippeville et Avesne, et de là se rendre à Laon.

Napoléon se rendit lui-même à Philippeville, d'où il expédia de nouveau des ordres au maréchal Grouchy pour faire sa retraite par Rhetel, sur Laon. Entre ce

temps, les débris de l'armée repassaient la Sambre aux ponts de Marchiennes, de Charleroi et du Châtelet, faisant ainsi la retraite sur plusieurs points, ce qui rendit le ralliement encore plus difficile.

Après avoir expédié tous les ordres que les circonstances rendaient nécessaires, Napoléon quitta Philippeville à deux heures après midi, y laissant le maréchal Soult pour rallier le grand quartier-général, et les corps qui se porteraient sur cette place. Il se mit en marche sur Laon, d'où il expédia plusieurs de ses aides-de-camp; il se rendit ensuite en toute hâte à Paris, pour y passer quarante-huit heures, prévenir la commotion politique que la nouvelle du désastre pouvait occasionner, prendre les mesures les plus promptes pour hâter et terminer tous les préparatifs de défense de la capitale, préparer les esprits à la grande crise dans laquelle la France allait se trouver, faire diriger sur Laon toutes les troupes, tous les renforts qu'on pourrait tirer des dépôts et des

places, en un mot, prendre toutes les mesures pour l'exécution du second plan d'opérations, auquel on se trouvait réduit. L'intention de Napoléon était de rejoindre, immédiatement après, son armée sous Laon.

On avait eu des nouvelles du corps de Grouchy; ce maréchal n'avait reçu, le 18, l'ordre de marcher sur Saint-Lambert qu'à sept heures du soir; il était alors fortement engagé. Maître d'une partie de Wavres, il n'avait pas encore pu en déboucher. Dans ces circonstances, le maréchal avait envoyé sur Limale le corps de cavalerie du général Pajol et trois divisions d'infanterie pour y passer la Dyle et marcher contre Bulow. Ce mouvement avait réussi, et les hauteurs opposées avaient été enlevées; mais il était nuit, et la grande bataille était terminée. Le 19, à la pointe du jour, les Prussiens attaquèrent à leur tour, mais ils furent repoussés partout. Les hauteurs de Wavres furent emportées, et le maréchal Grouchy se disposait à

marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo, et l'ordre de battre en retraite, ce que le maréchal exécuta aussitôt en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux à Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur.

Les Prussiens voulurent attaquer les queues de ces colonnes, mais ils furent vigoureusement repoussés et perdirent quelques canons. Le maréchal arriva ainsi à Namur, d'où il prit la route de Dinant, laissant le corps du général Vandamme, tant pour détruire le pont de Namur (ce qu'on ne put exécuter), que pour faire l'arrière-garde, et contenir l'ennemi. Les Prussiens essayèrent de forcer le passage du pont; mais, après avoir perdu beaucoup de monde, ils renoncèrent à cet espoir. Le corps de Vandamme se maintint dans la ville jusqu'à huit heures du soir, qu'il dut l'abandonner pour continuer le mouvement de retraite. Le 24, tout le corps du maréchal Grouchy arriva à

Rethel, et le 26 il se réunit à l'armée, sous Laon.

La perte de la bataille de Waterloo mettait la France dans une position bien critique; mais les mesures de prévoyance que Napoléon avait prises avant l'ouverture de la campagne offraient encore des ressources en tous genres. Les débris de l'armée française, rassemblés sous Laon, se montaient, après l'arrivée du corps de Grouchy, au-delà de soixante-cinq mille hommes. Sans doute que la perte des Français était considérable, mais leurs ennemis avaient encore plus perdu. Tous les dépôts des régimens étaient arrivés dans les environs de Paris, et ils avaient assez d'hommes pour remplacer les pertes. Les seuls dépôts de la garde en avaient six mille. On réunissait à La Fère les soldats du train, qui, presque tous, s'étaient sauvés avec leurs chevaux Il y avait dans cette place, et à Vincennes, cinq cents pièces de canon de campagne; en outre, d'autres parcs considérables étaient sur la Loire.

On pouvait facilement organiser deux cents bouches à feu ; ce qui remettait le matériel dans le même état où il était avant le désastre. Napoléon calculait avec raison avoir, dans les premiers jours de juillet, une armée de cent trente mille hommes sur l'Aisne, entre Soissons et Laon. Blücher, Wellington ne pouvaient s'avancer qu'avec environ soixante mille hommes; les Russes et les Autrichiens n'avaient pas passé le Rhin le 24 juin. On aurait pu gagner un mois: pendant ce temps, les fortifications de Paris, sur la rive gauche, eussent été terminées et armées; la garde nationale eût été augmentée; on aurait pu y réunir celle de la Bretagne, de la Normandie, de la rive gauche de la Loire, et de tout l'Empire, et même faire venir les vingt régimens de marine qui avaient été organisés. Napoléon aurait pu manœuvrer avec cent cinquante mille hommes autour d'un point d'appui comme Paris, bien fortifié, armé de cinq à six cents bouches à à feu, et contenant plus de cent vingt mille

hommes organisés. Tels étaient encore les moyens militaires avec égalité de chances, lorsque les événemens politiques, qu'on n'avait pu prévoir, paralysèrent tout.

Peu après son arrivée au palais de l'Élisée, le 21 juin, Napoléon convoqua un conseil des ministres : on y discuta les mesures à prendre dans les circonstances où l'on se trouvait. On fut d'opinion de déclarer Paris en état de siége, de convoquer les Chambres à Tours, et de porter dans cette ville le centre du gouvernement ; de donner le commandement de Paris au maréchal Davoust, et le ministère de la guerre au général Clauzel. Tous ces différens actes se rédigeaient à la secrétairerie d'État, et déjà les ordres étaient expédiés pour doubler le nombre des tirailleurs de la garde nationale, et leur donner des armes dans la journée.

On discutait s'il convenait que Napoléon portât lui-même, en habit de voyage et sans appareil, ces décisions aux Chambres, et l'on minutiait même les discours,

lorsqu'on fut instruit que la plus vive fermentation se manifestait dans la Chambre des députés. Peu après midi, l'on reçut un messager de cette Chambre, par lequel elle se déclarait en permanence, méconnaissait l'autorité de l'Empereur, et déclarait traître à la patrie quiconque voudrait suspendre sa permanence. Quelques momens après, on apprit que la Chambre des pairs venait de suivre l'exemple de celle des députés, et se mettre en insurrection contre l'Empereur. Ces deux événemens suspendirent tout; on ne jugea plus qu'il fût convenable que l'Empereur se transportât au milieu des députés de la nation, puisqu'ils s'étaient déclarés en insurrection. Les ministres seulement s'y rendirent, et annoncèrent l'arrivée de l'Empereur à Paris, et l'état des affaires. Bientôt les nouvelles les plus désastreuses circulèrent partout. Les ennemis de Napoléon, les amis du Roi, les partisans de l'étranger se remuaient de tous côtés, et

tâchaient d'accroître dans la garde nationale le nombre de leurs prosélytes.

La nuit, il y eut une conférence des ministres avec une commission de chacune des Chambres. L'esprit des Chambres se déploya tout entier; le danger de la patrie n'était pas seulement dans ses ennemis extérieurs, il consistait surtout dans les divisions de l'intérieur. Il ne restait plus à Napoléon que trois partis à prendre.

Le pemier était de se rendre, le 22, au point du jour, au palais des Tuileries, d'y convoquer toutes les troupes de ligne qui se trouvaient dans la capitale, les six mille hommes de la garde impériale, les fédérés, la garde nationale, le conseil-d'état, les ministres, et d'ajourner les chambres.

Le deuxième parti était de caresser la faction qui menait les chambres, de laisser celle-ci s'emparer de l'autorité, et négocier directement avec les puissances étrangères sans l'intervention de l'Empereur.

Le troisième parti qui restait à Napo-

léon était d'abdiquer en faveur de son fils, de livrer aux Chambres toute l'autorité, et, par une abnégation complète de tous ses intérêts, de leur ôter la pensée qu'il pût un jour ressaisir le sceptre qu'il aurait déposé, et employer contre elles son pouvoir. Les Chambres, rassurées sur ce point, pouvaient dès lors seconder de tous leurs efforts la réorganisation des forces nationales, enfin se dévouer en entier au salut de l'Empire.

Napoleon délibéra entre le premier et le troisième parti, et adopta ce dernier. Il n'offrait guère plus de probabilité pour la cause nationale : l'Empereur abdiquant, l'armée, mécontente, perdrait tout son ressort, et le conservât-elle, elle serait trop peu secondée pour sortir d'une si terrible situation. Le maréchal Davoust et les autres chefs n'avaient pas assez d'habitude de la grande guerre, ni assez la confiance des soldats et du peuple, pour trouver des ressources proportionnées à de telles circonstances. Il était même probable que

les armées anglo-hollandaise et prussienne marcheraient à tire-d'aîle sur Paris, sans faire attention à l'armée française réunie à Laon, aussitôt qu'elles seraient assurées que Napoléon n'était plus à sa tête.

Si, par le parti que choisit Napoléon, il ne pouvait rien faire pour la patrie, il cessait du moins d'être un obstacle à sa délivrance. En proclamant ce que les Chambres paraissaient vouloir, il élevait un point de réunion; il rendait aux représentans de la nation le libre exercice de toute leur énergie. Peut-être sortirait-il de leur sein quelques talens extraordinaires; peut-être, comme dans les premiers temps de la révolution, verrait-on la France répondre à la voix du patriotisme qui, du haut de la tribune, l'appelait aux armes.

Enfin, dût ce parti ne laisser pas plus d'espérance que les précédens, Napoléon devait à sa gloire, devait à la nation, qui deux fois lui avait confié ses destinées, de mettre dans tout son jour la pureté de ses intentions, et de constater aux yeux de

la postérité que, si la France périssait, ce n'était pas au moins aux intérêts d'un seul homme qu'elle avait été sacrifiée. Il dicta donc au prince Lucien, son frère, la déclaration suivante, adressée au peuple français :

« En commençant la guerre, pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés, et le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'avais bravé toutes les déclamations des puissances contre moi.

» Les circonstances me paraissent changées ; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir voulu réellement qu'à ma personne ! Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de *Napoléon II*, Empereur des Français.

» Les ministres actuels formeront pro-

visoirement le conseil du Gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les Chambres à organiser sans délai la régence par une loi.

» Unissez-vous tous pour le salut public et pour rester une nation indépendante.

» NAPOLÉON. »

Au Palais de l'Élisée, ce 22 juin 1815.

La nouvelle de l'abdication de Napoléon fut bientôt répandue dans l'armée, elle y porta la consternation et le désespoir : l'effet qu'elle produisit dans les armées ennemies fut encore plus funeste, par l'audace qu'elle donna à leurs chefs ; Blücher et Wellington paraissaient, dans leurs premiers projets, être convenus de ne pas dépasser les frontières de la France avant l'arrivée des armées russe et autrichienne ; et, en attendant, de s'emparer d'Avesne, Maubeuge, et des autres places de cette frontière ; de couvrir de leurs

troupes légères tout le pays jusqu'à la Somme, et de le faire insurger. Ils préféraient ce plan, à marcher sur Paris avec une armée considérablement réduite, par le grand nombre de troupes qu'il leur faudrait laisser en arrière pour masquer et contenir les garnisons; marche qui, d'ailleurs, les aurait exposés à être pris en flanc et battus comme à Champ Aubert, Montmirail, etc.

Mais dès que ces deux généraux apprirent que Napoléon avait abdiqué, et qu'il n'était plus à la tête des armées françaises, ils changèrent de résolution. Ne tenant donc aucun compte de l'armée française, déjà forte de soixante-quinze mille hommes, réunie entre Laon et Soissons, ils pénétrèrent par La Fère et Compiègne, et marchèrent en toute hâte sur Paris. L'armée française, entièrement découragée par les nouvelles de Paris, ne pensa plus qu'à se reployer en toute diligence sous les murs de la capitale; on regarda même comme un succès obtenu que, le 28

juin, elle eût pu arriver à Saint-Denis avant les ennemis.

Cette armée, rassemblée sous Paris, le maréchal Davoust se mit à sa tête; mais il ne prit aucune résolution. Les alliés s'enhardirent au point de marcher par la vallée de Montmonrency, et d'arriver à Saint-Germain et à Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche entièrement à découvert, et exposé à l'armée française.

Dans cette grande crise politique, le parti royaliste était demeuré spectateur : les patriotes seuls avaient agi. C'était dans l'intérêt de la nation, de la liberté, qu'ils avaient exigé l'abdication de l'empereur : ils se mirent donc aussitôt à l'œuvre pour recueillir le prix de leur succès inespéré.

Une nouvelle constitution était devenue nécessaire, on proposa d'en arrêter immédiatement les bases : mais cette proposition parut un peu prématurée, il fut résolu qu'on se bornerait pour le moment à nommer un gouvernement provisoire, com-

posé de cinq membres chargés d'exercer le pouvoir exécutif, deux devaient être pris dans le sénat et trois dans la chambre des représentans.

En même temps, pour conserver les égards dus à l'empereur, la chambre nomma une commission chargée de lui présenter une adresse de remercîmens. Napoléon, pour la dernière fois, reçut la commission dans le costume impérial, et entouré de ses gardes et de ses grands-officiers. Il avait l'air pensif, mais ferme et résigné; il entendit avec une froide indifférence les éloges que l'on donnait à son sacrifice patriotique. Dans sa réponse, il recommanda l'union, insista sur la nécessité de préparer promptement des moyens de défense; mais il eut soin, en finissant, de leur rappeler que son abdica-cation était conditionnelle, et qu'elle conservait à son fils tous ses droits.

Lanjuinais, président de la chambre, répondit avec un profond respect, que la chambre ne lui avait pas donné d'instruc-

tions à ce sujet. « Je vous avais bien dit, reprit Napoléon en se tournant du côté de son frère Lucien, qu'ils n'en feraient rien. Dites à l'assemblée, ajouta-t-il en s'adressant au président, que je recommande mon fils à sa justice. C'est en sa faveur, je le répète, que j'ai abdiqué. »

De ce moment la reconnaissance de Napoléon II devint le point de discussion entre l'ex-empereur et les chambres. La dynastie impériale allait se consolider ou s'éteindre, les passions royalistes, les intérêts impériaux, les espérances républicaines, se trouvaient en présence.

Dans cette même journée du 22 juin, une scène étrange se passa au sénat. Le gouvernement avait reçu la nouvelle que le maréchal Grouchy, demeuré le jour de Waterloo, sur les bords de la Dyle, près de Wavres, et qui continua à soutenir le combat contre Thielman, auquel il était opposé, jusqu'au milieu de la nuit, avait, en apprenant la perte de la bataille de Waterloo, opéré habilement sa retraite

par Namur, qu'il s'était défendu contre plusieurs attaques, et qu'il avait enfin réussi à gagner Laon. Encouragé par ces bonnes nouvelles, Carnot se présenta au sénat et fit l'exposé de la situation des affaires militaires, et des ressources que l'on pouvait tirer encore de nos armées. Le maréchal Grouchy était à la tête d'une armée intacte de près de soixante mille hommes. Soult rassemblait vingt mille hommes de la vieille garde à Mézières ; dix mille hommes de nouvelle levée allaient être dirigés de l'intérieur sur ce point, ainsi que deux cents pièces de canon.

Ce rapport produisait une vive sensation sur les sénateurs, lorsque Ney, le cœur ulcéré de l'injustice avec laquelle il avait été traité par Napoléon dans ses bulletins, se leva tout à coup, et contredit vivement les assertions exagérées peut-être de Carnot. Dans le discours de Ney, il régnait une colère, une violence, qui tenaient du désespoir : « Ce rapport est

faux, s'écria-t-il, faux de tous points. Grouchy ne peut avoir sous ses ordres que vingt à vingt-cinq mille hommes. Si son corps eût été plus nombreux, il aurait pu couvrir la retraite, et l'Empereur aurait encore une armée à commander sur les frontières. Il n'y a plus un seul homme de sa garde à rallier, ajouta-t-il; c'est moi qui la commandais, et je l'ai vu massacrer tout entière avant de quitter le champ de bataille : il n'en reste plus rien. L'ennemi est à Nivelles avec quatre-vingt mille hommes; il peut être à Paris dans six jours. Il n'y a d'autre salut pour la France que de faire à l'instant des propositions de paix. » Le général Flahaut veut le contredire, mais Ney reproduit son exposé sinistre avec encore plus de véhémence, et enfin, abordant tout d'un coup le sujet que tous avaient sur les lèvres, mais qu'aucun n'avait osé entamer, il dit d'une voix basse, mais distincte : « Oui, je le répète vous n'avez d'autre voie que la négociation. Il faut que vous rappeliez les Bour-

bons. Quant à moi, je me retire aux États-Unis. »

Ces derniers mots attirèrent sur Ney les reproches les plus amers. Lavalette et Carnot surtout témoignèrent leur vive indignation contre ce maréchal, si intrépide dans les camps, si faible dans le conseil.

Après cette scène étrange, qui fit une profonde impression sur les esprits, une nouvelle discussion s'engagea encore entre les sénateurs lors de la lecture de l'acte d'abdication. Lucien Bonaparte aborda la question de la succession au trône, et in sista pour qu'aux termes de la constitution, Napoléon II fût reconnu à l'instant. Le comte de Pontécoulant interrompit l'orateur en demandant de quel droit Lucien, un étranger, un prince romain, se permettait de donner un souverain à la France, lorsque lui-même n'était pas naturalisé français. Cette objection était au moins étrange, sortant des mêmes lèvres qui, vingt-deux jours avant prêtaient serment à une constitution par laquelle Lucien était

reconnu non-seulement comme citoyen mais même comme prince du sang impérial. Lucien répondit qu'il était français par ses sentimens et en vertu des lois. Pontécoulant présenta alors une autre objection en disant qu'il était impossible de reconnaître pour souverain un enfant qui résidait dans un royaume étranger.

A ces mots, Labédoyère, le dévoué colonel du 7e de ligne, se leva avec véhémence; mal façonné aux tergiversations du sénat, il aborda la question avec franchise :

« L'Empereur, s'écria-t-il, n'a abdiqué qu'en faveur de son fils. Son abdication est nulle, si son fils n'est proclamé à l'instant. Et quels sont ceux qui s'opposent à cette résolution généreuse? les mêmes hommes qui étaient aux pieds de l'Empereur dans sa prospérité, et qui sont déjà impatiens de porter le joug des étrangers. Oui, continua-t-il en couvrant de sa voix retentissante les murmures de l'assemblée, si vous refusez de faire reconnaître Napoléon II,

il faut que l'Empereur tire de nouveau l'épée : il faut que de nouveau le sang commence à couler. A la tête des braves Français couverts des blessures qu'ils ont reçues pour le défendre, nous nous rallierons autour de lui, et malheur aux généraux perfides qui peut-être, dans ce moment même, méditent de nouvelles trahisons ! Je demande qu'ils soient poursuivis et condamnés comme déserteurs du drapeau tricolore; que leurs noms soient notés d'infamie, leurs maisons rasées, leurs familles proscrites et exilées. Nous ne souffrirons pas des traîtres parmi nous. Napoléon, en abdiquant la couronne pour sauver la nation, a fait ce qu'il devait à lui-même; mais la nation n'est pas digne de lui, puisqu'elle l'a une seconde fois forcé à l'abdication, elle qui avait juré de le défendre dans la prospérité comme dans les revers. » Les cris *à l'ordre !* partis de tous les coins de la salle, couvrirent enfin la voix de l'impétueux Labédoyère, qui cependant ne faisait qu'exprimer les sen-

timens d'une grande partie de l'armée française. « Jeune homme, vous vous oubliez », s'écria Masséna. Labédoyère voulut élever de nouveau la voix, mais elle fut étouffée par de violens murmures.

Comme les sénateurs, les représentans avaient éludé de reconnaître formellement Napoléon II; les deux chambres procédèrent à la nomination des membres du gouvernement provisoire. Ce furent Carnot, Fouché, Caulaincourt, Grenier et Quinette. Ils annoncèrent dans leur proclamation, que Napoléon avait abdiqué, et que son fils avait été proclamé. Ils invitaient les Français à rester unis, et à n'épargner ni efforts ni sacrifices pour le triomphe de la cause nationale, et promettaient une constitution nouvelle.

Cette adresse produisit peu d'effet sur l'armée qui pensait, comme Labédoyère, que l'abdication de Napoléon ne pouvait être reçue qu'aux conditions qu'il y avait mises lui-même.

Paris, au milieu de ces graves circons-

tances, demeurait agité d'espérance et d'inquiétude; la garde nationale, en général patriote, maintenait encore l'ordre, mais ne contenait qu'avec peine les fédérés, qui parcouraient la ville aux cris de *vive Napoléon II !*

Dans la séance du 24 juin, la question importante de la succession fut décidée, ou plutôt éludée de cette manière : Manuel, dans un discours logique et brillant, démontra qu'aux termes de la constitution, Napoléon II se trouvait déjà en possession du trône. Il fit ressortir ensuite les hautes questions d'intérêt national qui commandaient le respect des volontés consignées dans l'acte d'abdication de l'Empereur. A la voix de Manuel, tous les représentans se levèrent aux cris de *vive Napoléon II!* Mais quand on fit la proposition de prêter serment au nouvel Empereur, un cri général : *Point de serment, point de serment!* se fit entendre de toutes parts, comme si la chambre eût senti intérieurement qu'elle n'avait été que trop

prodigue de ces sermens si souvent violés, et qu'elle répugnât à s'ouvrir une nouvelle source de parjures.

Certes cette reconnaissance apparente et en quelque sorte négative des droits du jeune Napoléon à la couronne ne devait satisfaire que faiblement les partisans dévoués de l'Empereur ; mais du moins coupait-elle court aux discussions périlleuses soulevées depuis deux jours, en déclarant d'ailleurs que le gouvernement provisoire était nécessaire pour la garantie des intérêts de la nation; elle empêchait que ni Napoléon ni aucun de ses adhérens ne pût intervenir dans l'administration du pays. Cependant, malgré le peu de franchise avec lequel ils admettaient la condition spéciale que Napoléon avait mise à son abdication, la commission du gouvernement et les chambres exigèrent de l'ex-Empereur la stricte exécution du contrat. Ce fut ainsi qu'il lui arrachèrent une proclamation adressée en son nom à l'armée, pour lui confirmer le fait de son abdica-

tion, que les troupes ne voulaient croire que s'il le leur assurait lui-même.

On remarqua néanmoins dans cette adresse quelques expressions qui prouvent qu'il sentait vivement la contrainte qui lui était imposée. Après avoir exhorté les soldats à suivre toujours la carrière de l'honneur, et les avoir assurés qu'il ne cesserait jamais de s'intéresser à leurs exploits, il leur dit : « Vous et moi nous avons été calomniés, des hommes incapables d'apprécier nos travaux ont vu dans les marques d'attachement que vous m'avez données, un zèle dont j'étais seul l'objet. Que vos succès futurs leur apprennent que c'était la patrie avant tout que vous serviez en m'obéissant, et que si j'avais quelque part à vos affections, je la devais à mon ardent amour pour la France, notre mère commune. »

Ces expressions étaient de nature à blesser vivement la chambre des représentans, qui, d'ailleurs, regardait en même temps la présence de Napoléon

dans la capitale, comme dangereuse pour la tranquillité publique, et inquiétante pour le maintien de ses prérogatives. L'agitation commençait à régner parmi les habitans des fauhourgs; et des soldats, tristes débris de la bataille de Waterloo, se rassemblaient tous les jours dans les murs de Paris, désireux de venger leur défaite, et demandant à leur Empereur de les conduire de nouveau à la victoire.

Napoléon alors se retira à la Malmaison. Il y était à peine depuis un jour, que déjà, entouré de la police de Fouché, il s'était aperçu que celui qui, il n'y avait pas un mois, disposait de la vie d'un million d'hommes, n'était plus maître de ses démarches. On épiait, on contrôlait ses moindres actions; et pour la première fois alors il sentit ce que c'était que de perdre cette liberté dont, pendant tant d'années, son despotisme avait privé une si grande partie du genre humain. Cependant il semblait se soumettre à son sort, et jamais peut-être à aucune des phases brillantes de sa car-

rière, il ne montra plus d'indulgence et d'égalité d'humeur.

Les troupes alliées approchaient alors rapidement de Paris. Au moment où la capitale allait se voir entourée de nouveau d'armées ennemies, un sentiment honorable, joint à des considérations politiques, pouvait faire espérer à Napoléon que les représentans seraient disposés à laisser de côté toute animosité personnelle, pour recourir à ses talens extraordinaires et à son influence sur l'esprit des troupes et des fédérés, qui seuls pouvaient défendre Paris, et qu'ils le solliciteraient de reprendre de nouveau l'épée pour protéger la capitale.

Il offrit alors de commander l'armée pour son fils en qualité de général en chef, ou de coopérer à la défense comme simple citoyen.

Depuis que Napoléon était retiré à la Malmaison, le général Becker, d'après les instructions qu'il recevrait du gouvernement provisoire l'obsédait chaque jour,

pour le décider à quitter la Malmaison et partir pour Rochefort, où tout était préparé pour son départ de France. L'ordre était donné à deux frégates de se tenir prêtes à transporter aux États-Unis l'ex-Empereur, qui devait rester sous la surveillance du général Becker et de la police, jusqu'au moment de son embarquement. Les instructions portaient qu'on devait prendre toutes les précautions possibles pour la sûreté de Napoléon. Un ordre semblable fut transmis par Davoust, qui, par un de ces compromis commodes à l'aide desquels on cherche à concilier ses sentimens avec ses devoirs ou ses intérêts, refusa de le signer, mais ordonna à son secrétaire de le faire à sa place, ce qui, dit-il, reviendrait au même.

Napoléon s'était soumis à son sort avec résignation et dignité. Il avait reçu le général Becker sans embarras et même avec affabilité; et celui-ci, par un sentiment qui lui faisait honneur, trouva la mission dont il était chargé d'autant plus pénible,

qu'il avait éprouvé l'inimitié personnelle de l'homme qui était alors confié à sa garde. Quarante personues environ, de tout rang et de toute condition, firent l'offre généreuse d'accompagner dans ses revers celui qu'ils avaient servi pendant sa prospérité.

Cependant, au milieu de tous ces préparatifs de départ, Napoléon conservait encore un reste d'espoir. Il entendait le bruit de la cannonade dans l'éloignement. Son cœur battait à l'espoir d'être utile encore à cette France qu'il avait élevée si haut; il offrit de nouveau de marcher contre Blücher, comme simple volontaire, promettant qu'après avoir repoussé l'invasion, il continuerait sa route pour s'expatrier. Il espérait tellement que sa demande lui serait accordée, qu'il laisait tenir ses chevaux tout prêts, afin de pouvoir partir au premier avis pour aller rejoindre l'armée; mais le gouvernement provisoire rejeta de nouveau une offre dont l'acceptation

eût en effet détruit tout espoir de traité avec les alliés.

Le 29 juin, Napoléon partit donc de la Malmaison; le 5 juillet il arriva à Rochefort. Le général Becker l'accompagna, et il n'arriva rien de remarquable pendant le voyage. Partout les troupes le recevaient au cri de *vive l'Empereur!* les habitans respectaient les malheurs d'un grand homme, et ne pouvant applaudir, ils gardaient le silence.

Le gouvernement provisoire, cependant, avait envoyé des commissaires auprès du duc de Wellington, demander des passe-ports pour Napoléon, afin qu'il pût se rendre aux États-Unis. Le général anglais répondit qu'il n'avait aucune autorisation de son gouvernement pour en accorder.

On vit alors le parti royaliste, qui ne s'était pas engagé dans la lutte, lever la main pour en recueillir les fruits. Napoléon était tombé, ses ennemis reprirent

courage et se montrèrent en armes dans plusieurs départemens.

Les Chambres cependant redoublaient de persévérance pour faire tête à l'orage et sauver les débris de la liberté.

Pendant ce temps, les corps d'armée de Soult et de Grouchy venaient se ranger sous les murs de Paris, où ils furent bientôt suivis par les Anglais et les Prussiens.

La bravoure naturelle des Français leur inspira alors une résistance qui, tout en les couvrant de gloire, n'eut aucun résultat. Les alliés, au lieu de tenter de nouveau les chances d'une attaque sur Montmartre, traversèrent la Seine, et menacèrent Paris du côté qui n'était pas défendu. Il n'y avait pas, comme en 1814, d'armée ennemie qui menaçât de leur couper toute communication par derrière. Les Français n'en déployèrent pas moins un grand courage dans deux tentatives qu'ils firent, l'une pour défendre Versailles, l'autre

pour reprendre cette ville par un coup de main dirigé par le général Excelmans.

Tout fut inutile, le nom magique de Napoléon ne retentissait plus à l'oreille du soldat: à la suite d'un conseil de guerre, tenu à Paris dans la nuit du 2 au 3 juillet, un armistice fut conclu, en vertu duquel la capitale se rendait aux alliés, et l'armée française devait se retirer derrière la Loire.

Les alliés suspendirent leurs opérations jusqu'à ce qu'on eût pu décider les troupes françaises à effectuer leur retraite; mesure que dans leur enthousiasme elles repoussaient avec indignation. Les armées ennemies n'osèrent entrer dans Paris que le 7 juillet, jour où la capitale se trouvait être entièrement évacuée. Les Anglais et les Prussiens en prirent possession au milieu de la morne consternation des habitans.

Le gouvernement provisoire continua ses fonctions, quoique Fouché, qui en était le chef, intriguât depuis long-temps

pour négocier le second retour des Bourbons. On reçut, le 6 juillet, la déclaration des souverains alliés, qu'ils regardaient toute autorité émanant de l'usurpation de Napoléon comme nulle et de nul effet, et que Louis XVIII, qui était alors à Saint-Denis, ferait le lendemain son entrée dans la capitale, et reprendrait son autorité royale.

Le 7 juillet, la commission du gouvernement cessa ses fonctions, la chambre des pairs, après avoir entendu la lecture de l'acte de capitulation, se sépara en silence; mais celle des représentans continua encore à siéger, à voter et à discuter. Le président suspendit alors la séance jusqu'au lendemain huit heures du matin, malgré les représentations de plusieurs membres, qui prétendaient que la chambre s'étant déclarée en permanence, on devait exécuter à la lettre cette décision. Le lendemain matin, les membres qui se rendirent à la chambre trouvèrent dans la

cour un détachement de gardes nationaux qui leur en refusèrent l'entrée.

Le 8 juillet, Louis entra dans sa capitale précédé de volontaires royaux, et des troupes de sa maison. A la suite de ces royalistes venait un nombreux état-major, dans lequel on distinguait les maréchaux Victor, Marmont, Macdonald, Oudinot, Gouvion St.-Cyr, Moncey et Lefebvre. Ce fut ainsi que Louis rentra dans le palais de ses ancêtres, sur lequel on vit de nouveau flotter le drapeau blanc.

Ici se termine ce court espace de temps, si rempli d'événemens qu'on a peine à y croire : période de cent jours, qui semble renfermer les événemens de tout un siècle.

FIN DU HUITIÈME VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE.

